

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET

AKONO

COMMUNE DE NGOUMOU

STRUCTURE INTERNE DE GESTION

ADMINISTRATIVE DES MARCHES

PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTRE REGION

MEFOU AND AKONO DIVISION

NGOUMOU COUNCIL

INTERNAL TENDER BOARD OF

PUBLIC CONTRACTS

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°-002/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM/2025 Du 27/03/2025 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES
**TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CERTAINES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS LA COMMUNE DE
NGOUMOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO, REGION DU CENTRE. EN DEUX LOTS**

BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC EXERCICE 2025

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Mars

2025

SOMMAIRE

Pièce n°1 :	Avis d'Appel d'Offres
Pièce n°2 :	Règlement Général de l'Appel d'Offres (R.G.A.O)
Pièce n°3 :	Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (R.P.A.O)
Pièce n°4 :	Projet de Lettre-Commande
	Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
	Titre II : Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
	Titre III : Cadres des Bordereaux des Prix Unitaires (C.B.P.U.)
	Titre IV : Cadres des Devis Quantitatifs et Estimatifs (C.D.Q.E)
Pièce n°5 :	Modèles de formulaires à utiliser par les soumissionnaires
Pièce n°6 :	Grille d'Evaluation des Offres
Pièce n°7 :	Preuve du Financement des Projets
Pièce N°8 :	Liste des établissements bancaires et financiers agréés
Pièce n°9 :	Dossier d'Etude Préalable – Plans-.....



PIÈCE N°1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET
AKONO

COMMUNE DE NGOUMOU

COMMISSION INTERNE DE
PASSATION DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTRE REGION

MEFOU AND AKONO DIVISION

NGOUMOU COUNCIL

INTERNAL TENDER BOARD OF PUBLIC
CONTRACTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°002/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM /2025 Du 27/03/2025, EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CERTAINES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS LA COMMUNE DE NGOUMOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO, REGION DU CENTRE EN DEUX LOTS.

Financement : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC - Exercice 2025

OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Maire de la Commune de Ngoumou, Autorité Contractante, lance pour le compte de la Commune de Ngoumou, un appel d'offres national ouvert pour l'exécution des travaux de construction de certaines infrastructures scolaires dans la Commune de Ngoumou, Département de la Mefou et Akono, en deux lots :

N° Lot	Désignation	Montant prévisionnel (F CFA TTC)	Imputation
1	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle bilingue de Ngoumou	27 000 000	59 27 100 02 641170 464211 821
2	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle d'otélé	30 000 000	59 15 101 02 64 11 70 464211 426

CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les prestations à réaliser portent sur :

**Construction d'un bloc maternel à l'école
maternelle bilingue de Ngoumou**

Lot 100 : Les travaux préparatoires - études ;
Lot 200 : Les terrassements et l'implantation ;
Lot 300 : Les fondations ;
Lot 400 : Les maçonneries et élévation et enduits ;
Lot 500 : La charpente, la couverture ;
Lot 600 : Les menuiseries métalliques;
Lot 700 : Les menuiseries bois
L'électricité ;

Lot 800 : plomberie-sanitaires ;
Lot 900 : L'électricité ;
Lot 1000 : La peinture et revêtement ;
Lot 1100 : Les VRD.

Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle d'otélé

Lot 100 : Les travaux préparatoires - études ;
Lot 200 : Les terrassements et l'implantation ;
Lot 300 : Les fondations ;
Lot 400 : Les maçonneries et élévation et enduits ;
Lot 500 : La charpente, la couverture-faux
plafond ;
Lot 600 : Les menuiseries bois-métalliques-
vitrieres ;
Lot 700 : L'électricité ;
Lot 800 : plomberie-sanitaires-revêtement ;
Lot 900 : La peinture ;
Lot 1000 : Les VRD.

COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables de chaque lot est de :

N° Lot	Désignation	Montant prévisionnel (F CFA TTC)
1	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle bilingue de Ngoumou	27 000 000
2	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle d'otélé	30 000 000

DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai maximum de chaque lot prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est trois (03) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations

PARTICIPATION

La participation à cet Appel d'Offres est ouverte aux Entreprises installées en territoire camerounais.

FINANCEMENT

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public de la République du Cameroun, Exercice 2025. Sur la ligne d'imputation budgétaire :

LOT 1 N°59 27 100 02 641170 464211 821

LOT 2 N°59 15 101 02 64 11 70 464211 426

Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *hors ligne*.

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **cinq cent quarante mille (540 000) FCFA pour le lot 1 et Six cent Mille (600 000) FCFA pour le lot 2; il est au plus égal à 2% du coût prévisionnel toutes taxes comprises (TTC) du marché conformément à l'arrêté en vigueur** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

CONSULTATION ET ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier physique peut être consulté gratuitement à la Mairie de Ngoumou aux heures (Service des Marchés (SIGAMP), téléphone 655 59 82 78 dès publication du présent avis.

ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Mairie de Ngoumou aux heures ouvrables (Service des Marchés (SIGAMP), téléphone 655 59 82 78 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable *des frais d'achat du DAO de 100 000 francs CFA pour les deux lots et 50 000 francs CFA pour un lot* à la Recette Municipal de Ngoumou.

REMISE DES OFFRES

Chaque offre, rédigée en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir sous pli fermé à la Mairie de Ngoumou, au plus tard le **07/05/2025 à 11 heures précises** et devra porter la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°002/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM/2025 Du 27/03/2025, EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CERTAINES INFRASTRUTURES SCOLAIRES DANS LA COMMUNE DE NGOUMOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO, REGION DU CENTRE. EN DEUX LOTS

" A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "

RECEVABILITE DES OFFRES

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres,

entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des offres se fera en un temps à la Marie de Ngoumou le **07/05/2025 à 13 heures** précises par la Commission interne de Passation des Marchés Publics de la Commune de Ngoumou, Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Critères éliminatoires :

Offre Administrative

- absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- non-respect du format de fichier des offres ;
- absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

Offre technique

- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum
- N'avoir pas réuni au moins 70% de critères de qualification ;

Offre Financière

- Omission du prix d'une tâche quantifiée dans le bordereau des prix unitaires ou dans le devis estimatif ;
- Absence d'une pièce financière ;
- Sous-détail des Prix unitaires incomplet à plus 10% du nombre total des Sous-détail des Prix unitaires ;
- Sous-détail des Prix unitaires non conforme au modèle.

N.B : Les copies certifiées des pièces antérieurement légalisées seront systématiquement rejetées.

Critères de qualification des offres techniques :

Les critères, explicités dans le règlement particulier du DAO et relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

- La capacité financière Oui/Non
- Les références de l'Entreprise Oui/Non
- Méthodologie d'exécution des travaux Oui/Non
- Planning d'approvisionnement en matériaux et planning d'exécution des travaux ... Oui/Non
- L'expérience du personnel d'encadrement..... Oui/Non
- Le matériel et les équipements essentiels..... Oui/Non
- Compréhension du projet Oui/Non

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura obtenu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 70%, (soit au moins 5 « oui » sur 7) seront examinées.

DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

ATTRIBUTION D'UNE LETTRE – COMMANDE

Chacune des Lettres-Commandes à élaborer sera attribuée au soumissionnaire dont l'offre:

- administrative sera jugée conforme ;
- technique sera jugée conforme et aura reçu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 70 % ;
- financière après corrections conformément aux dispositions du RPAO des sous-détails des prix unitaires, du bordereau des prix unitaires et du devis estimatif, sera jugée conforme aux dispositions du CCTP et classée la moins disante. **Un soumissionnaire peut être attributaire d'un ou des deux lots.**

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Commune de Ngoumou service technique, aux numéros de téléphones : 677 598 260/655 598 278

Publication:

DD/MINMAP-MAK ;
ARMP (for publication in Contracts Logs)
President /CIPM-CNG ;
Chronos /Archives

NGOUMOU, on _____
Maire de la Commune de Ngoumou;
Autorité contractante

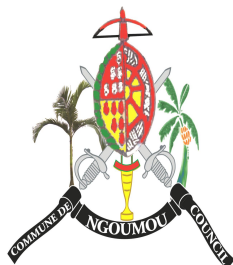
REPUBLIQUE DU CAMEROUN
 Paix – Travail – Patrie

 REGION DU CENTRE

 DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET
 AKONO

 COMMUNE DE NGOUMOU

 COMMISSION INTERNE DE
 PASSATION DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
 Peace – Work – Fatherland

 CENTRE REGION

 MEFOU AND AKONO DIVISION

 NGOUMOU COUNCIL

 INTERNAL TENDER BOARD OF PUBLIC
 CONTRACTS

NOTICE OF OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

N° 002/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM /2025 Of 27/03/2025, IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE
 CONSTRUCTION WORKS OF CERTAIN SCHOOL INFRASTRUCTURES IN THE COMMUNE OF NGOUMOU,
 DEPARTMENT OF MEFOU AND AKONO, CENTRAL REGION IN TWO LOTS.

Financing: PUBLIC INVESTMENT BUDGET - 2025 Financial Year

PURPOSE OF THE CALL FOR TENDERS

The Mayor of the Commune of Ngoumou, Contracting Authority, launches on behalf of the Commune of Ngoumou, a national open call for tenders for the execution of the construction works of certain school infrastructures in the Commune of Ngoumou, Department of Mefou and Akono, in two lots:

No. Lot	Description	Estimated amount (F CFA including tax)	Budget allocation
1	CONSTRUCTION OF A NURSERY BLOCK AT THE BILINGUAL NURSERY SCHOOL IN NGOUMOU	27 000 000	59 27 100 02 641170 464211 821
2	CONSTRUCTION OF A NURSERY BLOCK AT THE NURSERY SCHOOL IN OTELE	30 000 000	59 15 101 02 64 11 70 464211 426

CONSISTENCY OF THE WORK

The services to be carried out relate to:

CONSTRUCTION OF A NURSERY BLOCK AT THE
 BILINGUAL NURSERY SCHOOL IN NGOUMOU

Lot 100: Preparatory work - studies;
 Lot 200: Earthworks and layout;
 Lot 300: Foundations;
 Lot 400: Masonry, elevation and coatings;
 Lot 500: Framework, roofing;
 Lot 600: Metal joinery;
 Lot 700: Wood joinery
 Lot 800: Plumbing and sanitation;
 Lot 900: Electricity;
 Lot 1000: Painting and coating;

Lot 1100: Roads and utilities.

CONSTRUCTION OF A NURSERY BLOCK AT THE NURSERY SCHOOL IN OTELE

Lot 100: Preparatory work - studies;
Lot 200: Earthworks and layout;
Lot 300: Foundations;
Lot 400: Masonry, elevation and coatings;
Lot 500: Framework, roofing;
Lot 600: Metal joinery;
Lot 700: Wood joinery
Lot 800: Plumbing and sanitation;
Lot 900: Electricity;
Lot 1000: Painting and coating;
Lot 1100: Roads and utilities.

ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is :

- **Lot 1: 27 000 000 FCFA**
- **Lot 2 : 30 000 000 FCFA**

ESTIMATED EXECUTION TIMELINE

The maximum deadline set by the project owner for the completion of the work related to this call for tenders is three (03) months. This deadline starts from the date of notification of the order to begin the work

PARTICIPATION

Participation in this Call for Tenders is open to Companies established in Cameroonian territory.

FUNDING

The works related to this call for tenders are funded by the public investment budget of the republic of Cameroon for the fiscal year 2025. Under the budget allocation:

- **LOT 1: N°59 27 100 02 641170 464211 821**
- **Lot 2: N°59 15 101 02 64 11 70 464211 426**

SUBMISSION METHOD

The submission method is offline

BID BOND

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond, manually settled , issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue guarantees in the field of the public procurement, whose list appears in document 14 of the tender document (DAO). The amount of bid bond for the **lot 1 is five hundred forty thousand (540 000) FCFA**, for the **lot2 six hundred thousand (600 000) FCFA** and does not exceed 2% of the estimated total cost of the contract, including all

the taxes, in accordance with the applicable regulations. It must remain valid for least thirty (30) days beyond the initial validity period of the bids.

The absence of bid bond issued by a first-tier bank or a first- category organization authorized by the Ministry of finance to issued guarantees in public procurement will result in the outright rejection of the bid. A bid bond that is submitted but does not correspond to the specific consultation in question will be considered absent.

A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

CONSULTATION OF THE CALL FOR TENDER DOCUMENT

The physical document can be consulted free of charge at the Ngoumou Town Hall during working hours (Public Procurement Service (SIGAMP) Tél: 655 59 82 78 as soon as this notice is published.

ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENT

The physical document can be consulted free of charge at the Ngoumou Town Hall during working hours (Public Procurement Service (SIGAMP) Tél: 655 59 82 78 as soon as this notice is published. Upon payment of a nonrefundable fee of **100 000 FCFA for the two lots and 50 000 FCFA for one lot**, for the purchase of the tender document at the Ngoumou municipal treasury.

DELIVERY OF OFFER

Each offer, written in French or English in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies marked as such, must reach the Ngoumou Town Hall in a sealed envelope, no later than **07/05/2025 at 11a.m.** hours precise and must bear the following mention:

NOTICE OF OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

N°002/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM/2025 Of 27/03/2025, IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE CONSTRUCTION WORKS OF CERTAIN SCHOOL INFRASTRUCTURES IN THE COMMUNE OF NGOUMOU, DEPARTMENT OF MEFOU AND AKONO, CENTRAL REGION. IN TWO LOTS

"To be opened only during the counting session"

BID SUBMISSION REQUIREMENTS

The administrative documents, technical offer, financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in sealed package.

The contracting authority will reject the following submissions:

- Bids that disclose the identity of the bidder on the envelope
- Bids received after the deadline for submission
- Bids that do not comply with the prescribed submission method
- Bids without an indication of the tender reference
- Bids that do not meet the required number of copies as stated in the RPAO or those submitted in copies only

Any incomplete bid, as per the requirements of the tender document, will be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance for public procurement guarantees, or failure to comply with the required document formats, will result in the outright rejection of the bid with no possibility of appeal.

A bid bond that is submitted but does not correspond to the specific consultation in question will be considered absent. Additionally, a bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

OPENING OF BIDS

The bid opening will take place in a single session at the Ngoumou Town Hall on **may 07, 2025 at exactly 1 p.m.**, conducted by the internal public procurement committee of the Ngoumou Municipality. Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized representative, even in case of a consortium.

To avoid rejection, the required administrative documents must be submitted in **originals and certified true copies**, authenticated by the issuing authority, in accordance with the provisions of the RPAO. These documents must be **dated less than three (03) months old** or issued after the signing date of the tender notice.

If any administrative document is missing or not compliant at the time of bid opening, the bidder will have **48 hours** to rectify the issue. Failure to do so will result in the rejection of the bid.

BID EVALUATION CRITERIA

Eliminatory criteria:

Administrative Offer

- Absence of the bid bond at the time of bid opening;
- Failure to submit a missing or non-compliant administrative document within 48 hours after bid opening (except for the bid bond)
- False statements, fraudulent practices, or submission of falsified documents
- Noncompliance with the required file format for bid documents;
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the commitment declaration to comply with environmental and social clauses duly dated and signed

Technical Offer

- False declaration or falsified document;
- Absence of ownership or rental of the required minimum equipment
- Failure to meet at least 70% of the qualification criteria;

Financial Offer

- Omission of the price of a quantified task in the unit price schedule or in the estimated quote;
- Absence of a financial document;
- Incomplete sub-detail of Unit Prices at more than 10% of the total number of Sub-details of Unit Prices;
- Sub-detail of Unit Prices not in accordance with the model.

N.B.: Certified copies of previously legalized documents will be systematically rejected.

Qualification criteria for technical offers:

The criteria, explained in the special regulations of the DAO and relating to the qualification of candidates will relate to:

- Financial capacity Yes/No
- The references of the Company Yes/No
- Methodology of execution of works Yes/No
- Schedule of supply of materials and schedule of execution of works ... Yes/No
- Experience of the management staff Yes/No
- Essential equipment and materials..... Yes/No
- Understanding of the project Yes/No

Only the financial offers of bidders whose technical offer has obtained a percentage of "yes" greater than or equal to 70%, (i.e. at least 5 "yes" out of 7) will be examined.

BID VALIDITY PERIOD

Bidder shall remain bound by their bid for ninety (90) days from the deadline for bid submission

ALLOCATION OF A LETTER - ORDER

Each of the Order Letters to be drawn up will be awarded to the tenderer whose offer:

1. Administrative will be deemed compliant;
2. Technique will be deemed compliant and will have received a percentage of "yes" greater than or equal to 70%;
3. Financial after corrections in accordance with the provisions of the RPAO of the sub-details of the unit prices, of the schedule of unit prices and of the estimate, will be deemed to comply with the provisions of the CCTP and ranked lowest.

FURTHER INFORMATION

Additional technical information can be obtained during working hours at the Commune of Ngoumou technical service, at the telephone numbers: 677 598 260/655 598 278

Publication:

DD/MINMAP-MAK ;
ARMP (for publication in Contracts Logs)
Chairperson/CIPM-CNG ;
Posting;
Chronos /Archives

NGOUMOU, on _____
Mayor of Ngoumou Council;
Contracting Authority

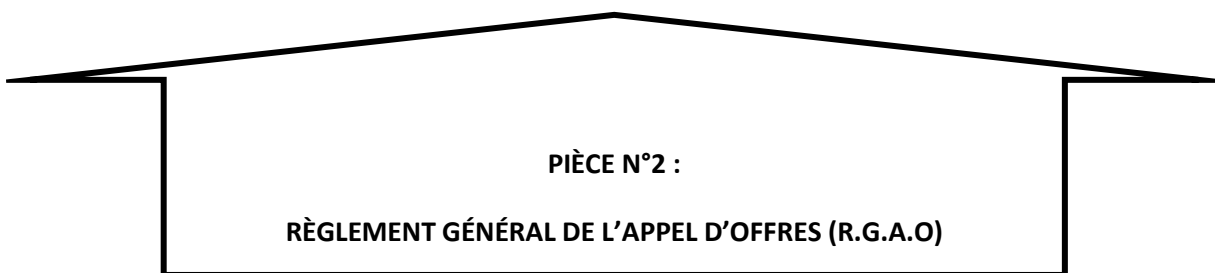


TABLE DES MATIERES

A. Généralités	
Article 1.	
Objet de la consultation	
Article 2.	
Financement	
Article 3.	
Principes éthiques.....	
Article 4.	
Candidats admis à concourir	
Article 5.	
Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés.....	
Article 6.	
Documents établissant la qualification du Soumissionnaire.....	
Article 7.	
Visite du site des travaux	
B. Dossier d'Appel d'Offres.....	
Article 8.	
Contenu du Dossier d'Appel d'Offres.....	
Article 9.	
Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et Recours	
Article 10. Modification du Dossier d'Appel d'Offres	
C. Préparation des offres.....	
Article 11. Frais de soumission.....	
Article 12. Langue de l'offre	
Article 13. Documents constituant l'offre.....	
Article 14. Montant de l'offre	
Article 15. Monnaies de soumission et de règlement.....	
Article 16. Validité des offres	
Article 17. Cautionnement de soumission.....	
Article 18. Propositions variantes des soumissionnaires	
Article 19. Réunion préparatoire à l'établissement des offres	
Article 20. Forme, Format et signature de l'offre.....	
D. Dépôt des offres.....	
Article 21. Cachetage et marquage des offres.....	
Article 22. Date, heure limites de dépôt des offres et Mode de soumission.....	
Article 23. Offres hors délai.....	
Article 24. Modification, substitution et retrait des offres.....	
E. Ouverture des plis et évaluation des offres.....	
Article 25. Ouverture des plis et recours.....	
Article 26. Caractère confidentiel de la procédure	
Article 27. Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.....	
Article 28. Détermination de la conformité des offres et évaluation au plan technique	
Article 29. Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire.....	
Article 30. Correction des erreurs	
Article 31. Conversion en une seule monnaie.....	
Article 32. Evaluation et comparaison des offres au plan financier.....	
Article 33. Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux.....	
F. Attribution.....	
Article 34. Attribution.....	
Article 35. Droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure.....	
Article 36. Notification de l'attribution du marché.....	
Article 37. Publication des résultats d'attribution du marché et recours.....	
Article 38. Signature du marché.....	
Article 39. Cautionnement définitif	

REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D ' OFFRES

A. GENERALITES

Article 1.

Objet de la consultation

1.1. Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué, tel que précisé dans le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres (RPAO), lance un Appel d’Offres pour la réalisation des travaux décrits dans le présent Dossier d’Appel d’Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d’identification et le nombre de lots faisant l’objet de l’appel d’offres figurent dans le RPAO.

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les travaux dans le délai prévisionnel indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l’ordre de service de commencer les travaux.

1.3. Dans le présent Dossier d’Appel d’Offres, le terme “**jour**” désigne un jour ouvrable, à l’exception des jours calendaires expressément spécifiés dans le code des marchés publics.

Article 2.

Financement

La source de financement des travaux, objet du présent appel d’offres est précisée dans le RPAO.

Article 3.

Principes éthiques

3.1. Les agents relevant du service public, les soumissionnaires et les titulaires de marché, ainsi que toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la chaîne de passation, d’exécution, de contrôle et de régulation des marchés, sont soumis aux dispositions des lois et règlements interdisant les actes de corruption, les manœuvres frauduleuses, les pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, les conflits d’intérêts, les délits d’initiés et les complicités.

A cet égard, ils souscrivent la charte d’intégrité dont le modèle est joint en annexe du présent Dossier d’Appel d’Offres (pièce 10).

En vertu de ces principes, le Maître d’ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué :

a. définit, aux fins de cette clause, les expressions de la manière suivante :

i. Est convaincu d’acte de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d’influencer l’action d’un agent public au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché ;

ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses " quiconque déforme ou dénature des faits afin d’influencer l’attribution ou l’exécution d’un marché ;

iii. Sont convaincus de « pratiques collusoires » deux ou plusieurs soumissionnaires qui s’entendent dans le but de maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv. Se livre à des « pratiques coercitives », quiconque porte atteinte aux personnes ou à leurs biens ou profère des menaces à leur encontre de manière directe ou indirecte, afin d’influencer leurs actions au cours de l’attribution ou de l’exécution d’un marché ;

v. Le « conflit d’intérêt » désigne toute situation dans laquelle le titulaire d’un marché ou surveillant des procédures de passation et/ou de l’exécution du marché pourrait tirer des profits directs ou indirects d’un marché conclu par le Maître d’ouvrage ou Maître d’ouvrage Délégué, d’une affectation ou toute situation dans laquelle il a des intérêts financiers ou personnels suffisant pour compromettre son impartialité dans l’accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement ;

vii. La complicité s’entend de :

- L’omission ou la négligence d’effectuer les contrôles ou de donner les avis techniques prescrits ;

- L’abstention volontaire de porter à la connaissance du Maître d’ouvrage ou de l’autorité compétente, les irrégularités constatées lors de la réalisation de ses missions.

viii. Se livre aux « pratiques obstructives », quiconque commet des actes visant à la destruction, la falsification, l’altération ou la dissimulation des preuves sur lesquelles se fonde une enquête ou toutes fausses déclarations faites aux enquêteurs ou bien toute menace, harcèlement ou intimidation à l’encontre d’une personne aux fins de l’empêcher de révéler des informations relatives à une enquête, ou bien de poursuivre celle-ci.

b. rejettera toute proposition d’attribution, s’il est prouvé que l’attributaire proposé est directement ou par l’intermédiaire d’un agent, coupable de corruption, de conflit d’intérêt, de complicité ou s’est livré à des

manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives pour l'attribution de ce marché.

3.2. L'Autorité chargée des marchés publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire ou cocontractant de l'Administration pour trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de complicité, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans son offre, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

3.3..L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut prendre à l'encontre des acteurs publics reconnus coupables 30 de violation des dispositions du Code des Marchés Publics, une décision d'interdiction d'intervenir dans la passation et le suivi de l'exécution des Marchés Publics pendant une période n'excédant pas deux (2) ans.

Article 4.

Candidats admis à concourir

4.1. En dehors de **l'appel d'offres restreint qui s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré qualification** et/ou ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelé dans le RPAO, en règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité ci-après :

- a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire doivent être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement, le cas échéant ;
- b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :
 - i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;
 - ii. est dans le cadre d'un même appel d'offres, représentant légal d'un autre soumissionnaire ;
 - iii. Participe à plus d'une offre dans le cadre d'un même appel d'offres notamment, soit à titre individuel ou en tant que membre d'un groupement d'entreprises, soit en tant que sous-traitant dans une offre tout en étant soumissionnaire à titre individuel ou membre d'un groupement d'entreprises. Un fournisseur peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres, mais en cette qualité de sous-traitant seulement.
 - iv. Est affilié à un groupe ou entité que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a recruté ou envisage de recruter pour participer au contrôle ;
 - v. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué participe au capital du soumissionnaire de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ;
- c. Une personne morale de droit public si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) gérée selon les règles de la comptabilité privée et (iii) n'est pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du

Maître d'Ouvrage Délégué, sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des marchés publics.

d. Les organisations de la société civile et les Etablissements publics à condition que les prix proposés soient concurrentiels, c'est-à-dire, qu'ils aient été déterminés(i) en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects concourant à la formation du prix de la prestation objet du contrat et(ii) qu'ils n'ont pas³¹ bénéficié, dans la détermination de ce prix, des avantages découlant des ressources qui leurs sont attribuées au titre de leurs missions de service public.

4.2. L'appel d'offres est ouvert ou restreint selon les spécifications du RPAO à tous les candidats qui remplissent les conditions ci-après :

- a. ne pas être en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- b. ne pas être frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international;
- c. souscrire aux déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur.

4.3. Pour soumissionner par voie électronique via COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.

4.4. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré qualification et/ou à ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelée dans le RPAO.

Article 5.

Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

5.1. Les matériaux, les matériels de l'entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché ne doivent pas provenir le cas échéant, de pays figurant dans la liste prévue dans le RPAO.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme "provenir" désigne le lieu où les biens et services poussent, sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués, transformés, assemblés ou importés.

Article 6.

Documents établissant la qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- a. produire un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire ;
- b. Fournir les documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire selon la présentation indiquée à l'article 13 du RGAO et comprenant notamment, toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré qualification) qui leur sont demandées dans le RPAO.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production de l'extrait des bilans faisant ressortir le chiffre d'affaires et les résultats ;
- ii. l'accès à une ligne de crédit ou d'autres ressources financières ;
- iii. Les marchés exécutés ;
- iv. la liste du personnel clé ;
- v. La disponibilité du matériel indispensable ;
- vi Le certificat de catégorisation pour les prestataires de BTP, le cas échéant.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- a. L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement;
- b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué pour l'exécution du marché ;
- e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un compte unique. En cas de groupement conjoint, les tâches de chaque membre doivent être précisées et chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans son propre compte.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

Article 7.

Visite du site des travaux

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Cette visite lorsqu'elle est exigée dans le RPAO, doit être sanctionnée par une attestation de visite du site signée sur l'honneur par le soumissionnaire, faisant ressortir une description du site ainsi que les observations sur les conditions d'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.2. Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué est tenu d’autoriser le Soumissionnaire qui en fait 33 la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué, de toute responsabilité pouvant en résulter.

Le soumissionnaire demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.3. Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l’établissement des offres mentionnées à l’article 19 du RGAO.

B. DOSSIER D’APPEL D’OFFRES

Article 8.

Contenu du Dossier d’Appel d’Offres

8.1. Le Dossier d’Appel d’Offres décrit les travaux faisant l’objet du marché, fixe les procédures de consultation des entreprises et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l’article 10 du RGAO, il comprend aussi les principaux documents énumérés ci-après :

Pièce n° 0 : La lettre d’invitation à soumissionner (en cas d’Appels d’Offres Restreints) ;

Pièce n° 1 : L’Avis d’Appel d’Offres rédigé en français et en anglais (AAO) ;

Pièce n° 2 : Le Règlement Général de l’Appel d’Offres (RGAO) ;

Pièce n° 3 : Le Règlement Particulier de l’Appel d’Offres (RPAO) ;

Pièce n° 4 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Pièce n° 5 : Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

Pièce n° 6 : Le Cadre du Bordereau des prix unitaires ;

Pièce n° 7 : Le Cadre du Détail quantitatif et estimatif ;

Pièce n°8 : Le Cadre du Sous-Détail des Prix Unitaires ou de la décomposition des prix, le cas échéant ;

Pièce n°09 : Le modèle de marché ;

Pièce n° 10 : Les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires notamment :

Annexe n° 1: Modèle de Déclaration d'intention de soumissionner

Annexe n° 2: Modèle de soumission

Annexe n° 3: Modèle de caution de soumission

Annexe n° 4: Modèle de cautionnement définitif

Annexe n° 5: Modèle de caution d'avance de démarrage

Annexe n°6 : Modèle de caution de bonne exécution (retenue de garantie)

Annexe n° 7: Modèle de Lettre de soumission de la proposition technique³⁴

Annexe n° 8: Modèle de Cadre du planning

Annexe n° 9: Modèle de liste de personnels à mobiliser

Annexe n° 10: Modèle de fiches de prestations susceptibles d'être sous traitées

Annexe n° 11: Modèle de CV de personnels à mobiliser

Pièce n° 11 : Le formulaire de la charte d’intégrité.

Pièce n° 12 : Le formulaire de déclaration d’engagement au respect des clauses sociales et environnementales.

Pièce n° 13 : le visa de maturité ou les justificatifs des études préalables à remplir par le Maître d’ Ouvrage ou le Maître d’ Ouvrage Délégué, la disponibilité du financement ou l'inscription budgétaire.

Pièce n° 14 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers habilités par le Ministre en charge des à émettre des cautions, dans le cadre des marchés publics.

8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l’ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 9.

Eclaircissements apportés au Dossier d’Appel d’Offres et Recours

9.1. a) Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d’Appel d’Offres peut en faire la demande à l’Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l’adresse du Maître d’Ouvrage ou du Maître d’Ouvrage Délégué indiquée dans le RPAO **ou via COLEPS avec copie à l’organisme chargé de la régulation des marchés publics. Cependant, l’Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué dans le DAO à toute demande d’éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.**

9.1.b). Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres dans un délai maximal de cinq (05) jours.

9. 2. Tout soumissionnaire qui s'estime lésé peut introduire une requête auprès du Maître d'ouvrage ou du Maître d'ouvrage Délégué.

En cas d'appel d'offres restreint, le recours doit :

a) à la phase de pré qualification, doit porter sur des demandes de réexamen des conditions de sollicitation, de pré qualification ou sur des demandes de réexamen des décisions ou actes pris et publiés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué lors de la procédure de pré qualification.

b) Les candidats disposent de cinq (05) jours ouvrables avant la date de dépôt des candidatures et cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats de la pré qualification pour introduire leur recours auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, avec copie à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

c) Ce recours n'est pas suspensif.

9.3. Lorsque l'appel d'offres est la procédure retenue, le recours doit être adressé, entre la publication de l'Avis d'appel d'offres et l'ouverture des plis :

a) au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;

b) il doit parvenir au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours ouvrables avant la date d'ouverture des offres ;

c) le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours ouvrables pour réagir.

La copie de la réaction est transmise à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'Organisme Chargé de la Régulation des Marchés Publics ;

d) en cas de désaccord entre le requérant et le Maître d'ouvrage ou le Maître d'ouvrage Délégué, le recours est porté par le requérant au Comité chargé de l'examen des recours.

e) ce recours n'est pas suspensif.

Article 10. Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8.1 du

RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres **ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO.**

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO.

C. PREPARATION DES OFFRES

Article 11. Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'Appel d'Offres.³⁶

Article 12. Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais fait par un traducteur agréé; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13. Documents constituant l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend notamment :

a.1. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;

- s'est acquitté des droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- n'est pas frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international.

a.2. Le cautionnement de soumission établi conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;

a.3. L'acte écrit donnant pouvoir au signataire de l'offre d'engager la personne morale soumissionnaire, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

Il comprend notamment :

b.1. Les renseignements sur la qualification

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RGAO, notamment les références de l'entreprise, le matériel et la liste du personnel.

b.2. La Méthodologie

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que 37

le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, approche HIMO le cas échéant, etc.).

b. 3. Les preuves d'acceptation des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées, renseignées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- i. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ii. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

b.4. Commentaires CCAP et CCTP (facultatifs)

Les soumissionnaires formuleront un commentaire sur les choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

b .5. la charte d'intégrité

b-6- la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales

c. Volume 3 : Offre financière

Il comprend les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

- c.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle ou le formulaire type joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
- c.2. Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
- c.3. Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;
- c.4. Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;
- c.5. L'échéancier prévisionnel de paiements, le cas échéant.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Cautionnement de Soumission.

13.2. Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les soumissionnaires doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fait tout son possible pour mener

à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les

Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation.38

Article 14. Montant de l'offre

14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des travaux décrits à l'article 1.1 du RPAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés, ainsi que du sous-détail des prix unitaires et de la décomposition des prix forfaitaires présentés par le soumissionnaire le cas échéant.

14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

14.3. Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et le CCAP, tous les droits, impôts, taxes et assurances payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

14.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées.

Tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N° 8 du DAO.

14.6. Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Par ailleurs, ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

Article 15. Monnaies de soumission et de règlement

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante:

a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.

b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

a. Les prix des intrants nécessaires aux travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés en francs CFA tels que spécifié au RPAO et dénommée "monnaie nationale".

b. Les prix des intrants nécessaires aux travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et l'entreprise de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

Article 16. Validité des offres

16.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres pour compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée par la Commission de passation des marchés comme non conforme, sauf si le délai de validité du cautionnement de soumission est conforme. Dans ce cas, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé au soumissionnaire pour produire une nouvelle lettre de soumission.

16.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité du cautionnement de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre son cautionnement de

soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

16.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage ou le

Maître d'Ouvrage Délégué adressera au(x) soumissionnaire(s).

La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

Article 17. Cautionnement de soumission

17.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira un cautionnement de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, et qui fera partie intégrante de son offre.

17.2. Le cautionnement de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué. Le cautionnement de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 16.2 du RGAO.

Pour les prestations relevant des lettres commandes, les chèques certifiés et les chèques-banques sont admis au titre du cautionnement de soumission.

17.3. Toute offre non accompagnée d'un cautionnement de soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme incomplète. Le cautionnement de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établi au nom du mandataire soumettant l'offre.

17.4. Les offres des soumissionnaires non retenues (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) seront restituées dans un délai de quinze (15) jours ouvrables dès publication des résultats de l'attribution. Les offres non retirées dans ce délai peuvent être détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

17.5. Le cautionnement de soumission des soumissionnaires non retenus sont restitués dès publication des résultats d'attribution.

17. 6. Le cautionnement de soumission de l'attributaire du Marché sera libéré dès que ce dernier aura fourni le cautionnement définitif requis.

17. 7. Le cautionnement de soumission peut être saisi :

a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;

b. Si, le soumissionnaire retenu :

i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 38 du RGAO ;

ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 39 du RGAO ;

iii. Refuse de recevoir notification du marché.

Article 18. Propositions variantes des soumissionnaires

18.1. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais prévisionnels d'exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais prévus. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés ne seront pas considérées comme non conformes.

18.2. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage

Délégué telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage

Délégué n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins-disante.

18.3. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les

Spécifications techniques. Le dossier d'appel d'offres doit préciser de manière claire, la façon dont les variantes doivent être prises en considération pour l'évaluation des offres.

Article 19. Réunion préparatoire à l'établissement des offres

19.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra aux lieux et date indiqués dans le RPAO.

19.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

19.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il est possible que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne puisse répondre au 42 cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'article 19.4 ci-dessous.

19.4. Le procès-verbal de la réunion auquel est joint la feuille de présence, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

19.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 20. Forme, Format et signature de l'offre

Pour la soumission hors ligne,

20.1. Le Soumissionnaire préparera un original de chaque volume constitutif de l'offre décrit à l'Article 13 du

RGAO, portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra pour chaque volume le nombre d'exemplaires requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

20.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies y compris sous la forme scannée sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'article 6.1(a) ou 6.2(c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

20.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

Pour la soumission par voie électronique.

20.4 L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

20.5. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.⁴³

20.6 Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.

20.7. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat.

D. DEPOT DES OFFRES

Article 21. Cachetage et marquage des offres

21.1. La présentation des offres devra tenir compte du principe de séparation des pièces administratives (Volume 1), de l'offre technique (Volume 2) et de l'offre financière (Volume 3), toutes placées dans une enveloppe extérieure qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du Soumissionnaire. Les

Soumissionnaires doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention **"DOSSIER ADMINISTRATIF "**, l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention **"PROPOSITION TECHNIQUE"**, et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention **" PROPOSITION FINANCIERE "**

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du RPAO et séparées par un intercalaire de couleur autre que le blanc.

21.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

- a. Seront adressées au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention **"A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT"**.

21.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des articles 23 et 24 du RGAO.

21.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 susvisés, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

21.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratifs, techniques et financiers.

Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, 44

Offre Technique, Offre Financière).

Parallèlement à l'envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l'Autorité Contractante ou au

MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.

21.6 Les éléments constitutifs de l'Offre en ligne ou hors ligne du soumissionnaire doivent être les mêmes pour une consultation donnée.

Article 22. Date, heure limites de dépôt des offres et Mode de soumission

22.1- Date et heure limites de dépôt des offres

- a. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué par l'entremise de leur structure interne de gestion administrative des marchés publics à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d' Offres.
- b. La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS ou de tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage font foi.
- c. Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.
- d. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.
- e Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.

22.2 : Mode de soumission

Trois modes de soumissions sont possibles :

- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.

Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

NB : Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

Article 23. Offres hors délai

Quel que soit le mode de soumission, toute offre parvenue dans les services du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué est irrecevable après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres.

Article 24. Modification, substitution et retrait des offres

Pour les soumissions hors ligne,

24.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposé, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage

Délégué avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 20.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « **RETRAIT** » et « **OFFRE DE REMPLACEMENT** » ou « **MODIFICATION** ».

24.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie ou e-mail, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

24.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.

24.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation du cautionnement de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.7 du RGAO.

Pour les soumissions en ligne,

24.5 Plusieurs offres peuvent valablement être transmises par un même soumissionnaire avant la date et l'heure limite de réception des offres. Dans ce cas, seule la dernière arrivée et sa copie de sauvegarde 46 correspondante le cas échéant, sera prise en compte lors de l'évaluation, les autres copies de sauvegarde éventuelles devant être retournées sans être ouvertes.

24.6 La modification, le remplacement ou le retrait de la copie de sauvegarde se fait conformément aux dispositions de l'article 24 alinéas 1 à 4.

E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Article 25. Ouverture des plis et recours

25.1 Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la

Commission de passation des Marchés.

25.2. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps, y compris pour les travaux de grande importance ou complexes ayant fait l'objet d'une procédure de pré qualification.

La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un temps et en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera retournée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement ou la copie de sauvegarde » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente qui sera retournée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la

notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix.

Seules les offres ou les copies de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées

25.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toute variante 47 le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que la commission de passation des marchés compétente peut juger utile de mentionner. Tous les rabais et variantes de l'offre annoncés lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

25.4. Etant donné qu'une offre ou une copie de sauvegarde qui n'a pas été ouverte et lue à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, ne peut pas être soumise à évaluation, la commission s'assurera systématiquement que toutes les offres reçues ont bel et bien été examinées.

25.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse le cas échéant. Toutefois les informations relatives à ladite composition demeurent internes à la commission. Un extrait du procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence signée par tous les participants est remis à chaque soumissionnaire à sa demande. Enfin seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint la note technique minimale requise sont ouvertes en présence des soumissionnaires concernés

25.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission de passation des marchés met à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics un exemplaire de l'offre de chaque soumissionnaire paraphé par ses soins.

25.7. En cas de recours, le soumissionnaire doit adresser sa requête au Comité d'examen des recours avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué le cas échéant, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant.

Ce recours qui ne peut porter que sur le déroulement de cette étape, notamment le respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées, n'est pas suspensif.

Le cas échéant, l'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet du registre de recours qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

25.8. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques.

Article 26. Caractère confidentiel de la procédure

26.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la 48 qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

26.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres, la Commission de Passation des Marchés dans la proposition d'attribution, ou le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans la décision d'attribution, peut entraîner le rejet de son offre.

26.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 27. Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

27.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, sur proposition de la sous-commission d'analyse, demander aux soumissionnaires, aux administrations ou organismes compétents de donner des éclaircissements sur les offres.

27.2 La demande d'éclaircissements et la réponse sont formulées par écrit ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage dans le DAO, avec copie à

l'organisme en charge de la régulation, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission en vue de la rendre plus compétitive n'est recherché, offert ou autorisé. La demande d'éclaircissement doit avoir pour but notamment de retrouver une information contenue dans l'offre, de vérifier l'exactitude des informations fournies par un candidat, le cas échéant, auprès des administrations émettrices, de demander à un soumissionnaire de confirmer la correction d'erreur de calcul ou d'omission découverte, d'apporter des précisions sur les aspects

techniques non compris par la sous-commission d'analyse ou sur le contenu du sous-détail des prix, ou, de justifier les prix des offres jugées anormalement basses.

27.3. Le délai de réponse accordé aux demandes d'éclaircissement ne saurait excéder sept (07) jours ouvrables.

27.4 Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission passation des marchés et de la sous-commission d'analyse pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.⁴⁹

Article 28. Détermination de la conformité des offres et évaluation au plan technique

28.1. La Sous-commission d'analyse mise en place par la Commission de Passation des Marchés au préalable procèdera à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires et à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

28.2. La Sous-commission d'analyse déterminera ensuite si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques. A ce titre, la Sous-commission d'Analyse :

- examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle ;
- évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 13.1.b du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, la note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.) sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

28.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- i. Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux ;
- ii. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou ses obligations au titre du Marché ;
- iii. Est telle que son acceptation ou sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

28.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

28.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être prises en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 29. Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement⁵⁰ conforme aux dispositions du dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères d'évaluation et de qualification stipulés dans le RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la fixation de ces critères.

Article 30. Correction des erreurs

30.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante:

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la

virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

c. En cas de divergence entre les prix en chiffres et ceux en lettres, le prix en lettres fait foi.

30.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

30.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa caution de soumission saisie.

Article 31. Conversion en une seule monnaie

31.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs

CFA.

31.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

Article 32. Evaluation et comparaison des offres au plan financier

32.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions des articles 28, 29 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous-commission d'analyse.

32.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en

rectifiant son montant comme suit :

a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO ;

b. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO;

c. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO ;

d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;

e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;

f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.

g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans le RPAO.

32.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

32.4. Si l'offre financière évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation faite par le Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la sous-commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé.

32.5 Sur proposition de la sous-commission d'analyse, le Président de la Commission de Passation de marchés peut demander aux soumissionnaires ou aux administrations et organismes compétents des éclaircissements sur les offres.

32.6 Dans le cas où une offre est jugée anormalement basse, la Commission de Passation des Marchés propose au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, de demander des justificatifs au soumissionnaire concerné. Au cas où ils sont jugés inacceptables, ils sont transmis par le MO/MOD à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, pour avis, en même temps que la demande d'éclaircissement.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué tient compte de l'avis l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour se prononcer.⁵²

Article 33. Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

33.1 Lors de la passation d'un marché dans le cadre d'une consultation internationale, une marge de préférence est accordée, à offres équivalentes et dans l'ordre de priorité, aux soumissions présentées par :

- a) Une personne physique de nationalité camerounaise ou une personne morale de droit camerounais ;
- b) Une entreprise dont le capital est intégralement ou majoritairement détenu par des personnes de nationalité camerounaise ;
- c) Une personne physique ou une personne morale justifiant d'une activité économique sur le territoire du Cameroun ;
- d) Un groupement d'entreprises associant des entreprises camerounaises.

33.2 Les offres sont considérées équivalentes lorsqu'elles ont rempli les conditions techniques requises.

33.3 Pour les marchés de travaux, la marge de préférence nationale est de dix pour cent (10%).

33.4 La préférence nationale ne peut être appliquée que lorsque le dossier d'appel d'offres le prévoit.

F. ATTRIBUTION

Article 34. Attribution

34.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres, (disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante) et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

34.2. Si l'Appel d'Offres porte sur plusieurs lots, l'attribution se fera selon les prescriptions du RPAO.

34.3-Dans tous les cas, toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature

Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le MO.53

Article 35. Droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

35.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler un Appel d'Offres ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Toutefois, lorsque les offres ont déjà été ouvertes, l'annulation est subordonnée à l'accord de l'Autorité chargée des Marchés Publics.

35.2 Le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué notifie la décision d'annulation ou celle déclarant l'appel d'offres infructueux, au Président de la Commission de Passation des Marchés, avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

35.3 En cas d'allotissement, les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus sont applicables à chacun des lots.

Article 36. Notification de l'attribution du marché

36.1 Toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature.

36.2. Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifiera à l'attributaire du marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué paiera au cocontractant de l'administration au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

Article 37. Publication des résultats d'attribution du marché et recours

37.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature de la décision d'attribution et la publication des résultats à compter de la date de réception de la proposition d'attribution finale de la Commission des Marchés compétente, sauf en cas de suspension de la procédure.

37.2. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, est insérée avec indication du montant de l'Offre de l'attributaire et du délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée.

37.3 Dès publication des résultats p o r t a n t attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adresse à chaque soumissionnaire qui en fait la demande, un extrait du rapport d'analyse le concernant.

37.4. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze

(15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante.

37. 5. En cas de recours, il doit être adressé, au Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au Président de la Commission de passation des marchés concernée, à l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics, et à l'Autorité chargée des marchés publics.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

37.6 Ce recours peut donner lieu à la suspension de la procédure à l'appréciation de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 38. Signature du marché

38.1. Après publication des résultats, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché à compter de la date de souscription du projet de marché par l'attributaire

38.2. L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché ou la lettre commande. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage

Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

38.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché, à compter de la date de réception du projet de marché souscrit par l'attributaire ; ou pour les marchés de gré à gré, à compter de la date de réception de l'avis de la Commission Centrale de

Contrôle des Marchés compétente, après leur souscription par l'attributaire.

38.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifie le marché à son titulaire dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de sa signature.

38.4. L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché ou la lettre-commande pour souscrire le marché ou la lettre-commande. Passé ce délai, le

Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et 55 le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

Article 39. Cautionnement définitif

39.1. Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement garantissant l'exécution intégrale des travaux, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

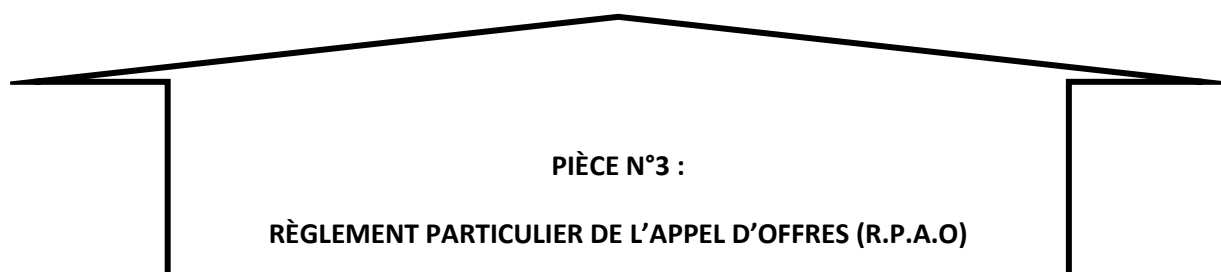
39.2. Le cautionnement définitif dont le taux, fixé dans le RPAO, varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou par une caution personnelle et solidaire.

39.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

39.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi par le Maître d'ouvrage.

39.5. Les titulaires d'une lettre-commande peuvent être dispensés de l'obligation de fournir le cautionnement

Définitif.



En cas de conflit, les dispositions ci-après prévalent sur celles du Règlement Général de l'Appel d'Offres.

SOMMAIRE

Généralités.

Article 1 :	Objet de l'Appel	
Article 2 :	Délai d'exécution	.....
Article 3 :	Financement	.....
Article 4 :	Fraude et corruption.	.....
Article 5 :	Candidats admis à concourir	.....
Article 6 :	Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés.	..
Article 7 :	Qualification du Soumissionnaire.	.....
Article 8 :	Visite des sites des travaux	.....

B. Dossier d'Appel d'Offres.....

Article 9 :	Contenu du Dossier d'Appel d'Offres	.....
Article 10 :	Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et	
Article 11 :	Modification du Dossier d'Appel d'Offres.	.....

C. Préparation des offres.....

Article 12 :	Frais de soumission.	.....
Article 13 :	Langue de l'offre.	.....
Article 14 :	Documents constituant l'offre	.....
Article 15 :	Montant de	
Article 16 :	Monnaie de soumission et de règlement	.....
Article 17 :	Validité des offres	.....
Article 18 :	Cautions de Soumission.	.....
Article 19 :	Propositions variantes des soumissionnaires.	.....
Article 20 :	Réunion préparatoire à l'établissement des offres	.....
Article 21 :	Forme et signature de l'offre.	.....

D Dépôt des offres.

Article 22 :	Cachetage et marquage des offres	.....
Article 23 :	Date et heure limites de dépôt des offres.	.....
Article 24 :	Offres hors délai	.....
Article 25 :	Modification, substitution et retrait des offres.	.....

E. Ouverture des plis et évaluation des offres.

Article 26 :	Ouverture des plis et recours	.....
Article 27 :	Caractère confidentiel de la procédure	.....
Article 28 :	Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante.	...
Article 29 :	Examen des offres et détermination de leur conformité.....	
Article 30 :	Qualification du soumissionnaire	.....
Article 31 :	Correction des erreurs	.....
Article 32 :	Conversion en une seule monnaie.	.....
Article 33 :	Comparaison des offres	.....
Article 34 :	Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux.	.....
Article 35 :	Canevas indicatif du rapport d'analyse des offres.....	

F. Attribution des Lettres-Commandes

Article 36 :	Attribution des Lettres-Commandes	.....
Article 37 :	Droit de l'Autorité Contractante de déclarer l'Appel d'Offres infructueux ou d'annuler la procédure.	.....
Article 38 :	Notification de l'attribution des Lettres-Commandes.	.....
Article 39 :	Publication des résultats d'attribution des Lettres-Commandes et	
Article 40 :	Signature des Lettres-Commandes	.....
Article 41 :	Cautonnement définitif	.....

A. GENERALITES

Article 1 : Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet l'exécution des travaux de construction de certaines infrastructures scolaires dans la Commune de Ngoumou, département de la Mefou et Akono, en deux lots :

N° Lot	Désignation	Montant prévisionnel (F CFA TTC)	Imputation
1	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle bilingue de Ngoumou	27 000 000	59 27 100 02 641170 464211 821
2	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle d'otélé	30 000 000	59 15 101 02 64 11 70 464211 426

Article 2 : Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximum prévu pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est fixé à Trois (03) mois pour chaque lot.

Article 3 : Financement:

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le par le Budget d'Investissement Public, Exercice 2025.

Article 4 : Fraude et corruption

4.1. L'Autorité Contractante exige des soumissionnaires et de ses co-contractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe L'Autorité Contractante définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante:

Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché,

Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

Sont appelées "pratiques collusoires" toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ; et

Sont appelées " pratiques coercitives" toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

L'Autorité Contractante rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

4.2. L'Autorité en charge des marchés publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 5 : Candidats admis à concourir

5.1. La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les petites et moyennes entreprises de droit camerounais, jouissant des capacités juridiques, techniques et financières requises.

5.2. En règle générale, l'Appel d'Offres s'adresse à tous les entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après :

Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement ;

Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt.

Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou

Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon l'article 18, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.

Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) ne sont pas sous la tutelle ou l'autorité directe voire indirecte de l'Autorité Contractante.

Article 6 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

6.1 Les matériaux, les matériels du Co-contractant, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre de la lettre-commande doivent provenir des pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre de la lettre-commande à élaborer à l'issue du présent Appel d'Offres sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.

6.2 Aux fins de l'article 5.1 ci-dessus, le terme « provenir » désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

Article 7 : Qualification du Soumissionnaire

7.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire; et

Présenter tous les renseignements demandés à l'article 13 du présent RPAO.

7.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (cotraitants) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

L'offre devra inclure pour chaque membre du Groupement tous les renseignements énumérés à l'Article 13 ci-après (Pièces 13.1.2 à 13.1.8 incluses);

le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis de l'Autorité Contractante pour l'exécution de chaque lettre-commande;

En cas de groupement solidaire, les cotraitants se répartissent les sommes qui sont réglées par l'Administration dans un compte unique ;

7.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution des travaux.

Article 8 : Visite des sites des travaux

8.1. Il est exigé du Soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux choisis et ses environs et par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. A cet effet, il devra présenter dans son offre technique une attestation de visite de site suivant le modèle du DAO et signée sur l'honneur. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

8.2. Le Maître d'Ouvrage autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent l'Autorité Contractante et le Maître d'Ouvrage, ainsi que leurs employés et agents respectifs, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire. Le Soumissionnaire, ses employés et agents demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Article 9 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

9.1. Le présent Dossier d'Appel d'Offres décrit les travaux faisant l'objet d'un projet de Lettre-Commande, fixe les procédures de consultation des soumissionnaires et précise les conditions de chaque lettre-commande. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RPAO, il comprend les documents énumérés ci-après :

Pièce n°1 : Avis d'Appel d'Offres

Pièce n°2 : Règlement général de l'Appel d'Offres (R.G.A.O)

Pièce n°3 : Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (R.P.A.O)

Pièce n°4 : projets de Lettres-Commandes

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

Titre II : Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Titre III : Cadres des Bordereaux des Prix Unitaires (C.B.P.U.)

Titre IV : Cadres des Devis Quantitatifs et Estimatifs (C.D.Q.E)

Pièce n°5 : Modèles de formulaires à utiliser par les soumissionnaires

5.1 : Modèle de Soumission ;

5.2 : Modèle de déclaration d'Intention de soumissionner ;

5.3 : Modèle de cautionnement provisoire (garantie bancaire de soumission);

5.4 : Modèle de cautionnement définitif ;

5.5 : Modèle de caution d'avance de démarrage;

5.6 : Modèle de caution de retenue de garantie;

5.7 : Modèle d'attestation de solvabilité;

4.8 : Modèle de cadre des sous-détails des prix unitaires

Pièce n°6 : Grille d'Evaluation des Offres ;

Pièce n°7 : Preuve du Financement des Projets

Pièce N°8 : Liste des établissements bancaires et financiers agréés

Pièce n°9 : Dossier d'Etude Préalable – Plans-

9.2 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier. Toute carence pouvant entraîner le rejet de son offre.

Article 10 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres

Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit, ou par courrier électronique (télécopie), télex à l'adresse suivante : Mairie de Ngoumou Tél : 699 85 68 37 /6555 59 82 78.

L'Autorité Contractante répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acquis le Dossier d'Appel d'Offres.

Article 11 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif justifié, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif qui doit être Amplier à la Commission interne de passation des marchés de la Commune de Ngoumou, pour prise en compte de ses activités, notamment dans la programmation des sessions de dépouillement des offres, en particulier si ledit additif entraîne un report de la date de dépôt des offres, le cas échéant le Maître d'Ouvrage devrait également être informé.

C. PREPARATION DES OFFRES

Article 12 : Frais de soumission

Le soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'Autorité Contractante n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 13 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que tous documents et correspondances, échangés entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante, seront rédigés en français ou en anglais.

Article 14 : Documents constituant l'offre

Chaque soumissionnaire devra présenter, sous peine de rejet, une offre comprenant les documents ci-après repartis en trois volumes :

Volume 1 : le dossier administratif

- La déclaration d'intention de soumissionner datée, signée et timbrée au tarif en vigueur.
- L'attestation de conformité fiscale datant de moins de trois (03) mois, délivrée par un Inspecteur des Impôts du ressort ;
- La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres ;
- La caution de soumission délivrée par une banque de 1er ordre agréée par le MINFI suivant les conditions de la COBAC, de montant égal à 2% du montant prévisionnel du lot sollicité ;
- Le Certificat de non exclusion des Marchés Publics délivré par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) datant de moins de trois (03) mois ;
- L'attestation pour soumission de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, indépendante de la période de validité y portée mais datant de moins de trois (03) mois, ou tout autre document signé par la même administration certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite Caisse ;
- Domiciliation Bancaire datant de moins de trois (03) mois délivrés par une banque de 1er ordre agréée par le MINFI ;
- Registre de commerce ;
- Attestation de non faillite ;
- Plan de localisation ;
- Charte d'intégrité datée et signée ;
- Déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales datée et signée ;
- Récépissé de consignment, de conservation, de restitution et de déconsignation délivré par la CDEC
- La preuve de l'acceptation des conditions du marché comprenant les copies dûment paraphées à toutes les pages, datées, signées et cachetées à la dernière page du :
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Les justifications administratives ci-dessus doivent dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres.

En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement produira chacune des pièces administratives énumérées aux points 2 ; 5 et 6 du 14.1.1 ci-dessus.

Volume 2 : Offre technique comprenant :

- Les justificatifs de la Capacité Financière ;
- Les Références du soumissionnaire ;
- La méthodologie d'exécution de chaque lot de travaux ;

- Les Plannings d’approvisionnement en matériaux et d’exécution des travaux ;
- Le Personnel d’Encadrement du Soumissionnaire ;
- Le Matériel et les Equipements essentiels ;

Compréhension du projet.

- **Capacité Financière : (Oui/Non)**

Ce critère est rempli si l’une des deux (02) exigences ci-après est remplie :

- Chiffre d’Affaires : justifier d’un chiffre d’affaires cumulé d’au moins cinquante millions (50 000 000) Francs CFA pendant les trois dernières années ;

NB : Les justificatifs du chiffre d’affaires comprennent notamment :

- Les contrats (première, deuxième et dernière pages) ou bons de commandes ;
- Les procès-verbaux de réceptions (provisoire ou définitive) pour chaque contrat ou bon de commande.
- Attestation d’un établissement bancaire de 1er ordre :

Soit justifiant la solvabilité du soumissionnaire d’au moins cinquante-quatre millions (54 000 000) Francs CFA ;

Soit s’engageant à accorder des facilités de préfinancement au soumissionnaire au cas où il serait adjudicataire des travaux.

- **Les références de l’Entreprise (OUI/NON)**

Ce critère est rempli si au moins une (01) des deux (02) exigences ci-après est remplie :

- Justifier sur les trois (03) dernières années la réalisation de projets de construction ou d’entretien de bâtiment public pour un montant cumulé d’au moins cinquante millions (50 000 000) FCFA TTC ;
- Justifier des prestations au cours des trois (03) dernières années dans les domaines autres que les constructions et entretiens de bâtiments, y compris les fournitures dans les structures publiques, parapubliques ou privées, pour un montant cumulé d’au moins vingt-cinq millions (25 000 000) F CFA TTC ;

NB : Les justificatifs des références comprennent notamment :

- Les contrats (première, deuxième et dernière pages) ou bons de commandes ;
- Les procès-verbaux de réceptions (provisoire ou définitive) pour chaque contrat ou bon de commande
- **Méthodologie d’exécution de chaque lot de travaux (OUI/NON)**

Ce critère est rempli si au moins Trois (03) des quatre (04) exigences ci-après sont remplies :

- Déclaration sur l’honneur de non abandon des chantiers ;
- Présence d’une Méthodologie d’exécution des travaux ;
- Méthodologie d’exécution décrite pour chaque corps d’état de travaux énuméré dans le devis quantitatif et estimatif ;
- Prise en compte des dispositions environnementales à la fin de la méthodologie d’exécution.

Planning d’approvisionnement en matériaux et le planning d’exécution des travaux (OUI/NON)

Ce critère est rempli si au moins deux (02) des Trois (03) exigences ci-après sont remplies :

- Planning d'exécution des travaux tenant au plus sur le délai proposé par le Maître d'Ouvrage ;
- Existence d'un planning d'approvisionnement en matériaux ;
- Approvisionnements des matériaux précèdent leur utilisation pour chaque sous-corps d'état du DQE.

Personnel d'encadrement (OUI/NON)

Ce critère est rempli si au moins deux (02) des trois (03) exigences ci-après sont remplies :

- Justifier la possession dans son personnel d'un conducteur des travaux ayant une qualification d'au moins Technicien supérieur de Génie Civil ou équivalent et une ancienneté d'au moins trois (03) ans dans le domaine des constructions (joindre comme justificatif : une copie certifiée du diplôme, une attestation de présentation de l'original du dit diplôme et un CV daté et signé par le concerné) ;
- Justifier (une copie certifiée du diplôme et un CV daté et signé par le concerné) la possession dans son personnel de chantier d'un cadre justifiant d'une expérience d'au moins trois (03) ans dans le domaine du génie civil en général et des constructions civiles en particulier ;
- S'engager sur l'honneur à recruter un personnel d'exécution qualifié par corps d'état (joindre état nominatif du personnel d'encadrement à recruter et préciser leur qualification).

N.B : Le personnel proposé ne sera considéré à l'évaluation que si les pièces justificatives exigées, datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel, sont fournies, signées et concordantes entre elles. Les certifications sont faites par l'Autorité Administrative (Sous-Préfet, Préfet, Gouverneur...)

Matériel et les équipements essentiels (OUI/NON)

Ce critère est rempli si les deux (02) exigences ci-après sont remplies :

- Le soumissionnaire justifie la possession des équipements essentiels pour la réalisation des travaux :
- soit par la présentation des factures d'achat dudit matériel certifiée par l'Autorité Administrative ;
- soit par engagement sur l'honneur de disposer dudit matériel dont la liste devra être jointe.

Ce matériel essentiel comprend entre autres :

Désignation	Quantité minimum	Notation		Désignation	Quantité minimum	Notation
Tronçonneuse	1			Griffe 6/8	2	
Equerre maçon	3			Griffe 8/10	2	
Equerre menuiserie	3			Ficelle de 100 m	2	
Brouettes	2			Double décamètre	2	
Machettes	3			Scie charpentier	2	
Pelles rondes	3			Niveau à Fiole	1	
Pelles bèches	3			Fil à plomb	2	
Pioches	2			Niveau à bulle de 120	2	
Sceaux maçons	4			Taloches	2	

Serre-joints	15		Tenailles	2	
Truelles	4		Burin	2	
Moules de 15	2		Poinçons	2	
Moule de 20	2		Cordex	1	
Marteaux	3		Porte scie à métaux	2	
Massettes de 5 kg	1		Arrache clous	2	
Cisailles	2		Groupe électrogène	1	

Le soumissionnaire justifie la possession du matériel roulant approprié pour l'approvisionnement du chantier. Cette justification se fera par présentation de copies certifiées (service des Transports) conforme datant de moins de trois mois des cartes grises en cours de validité :

soit au nom du soumissionnaire en cas de propriété ;

soit au nom d'un loueur, joindre un contrat de location en cas d'adjudication, signé du soumissionnaire et du loueur, certifié par l'Autorité Administrative ;

Soit par une mise à disposition délivrée au soumissionnaire par le propriétaire du matériel.

Ces moyens logistiques comprennent :

un camion benne de capacité minimale 4 m3 ;

ou

un pick-up 4x4

Compréhension du projet

Ce critère est rempli si les deux (02) exigences ci-après sont remplies :

Le planning d'exécution des travaux doit comporter sur une colonne, les durées de chaque tâche (sous-corps d'état) tel que trouvé dans le sous détail de prix unitaire ;

Cohérence entre les durées d'exécution de chaque tâche (sous-corps d'état) et leur matérialisation dans le planning d'exécution des travaux.

Volume 3 : Offre financière comprenant :

- Une soumission conforme au modèle joint, timbrée, datée et signée ;
- Un bordereau des prix unitaires suivant le modèle avec indication des prix Hors Taxes en chiffres et en lettres, rempli de manière lisible ;
- Le devis quantitatif et estimatif des travaux, daté et signé du soumissionnaire ;
- Le sous-détail des prix unitaires de chaque prix.

Article 15 : Montant de l'offre

15.1 Le montant des Lettres-Commandes à élaborer couvrira l'ensemble des travaux décrits à l'Article 1 du RPAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Devis Quantitatif et Estimatif chiffrés, présentés par le Soumissionnaire.

15.2 Le Soumissionnaire devra remplir, en lettres et en chiffres, les prix unitaires du bordereau des prix pour lesquels il y a des quantités, les porter dans le Cadre du Devis Quantitatif et Estimatif et les multiplier par les quantités indiquées, de façon à obtenir le montant total de l'offre.

L'offre dans laquelle il existe des postes du détail estimatif pourvus des quantités, pour lesquels le soumissionnaire n'a pas indiqué de prix unitaires, est purement rejetée. Par ailleurs les prix proposés pour les postes où il n'est pas prévu des quantités ne feront pas partie du contrat.

15.3 Les Lettres-Commandes à élaborer à l'issue du présent appel d'offres sont à prix unitaires et à prix forfaitaires. Ces prix sont non-révisables, mais actualisables conformément aux dispositions des articles 75 du Code des Marchés Publics et 20.7 du CCAG, pour tenir compte des mutations économiques, par l'application de la formule d'actualisation prévue au CCAP.

15.4 Tous les prix unitaires devront être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé (Formulaire 4.8).

Article 16 : Monnaie de soumission et de règlement

Le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale (Franc CFA).

Article 17 : Validité des offres

17.1 Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de soixante (60) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

17.2 Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration du délai initial de validité des offres, l'Autorité Contractante peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité pour une durée additionnelle déterminée. La demande et les réponses doivent être faites par écrit ou par, télécopie.

Un Soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre la caution de soumission. Le Soumissionnaire qui accepte de proroger la durée de validité de son offre ne peut modifier son offre, mais il doit proroger la durée de validité de la Caution de Soumission en conséquence et ce, conformément aux dispositions de l'Article 18 du RPAO.

Article 18 : Caution de Soumission

18.1 En application des dispositions de l'article 14 du RPAO, le Soumissionnaire fournira, une caution de soumission délivrée par une institution financière agréée par le Ministre en charge des Finances de montant spécifié dans l'Avis d'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

18.2 Toute offre accompagnée d'une Caution de Soumission non conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres, sera rejetée par la Commission Interne de passation des marchés Publics.

Les Cautions de Soumission demeureront valides pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 17.2 du RPAO.

18.3 Les Cautions de Soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution, à l'exception de l'exemplaire de l'offre destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Les offres qui ne seront pas retirées dans ce délai seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

18.4 La Caution de Soumission de l'attributaire de chaque Lettre-Commande sera libérée dès que ce dernier aura signé ladite Lettre-Commande et fourni le Cautionnement définitif requis.

18.5 La Caution de Soumission pourra être saisie :

(a) si le Soumissionnaire retire son offre durant la période de validité, excepté dans le cas mentionné à l'Article 25.1 du RPAO ;

(b) si, dans les délais prévus à l'article 40 du RPAO, l'attributaire d'une Lettre-Commande ne parvient pas :

(i) à signer ladite Lettre-Commande, ou

(ii) à fournir le Cautionnement définitif requis.

Article 19 : Propositions variantes des soumissionnaires

Les concurrents sont tenus de soumissionner pour le projet présenté par l'Administration, les variantes n'étant pas acceptées.

Article 20 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

Sans objet.

Article 21 : Forme et signature de l'offre

21.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 14 du RPAO, en un (01) exemplaire (pour chacun des trois volumes) portant clairement l'indication « ORIGINAL ».

De plus, le Soumissionnaire soumettra six (06) copies (pour chacun des trois volumes) portant l'indication « COPIE ». En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

21.2 L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables), et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 7.1 (a) ou 7.2 (iii) du RPAO, selon le cas.

Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

21.3 L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

D. DEPOT DES OFFRES

Article 22 : Cachetage et marquage des offres

22.1. La présentation des offres devra tenir compte du principe de séparation des pièces administratives (Volume 1), de l'offre technique (Volume 2) et de l'offre financière (Volume 3).

Les offres seront ainsi présentées en trois (03) volumes sous simple enveloppe.

22.2. Le Soumissionnaire devra cacheter l'original et chaque copie de la soumission.

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par un intercalaire de couleur.

22.3 Toutes les pièces constitutives des offres reliées en trois volumes et en nombre d'exemplaires requis seront placées sous pli cacheté et scellé, sans aucune indication sur l'identité du Soumissionnaire sous peine de rejet. Les enveloppes extérieures porteront les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 002/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM/2025 Du 27/03/2025, EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CERTAINES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS LA COMMUNE DE NGOUMOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO, REGION DU CENTRE EN DEUX LOTS.

" A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "

Les différents volumes reliés devront être présentés comme suit :

ENVELOPPE A : portant les mentions :

« DOSSIER ADMINISTRATIF - Appel d'Offres National Ouvert N° _____ du _____ » et contenant l'original et les copies du VOLUME 1.

ENVELOPPE B : portant les mentions :

« OFFRE TECHNIQUE - Appel d'Offres National Ouvert N° _____ du _____ » et contenant l'original et les copies du VOLUME 2.

ENVELOPPE C : portant les mentions :

« OFFRE FINANCIERE - Appel d'Offres National Ouvert N° _____ du _____ » et contenant l'original et les copies du VOLUME 3.

22.4 En plus de l'identification exigée à l'Article 22.2 ci-dessus, les enveloppes intérieures doivent porter le nom et l'adresse du Soumissionnaire pour que l'offre puisse lui être envoyée cachetée au cas où elle serait déclarée irrecevable conformément à l'Article 24 du RPAO et pour satisfaire les dispositions de l'Article 25 du RPAO.

22.5 Si l'enveloppe extérieure n'est pas cachetée et marquée comme indiqué ci-dessus, l'Autorité Contractante ne sera en aucun cas tenue responsable si l'offre est égarée ou si elle est ouverte prématurément.

22.6 Le non-respect des dispositions prévues aux articles 22.1 et 22.2 entraîne le rejet pur et simple des offres.

Article 23 : Date et heure limites de dépôt des offres

23.1 Les offres seront déposées contre récépissé au lieu, date et heure indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres.

23.2 L'Autorité Contractante peut, dans des circonstances exceptionnelles et à sa discrétion, proroger la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un rectificatif conformément aux dispositions de l'Article 11 du RPAO, auquel cas tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Article 24 : Offres hors délai

Toute offre reçue par l'Autorité Contractante après les dates et heure limite fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Avis d'Appel d'Offres, sera retournée cachetée au soumissionnaire.

Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres

25.1 Le Soumissionnaire peut modifier ou retirer son offre après l'avoir présentée, sous réserve que l'Autorité Contractante reçoive notification écrite de la modification ou du retrait avant les dates et heure limites de dépôt des offres.

25.2 La notification de modification ou retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera rédigée, cachetée, marquée et remise conformément aux dispositions de l'Article 21 du RPAO. Les enveloppes extérieure et intérieure porteront en plus la mention « **MODIFICATION** » ou « **RETRAIT** » selon le cas.

Le retrait peut être également notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

25.3 Aucune offre ne peut être modifiée par le Soumissionnaire après les dates et heure limites de remise des offres.

25.4 Le retrait d'une offre entre la date limite fixée pour le dépôt des offres et l'expiration du délai de validité des offres spécifiée dans l'Article 17 du RPAO peut entraîner la saisie de la Caution de Soumission conformément aux dispositions de l'Article 18.5 du RPAO.

E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Article 26 : Ouverture des plis et recours

26.1 L'ouverture des plis se fera en un temps aux lieux, date et heure indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres, en présence des soumissionnaires.

Les Soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne (même en cas de groupement) de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.

26.2 Les représentants des soumissionnaires présents signeront un registre attestant leur présence. La Commission interne de Passation des Marchés Publics établira le procès-verbal de l'ouverture des plis qui comportera notamment les informations communiquées aux soumissionnaires présents qui en recevront copie.

26.3 En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé à l'ARMP avec copie au Ministre Délégué à la Présidence chargée des Marchés Publics et au Chef de structure auprès de laquelle est placée la commission concernée.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission interne de Passation des marchés.

Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des offres, et aux recommandations concernant l'attribution d'une Lettre-Commande ne doit être divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution d'une Lettre-Commande. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la sous-commission d'analyse ou la Commission interne de Passation des Marchés Publics de la

Commune de Ngoumou dans l'examen des soumissions ou la décision d'attribution de l'Autorité Contractante peut entraîner le rejet de l'offre dudit soumissionnaire.

Article 28 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante

28.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission interne de Passation des Marchés Publics de la Commune de Ngoumou peut, s'il le désire et sur proposition de la Sous-Commission d'Analyse, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 31 du RPAO.

28.2 Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission interne de passation des marchés publics de la Commune de Ngoumou et de la Sous-Commission d'Analyse pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution de la lettre-commande correspondante.

28.3 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer les propositions de la Commission interne de Passation des Marchés Publics de la Commune de Ngoumou relatives à l'évaluation et la comparaison des offres ou les décisions de l'Autorité Contractante en vue de l'attribution de la Lettre-Commande pourra entraîner le rejet de l'offre dudit soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 4 du RPAO.

Article 29 : Examen des offres et détermination de leur conformité

29.1 Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des offres, la Commission interne de Passation des Marchés Publics vérifiera que chaque offre est conforme pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'offres.

29.2 Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante.

29.3 La Commission interne de passation des marchés publics déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

29.4 Si une soumission n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera rejetée par la Commission interne de passation des marchés publics et ne pourra être par la suite rendue conforme.

29.5 A l'issue de l'ouverture des plis, les copies des offres reçues sont confiées à une Sous-Commission d'Analyse pour évaluation détaillée des offres sur la base des critères ci-après et suivant les trois étapes ci-dessous :

Critères éliminatoires :

Pièces administratives :

Offre Administrative

- absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);

- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- non-respect du format de fichier des offres ;
- absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

Offre technique

- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum
- N'avoir pas réuni au moins 70% de critères de qualification ;

Offre Financière

- Omission du prix d'une tâche quantifiée dans le bordereau des prix unitaires ou dans le devis estimatif ;
- Absence d'une pièce financière ;
- Sous-détail des Prix unitaires incomplet à plus 10% du nombre total des Sous-détail des Prix unitaires ;
- Sous-détail des Prix unitaires non conforme au modèle.

Critères essentiels:

- La capacité financière Oui/Non
- Les références de l'Entreprise Oui/Non
- Méthodologie d'exécution des travaux Oui/Non
- Planning d'approvisionnement en matériaux et planning d'exécution des travaux ... Oui/Non
- L'expérience du personnel d'encadrement..... Oui/Non
- Le matériel et les équipements essentiels..... Oui/Non
- Compréhension du projet Oui/Non

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura obtenu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 70%, (soit au moins 5 « oui » sur 7) seront examinées.

Evaluation des offres

Les offres seront évaluées en trois étapes, suivant le canevas présenté en annexe.

- **1ère étape: Examen de la conformité des pièces administratives (Volume 1)**

Pour qu'une offre soit déclarée conforme administrativement, elle devra satisfaire à tous les critères éliminatoires indiqués à l'article 29.5.1.1.1.

Seules les offres présentant un dossier administratif conforme seront évaluées techniquement.

- **2ème étape : Evaluation de l'offre technique (Volume 2).**

Pour qu'une offre soit déclarée conforme techniquement, elle devra satisfaire à tous les critères éliminatoires indiqués à l'article 29.5.1.1.2.

Seules les offres présentant des dossiers techniques conformes seront évaluées financièrement.

- **3ème étape : Évaluation de l'offre financière (Volume 3)**

Pour qu'une offre financière soit évaluée, elle devra satisfaire au critère éliminatoire a) indiqué à l'article 29.5.1.1.3.

Il sera ensuite déterminé pour chaque offre ainsi retenue, le « montant évalué » en rectifiant son montant proposé comme suit :

Le montant figurant dans la soumission est corrigé conformément à la procédure détaillée à l'article 31 ci-après concernant la correction des erreurs ;

Les prix proposés pour les postes où il n'est pas prévu des quantités ne seront pas pris en compte et ne feront donc pas partie de la Lettre-Commande.

Article 30 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-Commission d'Analyse s'assurera que le soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 7. Tout arbitraire sera évité dans la détermination de la qualification.

Article 31 : Correction des erreurs

31.1 La Sous-Commission d'Analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-Commission d'Analyse corrigera les erreurs de la façon suivante:

Le montant identique en chiffres et en lettres du bordereau des prix unitaires fera foi et sera reporté dans le devis quantitatif et estimatif ;

S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ; et

S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

S'il y a contradiction entre tous les trois montants en lettres, en chiffres et celui du sous-détail des prix unitaires, le dit sous-détail des prix sera corrigé et le montant ainsi corrigé fera foi.

S'il y a une différence entre d'une part le montant en lettres et d'autre part les montants identiques en chiffres et du sous-détail des prix unitaires, le montant identique en chiffre et du sous-détail des prix fera foi.

31.2 Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

31.3 Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa caution de soumission pourra être saisie.

Article 32 : Conversion en une seule monnaie

Sans objet.

Article 33 : Comparaison des offres

33.1 Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'Article 29 du RPAO, seront comparées par la Sous-Commission d'Analyse.

33.2 En évaluant les offres, la Sous-Commission d'Analyse déterminera pour chaque offre, le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

en corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'Article 31 du RPAO ;

en ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;

le cas échéant, conformément aux dispositions de l'Article 13.2 du RGAO, en appliquant les rabais offerts par le Soumissionnaire ;

33.3 L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en considération lors de l'évaluation des offres.

Article 34: Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

Sans objet

Article 35 : Canevas indicatif du rapport d'analyse des offres

Le rapport d'analyse des Offres respectera le canevas indicatif ci-après :

GENERALITES

COMPOSITION ET MISSIONS ASSIGNEES A LA SOUS COMMISSION D'ANALYSE DES OFFRES ADMINISTRATIVE, TECHNIQUE ET FINANCIERE.

II-1-Composition de la Sous-commission d'analyse

II-2 -Rappel des missions assignées à la sous-commission d'analyse des offres.

RAPPEL DU RESULTAT DU DEPOUILLEMENT DES OFFRES

OBSERVATIONS EVENTUELLES RELEVES DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

METHODOLOGIE DE TRAVAIL

DOCUMENTS RECUS DE LA COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

EVALUATION DETAILLEE DES OFFRES

Première étape : Examen de la conformité des pièces administratives (volume 1)

N°	Entreprises	Lot postulé	Offre Administrative	Observations

Deuxième étape : Evaluation de l'offre technique (Volume 2)

Rappel des Critères éliminatoires de l'offre technique ;

Vérification de la satisfaction des critères éliminatoires ;

Rappel des Critères de qualification ;

N°	Entreprises	Satisfaction des critères							Observations
		Capacité Financière	Références	Méthodologie d'exécution	Plannings d'approv. et d'exécution	Personnel	Matériel et Equipements essentiels	Compréhension du projet	

Troisième étape : Evaluation de l'offre financière (Volume 3)

Rappel des Critères éliminatoires de l'Offre financière ;

Rectification des montants des Offres :

Prise en compte des Correction des sous-détails des prix ;

Correction des bordereaux des prix unitaires ;

Vérification de la satisfaction des critères éliminatoires.

N°	Entreprises	Lot postulé	Montant TTC proposé dans l'offre	Motif élimination de l'offre	Observations

Correction des devis estimatifs des offres ;

Récapitulatif de l'évaluation et de la correction des Offres Retenues.

N°	Entreprises	Lot postulé	Montant TTC proposé dans l'offre	Montant évalué et corrigé	Observations

Comparaison des offres Retenues

Lot	Entreprises	Montant prévisionnel du	Montant TTC	Rang
-----	-------------	-------------------------	-------------	------

		DAO	proposé et corrigé	
1	
	
2	
	

L'attribution d'une Lettre-Commande sera proposée au profit du soumissionnaire dont l'offre:

Administrative sera jugée conforme ;

Technique sera jugée conforme et aura reçu un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 70 % ;

Financière après corrections conformément aux dispositions du RPAO des sous détails des prix unitaires, du bordereau des prix unitaires et du devis estimatif, sera jugée conforme aux dispositions du CCTP et classée la moins disante.

F - ATTRIBUTION DES LETTRES-COMMANDES

Article 36 : Attribution des Lettres-Commandes

Sous réserve des cas d'annulation ou d'appel d'offres infructueux, l'autorité contractante attribuera les Lettres-Commandes aux soumissionnaires les moins-disants au terme de la comparaison dont les modalités sont définies à l'article 33 du RPAO, qui auront présentés des offres conformes aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres et un soumissionnaire peut être attributaire d'un ou des deux lots.

Article 37: Droit de l'Autorité Contractante de déclarer l'Appel d'Offres infructueux ou d'annuler la procédure

Conformément aux dispositions Code des marchés publics, l'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler la présente procédure d'Appel d'Offres (après autorisation du Ministre en charge des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes) ou de déclarer l'appel d'offres infructueux après avis de la Commission interne de Passation des Marchés Publics, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 38: Notification de l'attribution des Lettres-Commandes

38.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera aux attributaires des Lettres-Commandes par communiqué, que leurs soumissions ont été retenues.

La publication du résultat d'appel d'offres dans les conditions et forme prévues par la réglementation peut tenir lieu de cette notification.

38.2 Après publication du résultat, les offres non retenues (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) sont mises à la disposition des soumissionnaires qui en sont avisés. Elles sont détruites si elles ne sont pas retirées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'attribution.

Article 39 : Publication des résultats d'attribution des Lettres-Commandes et recours

39.1. L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats

d'attribution, le procès-verbal de la séance d'attribution des Lettres-Commandes y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

39.2. L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

39.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

39.4. En cas de recours, il doit être adressé à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, avec copies au Ministre en charge des Marchés Publics, à l'Autorité Contractante et au Président de la Commission interne de Passation des Marchés Publics.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 40 : Signature des Lettres-Commandes

40.1. Après publication des résultats, les projets de la Lettres-Commandes souscrits par les attributaires sont soumis à l'autorité contractante pour signature.

40.2. L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature des Lettres-Commandes à compter de la date de réception des projets de lettre-commande et souscrit par l'attributaire.

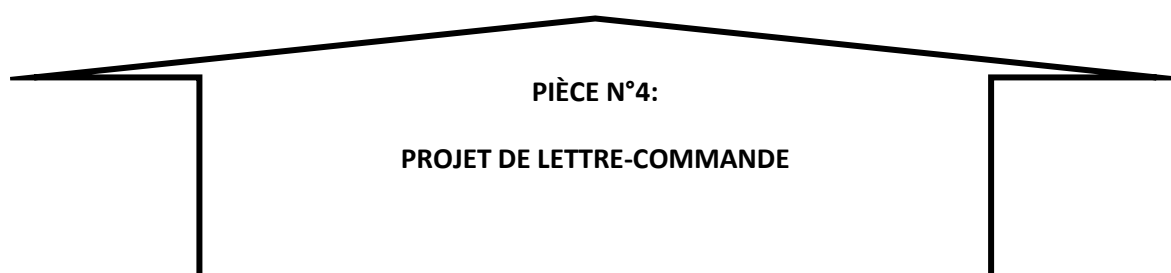
40.3. Les Lettres-Commandes à élaborer à l'issue du présent appel d'offres doivent être notifiées aux titulaires dans les cinq (5) jours qui suivent leur date de signature.

Article 41 : Cautionnement définitif

41.1 Dans les vingt (20) jours suivant la notification de chaque Lettre-Commande par l'Autorité Contractante, le co-contractant fournira un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le dossier d'appel d'offres.

41.2 Le cautionnement peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit de l'Autorité Contractante ou par une caution personnelle et solidaire.

41.3 L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation de la Lettre-Commande à correspondante.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO

COMMUNE DE NGOUMOU

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

CENTRE REGION

MEFOU AND AKONO DIVISION

NGOUMOU COUNCIL

INTERNAL TENDER BOARD OF PUBLIC
CONTRACTS

LETTRE-COMMANDE N° 002/LC/CNG/SIGAMP/CIPM/2025

PASSEE APRES AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 002/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM/2025 Du 27/03/2025, EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DE CERTAINES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS LA COMMUNE DE NGOUMOU, DEPARTEMENT DE
LA MEFOU ET AKONO, REGION DU CENTRE. EN DEUX LOTS

Financement : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC - Exercice 2025

TITULAIRE : _____

B.P. _____ à _____ tél _____ Fax _____

N° R.C : _____ à _____

N° Contribuable :

OBJET: Construction _____

LIEU :

DELAI D'EXECUTION : Quatre (04) mois.

MONTANT EN FCFA :

TTC	
HTVA	
T.V.A. (19,25%)	
AIR (2,2 % ou 5,5 %)	
Total des taxes	
Net à mandater	

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENTS PUBLIC, EXERCICE 2025.

IMPUTATION :

SOUSCRITE, le _____

SIGNEE, le _____

NOTIFIEE, le _____

ENREGISTREE, le _____

ENTRE

L'ETAT DU CAMEROUN, représenté par LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOUMOU,

Ci-après dénommé:

« L'AUTORITE CONTRACTANTE»

D'une part

Et

L'Entreprise

B.P : _____ Tel : _____ Fax : _____

N° CONTRIBUABLE:,

N° RC:,

Représentée par M.,,

Ci-après dénommée :

« LE CO-CONTRACTANT »

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

Titre I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
Titre II : Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
Titre III : Cadres des Bordereaux des Prix Unitaires (C.B.P.U.)
Titre IV : Cadres des Devis Quantitatifs et Estimatifs (C.D.Q.E)

TITRE I : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

SOMMAIRE		
CHAPITRE I	GÉNÉRALITÉS	
Article 1er	Objet des Lettres-Commandes	
Article 2	Procédure de passation des Lettres-Commandes	
Article 3	Pièces contractuelles constitutives des Lettres-Commandes	
Article 4	Textes généraux applicables à la Lettre-Commande	
Article 5	Définitions et attributions	
CHAPITRE II	EXECUTION DES TRAVAUX	
Article 6	Délai d'exécution	
Article 7	Communication	
Article 8	Ordre de Service	
Article 9	Rôle et responsabilité du co-contractant	
Article 10	Sous-traitance	
Article 11	Projet d'Exécution	
Article 12	Matériel et personnel à mettre en place	
Article 13	Législation concernant la main d'œuvre	
Article 14	Remplacement du personnel d'encadrement	
Article 15	Modification des ouvrages	
Article 16	Matériaux	
Article 17	Démolition des ouvrages défectueux et enlèvement des matériaux refusés	
Article 18	Brevet d'invention	
Article 19	Phasage des travaux	
Article 20	Accès au chantier	
Article 21	Attributions de l'Ingénieur	
Article 22	Réunions de chantier	

Article 23	Journal de chantier	
Article 24	Mise à disposition des lieux	
Article 25	Mesures de sécurité	
Article 26	Protection de l'environnement	
Article 27	Remise en état des lieux	
CHAPITRE III	RECEPTION DES TRAVAUX	
Article 28	Réception provisoire	
Article 29	Délai de garantie	
Article 30	Entretien pendant la période de garantie	
Article 31	Réception définitive	
Article 32	Commission de réception	
CHAPITRE IV	DISPOSITIONS FINANCIERES	
Article 33	Montant des Lettres-Commandes	
Article 34	Consistance des travaux	
Article 35	Sous-détail des prix	
Article 36	Travaux supplémentaires – variation dans la masse et la nature des travaux	
Article 37	Préparation des Décomptes	
Article 38	Modalités et règlement des travaux exécutés	
Article 39	Avance de démarrage	
Article 40	Cautionnement définitif	
Article 41	Retenue de garantie	
Article 42	Assurance et protection des chantiers	
Article 43	Variation des prix	
Article 44	Régime fiscal et douanier	
Article 45	Nantissement de la Lette-Commande	
Article 46	Timbre et enregistrement	

Article 47	Pénalités	
CHAPITRE V	CLAUSES DIVERSES	
Article 48	Frais commerciaux extraordinaires	
Article 49	Transports internationaux	
Article 50	Informations de chantier à afficher	
Article 51	Résiliation des Lettres-Commandes	
Article 52	Différends et litiges	
Article 53	Cas de force majeure	
Article 54	Edition et diffusion des Lettres-commandes en projet	
Article 55 et dernier	Validité et entrée en vigueur des Lettres-Commandes	

CHAPITRE I : GÉNÉRALITÉS

Article 1er : OBJET DES LETTRES-COMMANDES

Les Lettre-Commandes à élaborer à l'issue du présent appel d'offres qui a pour objet l'exécution des travaux de construction et de réhabilitation de certaines infrastructures dans la Commune de Ngoumou, département de la Mefou et Akono, en deux lots :

N° Lot	Désignation	Montant prévisionnel (F CFA TTC)	Imputation
1	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle bilingue de Ngoumou	27 000 000	59 27 100 02 641170 464211 821
2	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle d'otélé	30 000 000	59 15 101 02 64 11 70 464211 426

PROCEDURE DE PASSATION DES LETTRES-COMMANDES

Les Lettres-Commandes à élaborer dont les objets sont précisés ci-dessus seront passées à l'issue du présent Appel d'Offres National Ouvert N° **002/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM/2025 Du 27/03/2025, EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CERTAINES INFRASTRUTURES SCOLAIRES DANS LA COMMUNE DE NGOUMOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO, REGION DU CENTRE. EN DEUX LOTS**

PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DES LETTRES-COMMANDES

Le co-contractant est soumis aux pièces contractuelles énumérées ci-dessous :

- La Lettre-Commande proprement dite comprenant :
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
- Le Bordereau de Prix unitaires (BPU) ;
- Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
- La soumission du co-contractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Dossier d'Appel d'Offres et à La Lettre-Commande à élaborer ;
- Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) ;
- Le planning d'exécution des travaux ;
- Les APD et les DCE (plans), les notes de calcul, les cahiers de sondage et dossiers géotechniques ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics des travaux, mis en vigueur par l'arrêté n° 033/CAB/PM du 13 février 2007.

TEXTES GENERAUX APPLICABLES AUX LETTRES-COMMANDES

Les Lettres-Commandes à élaborer à l'issue du présent appel d'offres sont soumise aux textes généraux ci-après :

Les Lettres-Commandes à élaborer à l'issue du présent appel d'offres sont soumise aux textes généraux ci-après :

La loi cadre N°96/12 du 05 août 1996 sur la gestion de l'environnement et le code minier ;

La loi N°98/013 du 14 juillet 1998 relative à la concurrence;
La Loi N° 2007/006 du 26 Décembre 2006 portant régime financier de l'Etat ;
La Loi N°2024/013 du 23 Décembre 2024 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'EXERCICE 2025 ;
Le Décret N°2003/651/PM du 16 Avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
Le Décret n°2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
Le Décret N°2018/4992/PM du 21 Juin 2018 fixant les règles régissant le processus de maturation des projets d'investissement public ;
Le Décret N° 2012/076 du 08 Mars 2012, modifiant et complétant certaines dispositions du Décret N°2001/048 du 23 Février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
La Circulaire N°002/CAB/PM du 31 Janvier 2011 relative à l'amélioration de la performance du système des Marchés Publics ;
La Circulaire N°000/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative au modèle de consignation, de conservation, de restitution et déconsignation des cautionnements sur les marchés publics ;
La Circulaire N°00013995/C/MINFI du 31 Décembre 2024 Portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État et des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2025 ;
Les DTU pour les travaux de bâtiment ;
D'autres textes spécifiques au domaine concerné par La lettre-commande à élaborer à l'issue du présent appel d'offres.

DEFINITIONS ET ATTRIBUTIONS

Définitions générales

Pour l'application des dispositions des Lettres-Commandes à élaborer à l'issue du présent appel d'offres, il est à préciser que :

- Le Maître d'Ouvrage est le Maire de la Commune de Ngoumou ;
- L'Autorité Contractante est le Maire de la Commune de Ngoumou ;
- Le Chef de Service de la Lettre-Commande est le chef service technique (CST) de la Commune de Ngoumou ;
- La Commission de Passation des Marchés Compétentes est la Commission Interne de Passation des Marchés Publics de la Commune de Ngoumou ;
- L'Autorité chargé du contrôle externe est le Délégué Départemental des Marchés Publics de la Mefou et Akono ;
- L'Ingénieur de la Lettre-Commande est le Délégué Départemental des Travaux Publics de la Mefou et Akono ou son représentant dûment mandaté ;
- Le co-contractant est : _____.

les « Travaux » désignent l'exécution des travaux de construction _____ à _____.

Le « Chantier » désigne le terrain et les autres emplacements sur, sous, dans, ou à travers lesquels les travaux conçus par le Maître d'Ouvrage doivent être exécutés et tous les autres terrains et emplacements fournis par le Maître d'Ouvrage en tant que lieux de travail ou à toutes fins et spécifiquement désignés dans la Lettre-Commande comme faisant partie intégrante du chantier.

Contrôle Externe de l'exécution du marché

Il est exercé par la Délégation Départementale des Marchés Publics de la Mefou et Akono. A ce titre,

elle :

- Vérifie à travers les contrôles inopinés, l'effectivité et la qualité des prestations réalisées et réceptionnées ;
- Vérifie après signature du Marché, son adéquation avec le dossier d'Appel d'Offres, la décision d'attribution et l'Offre du cocontractant ;
- Vérifie à posteriori, sur la base des décomptes dont il reçoit copie, l'adéquation entre les prestations facturées, les paiements effectués et les prestations réalisées ;
- Signale au chef service, à l'Ingénieur et/ou au Maître d'œuvre, les cas de manquements observés dans l'exécution du marché ;
- Assiste, en qualité d'observateur, aux réceptions des prestations ;
- Reçoit copie des décomptes provisoires à la diligence du Maître d'Ouvrage et vise les décomptes définitifs pour les travaux ou la dernière facture pour les autres types de prestation.

CHAPITRE II : EXECUTION DES TRAVAUX

DELAI D'EXECUTION

Le délai maximum d'exécution des travaux objet des Lettres-Commandes à élaborer sera de Trois(03) mois par lot, incluant toutes les contraintes liées à l'enclavement et aux contraintes particulières du site relatives aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

COMMUNICATION

7.1. Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre des Lettres-Commandes à élaborer devront être faites aux adresses suivantes :

Dans le cas où le co-contractant est le destinataire :.....

Passé le délai de quinze (15) jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Chef de Service son domicile, et dès achèvement des travaux, les correspondances seront valablement adressées à la Mairie de la Commune où s'exécutent les travaux.

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire :

Monsieur le Maire de la Commune de Ngoumou, B.P : 24Tel 696 08 23 57 avec copies adressées dans les mêmes délais, à l'Ingénieur et au délégué Départemental des Marchés Publics de la Mefou et Akono ;

7.2. Le co-contractant adressera toutes notifications écrites ou correspondances à l'Ingénieur, avec copie au Chef Service des Lettres-Commandes et au Délégué Départemental des Marchés Publics de la Mefou et Akono.

ORDRE DE SERVICE

8.1. L'Ordre de Service de démarrage des travaux sera signé par l'Autorité Contractante (Maire de la Commune de Ngoumou) et notifié par le chef service de la lettre-commande avec copie à l'Ingénieur de la Lettre-Commande, au Délégué Départemental des Marchés Publics de la Mefou et Akono et à l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

8.2. Les ordres de services à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par l'Autorité Contractante et notifiés par le chef service de la lettre-commande.

8.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal du chantier et sans incidence financière seront préparés, signés et notifiés par l'Ingénieur des Lettres-commandes.

8.4. Les ordres de services valant mise en demeure seront signés par l'Autorité Contractante et notifiés par le chef service de la lettre-commande, avec copies au Délégué Départemental des Marchés Publics de la Mefou et Akono et à l'Ingénieur.

8.5. Après un délai de quinze (15) jours de signature de l'ordre de service de commencer les travaux, l'Autorité Contractante pourra considérer de plein droit que l'ordre de service est notifié au co-contractant.

8.6 Le co-contractant disposera d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout Ordre de Service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispensera pas un co-contractant d'exécuter les ordres de service reçus.

ROLE ET RESPONSABILITE DU CO-CONTRACTANT

Le planning détaillé et général d'avancement des travaux sera communiqué à l'Ingénieur en cinq (5) exemplaires à chaque début de mois.

Le co-contractant sera réputé avoir visité et examiné l'emplacement des travaux et ses environs, et pris connaissance, avant la remise de son offre des caractéristiques, de l'emplacement et de la nature des travaux à exécuter, de l'importance des matériaux à fournir, des voies et moyens d'accès au chantier, des installations nécessaires. D'une manière générale, il est réputé s'être procuré toutes les informations concernant les risques, aléas et circonstances susceptibles d'influencer son offre.

Le co-contractant est responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de l'organisation et de la conduite du chantier, de la qualité des matériaux et fournitures dont la charge lui incombe, employés par lui, de leur parfaite adaptation aux besoins du chantier et de la bonne exécution des travaux.

Les travaux seront exécutés conformément aux plans et spécifications techniques selon les règles de l'art conformément aux techniques et pratiques en République du Cameroun.

A cet effet, le co-contractant devra prendre toutes les mesures pour fournir tous les moyens nécessaires et engager tout le personnel spécialisé.

Le co-contractant reste responsable de la totalité du chantier, y compris des interventions des sous-traitants agréés. Il lui appartient en outre d'assurer la coordination des prestations des fournisseurs, des sous-traitants dont le concours lui est assuré pour les différents corps d'état, leur intervention en temps utile sous sa direction et la bonne exécution des ordres donnés par l'Ingénieur.

Le co-contractant devra assurer la protection et la sécurité des ouvrages existants pendant l'exécution des travaux.

Le co-contractant devra tenir constamment à jour un planning d'avancement des travaux et le communiquer régulièrement à l'Ingénieur.

SOUS-TRAITANCE

La Lettre-Commande à élaborer à l'issue du présent appel d'offres prévoit la possibilité pour l'attributaire de faire exécuter une partie des travaux par un ou des sous-traitants.

L'attributaire ne pourra confier des travaux en sous-traitance sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage, représenté par le Chef de Service de la Lettre - Commande. Cette autorisation n'affranchit l'attributaire d'aucune de ses obligations contractuelles.

L'attributaire doit s'assurer que les sous-traitants sont en règle avec l'Administration Camerounaise.

Le non-respect des dispositions ci-dessus constitue un motif de résiliation de la Lettre - Commande.

En cas d'autorisation, la part sous-traitée des travaux ne doit pas excéder trente pourcent (30%) du montant des Lettres-Commandes.

Les sous-traitants devront satisfaire aux mêmes conditions techniques et financières que le titulaire de la Lettre - Commande. Ils exécuteront les travaux sous la seule et pleine responsabilité de l'attributaire

En tout état de cause, l'attributaire restera vis à vis du Maître d'ouvrage représenté par le Chef de Service de la Lettre - Commande, seul responsable de l'exécution du contrôle conformément aux obligations contractuelles.

PROJET D'EXECUTION

Le projet d'exécution, comprend les pièces graphiques détaillées, les notes de calcul et toutes les informations nécessaires, relatives aux technologies employées et aux équipements mis en œuvre. Il est établi par chaque co-contractant conformément aux clauses contractuelles et dans le respect des directives contenues dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Le projet d'exécution est soumis au visa préalable de l'Ingénieur de la Lettre-Commande. Il dispose d'un délai maximum de 72 heures pour viser ou rejeter en motivant son rejet, le projet d'exécution.

Après visa de l'Ingénieur, le projet d'exécution est transmis au Chef de Service de la Lettre - Commande pour approbation et dispose d'un délai maximum de 72 heures pour approuver ou rejeter le projet d'exécution

Après approbation du chef service, transmet copie à l'Ingénieur de la Lettre-Commande, au Délégué Départemental des Marchés Publics de la Mefou et Akono et au co-contractant le projet d'exécution.

Le visa de l'Ingénieur de la Lettre - Commande, l'approbation du Chef de Service de la Lettre - Commande n'atténue en rien la responsabilité du co-contractant pour la conception des ouvrages et l'exécution des travaux correspondants.

Avant la réception provisoire, le co-contractant remet à l'Ingénieur quatre (04) exemplaires des plans de récolement des ouvrages réalisés, dont un original reproductible. La procédure de validation et la transmission du plan de recollement reste la même que celle du projet d'exécution.

MATERIEL ET PERSONNEL A METTRE EN PLACE

Le co-contractant s'engage à mobiliser toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires à la bonne exécution des travaux suivant les règles de l'art et conformément aux stipulations du CCTP contenu dans le Dossier d'Appel d'Offres.

La Lettre-Commande est exécutée dans le respect du contenu de l'offre technique, financière et en personnel qualifié, fournie par le co-contractant et à l'origine de l'adjudication.

A cet effet, toute modification, même partielle, apportée à l'offre technique est soumise à l'approbation préalable de l'Ingénieur de la Lettre - Commande. En cas d'accord, le co-contractant procède aux remplacements avec un personnel de compétence équivalente ou par un matériel de références et de qualité similaire.

Toute modification unilatérale apportée à l'offre technique, avant et pendant les travaux constitue un motif de résiliation de la Lettre - Commande tel que visé à l'article 51 ci-dessous ou d'application de réfractions de 10% sur le prix unitaire du personnel d'encadrement et/ou du matériel.

LEGISLATION CONCERNANT LA MAIN D'ŒUVRE

Le co-contractant est tenu de se conformer à la législation en vigueur au Cameroun concernant l'emploi de la main d'œuvre. Il recrute en priorité le personnel local à qualification équivalente.

REMPLACEMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

En cas de remplacement du personnel d'encadrement, le co-contractant procède aux remplacements avec un personnel de compétence équivalente. Au cas où la qualification du personnel proposé est inférieure à celle de l'agent considéré mais conforme aux dispositions du dossier de consultation, ledit co-contractant est passible d'une pénalité correspondant au 5/1000ème du montant de sa Lettre-Commande.

En tout état de cause et sauf cas de force majeure, le co-contractant ne peut remplacer plus de 50% de son personnel sans s'exposer à la résiliation de la Lettre-Commande.

Si l'Ingénieur exige le remplacement d'un personnel du co-contractant, suite à une faute grave dûment constatée sur le chantier par les deux parties, le co-contractant, doit pourvoir à son remplacement immédiat et à ses propres frais.

MODIFICATION DES OUVRAGES

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit lors de la phase d'exécution, d'introduire dans les ouvrages, toutes modifications, adjonctions, suppressions d'ouvrages ainsi que les éventuelles suppressions de catégorie de travaux qu'il estime nécessaire pour la bonne réussite et l'économie des travaux sans pour cela que le co-contractant puisse prétendre à quelques compensations ou indemnités que ce soit en dehors de celles indiquées dans le CCTP.

MATERIAUX

Le co-contractant recherche à ses frais les lieux d'extraction des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux.

Les matériaux doivent être conformes aux spécifications du CCTP. Ils sont soumis aux essais ou épreuves que l'Ingénieur juge utiles de prescrire suivant les spécifications de la Lettre-Commande.

Les moyens de contrôle mis en place par chaque co-contractant et à ses propres frais, doivent lui permettre, d'assurer un contrôle permanent des ouvrages tant sur le chantier que sur les lieux d'extraction des agrégats, de préparation des matériaux ou de fabrication des parties d'ouvrages.

DEMOLITION DES OUVRAGES DEFECTUEUX ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX REFUSES

L'Ingénieur de la Lettre - Commande a le pouvoir d'ordonner par écrit :

L'enlèvement du chantier dans un délai de quarante-huit (48) heures, de tous les matériaux réputés non conformes aux exigences de la Lettre - Commande et leur remplacement par d'autres matériaux convenables et approuvés si nécessaires après essais de laboratoire ;

La démolition et la reconstruction conformément aux stipulations de la Lettre - Commande, de tout ouvrage ou partie d'ouvrage non conforme aux exigences de la Lettre - Commande, tant en ce qui concerne le mode d'exécution que les matériaux utilisés ;

En cas de non-conformité, les dépenses sont entièrement à la charge du co-contractant.

BREVET D'INVENTION

Chaque co-contractant doit s'entendre s'il y a lieu avec les propriétaires ou les possesseurs de licence dont il utilise les procédés. Il procède au règlement de tous les droits et redevances y relatifs et garantit le Maître d'ouvrage contre toute poursuite dans le cas d'une atteinte à la propriété intellectuelle.

PHASAGE DES TRAVAUX

Le co-contractant doit respecter le séquençage des différentes phases des travaux décrites dans sa soumission, de façon à faciliter le contrôle des ouvrages et le respect des délais impartis prévus dans le chronogramme des travaux.

ACCES AU CHANTIER

Le Maître d'Ouvrage, Le Délégué Départemental des Marchés Publics, l'Ingénieur de la Lettre - Commande et toute personne dûment autorisée par ces derniers, peuvent à tout moment accéder au chantier et aux lieux d'extraction des matériaux, de fabrication ou d'approvisionnement des produits manufacturés et outillages utilisés pour les travaux.

Par ailleurs, dans le cadre de la mission de vérification de l'effectivité des travaux, les personnes dûment autorisées par l'Autorité Contractante peuvent à tout moment accéder au chantier et à toutes informations y relatives.

ATTRIBUTIONS DE L'INGENIEUR

L'Ingénieur a pour mission principale de contrôler et de garantir la bonne exécution des travaux, conformément aux stipulations de la Lettre - Commande et aux règles de l'Art. Il ne peut relever le co-contractant d'aucune de ses obligations contractuelles, ni ordonner un travail quelconque susceptible de retarder l'exécution des travaux ou de provoquer un paiement supplémentaire par le Maître d'ouvrage, ni ordonner une modification importante quelconque à l'ouvrage à exécuter. Il est compétent pour préparer et signer les Ordres de Service à caractère technique.

L'Ingénieur exerce les fonctions suivantes :

- la vérification du projet d'exécution, notamment des pièces graphiques et des notes de calcul et la transmission motivée au Chef de Service de la Lettre - Commande;
- le contrôle et l'approbation de l'implantation des ouvrages ;
- le contrôle et l'approbation des matériaux, matériels et équipements du bâtiment utilisés dans la mise en œuvre des ouvrages ;
- le contrôle de la qualité de la mise en œuvre des ouvrages effectuée par les co-contractants ;
- la prise en attachement des travaux et des approvisionnements présentés par les co-contractants ;
- la préparation des opérations de réception provisoire ou définitive à la demande des co-contractants ;
- la préparation des décomptes et des situations mensuelles provisoires des travaux et leur transmission au Chef de Service de la Lettre - Commande ;
- l'identification et la formulation de solution techniques relatives à la résolution des problèmes techniques rencontrés par le co-contractant dans la mise en œuvre des ouvrages ;
- le contrôle des délais de réalisation conformément au chronogramme contractuel d'exécution des travaux.

Chaque opération relative au constat des prestations réalisées fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par l'Ingénieur et le Co-contractant ou son représentant lors des réunions de chantier et transmis à l'Autorité Contractante à la diligence de l'Ingénieur.

La Délégation Départementale des Marchés Publics de la Mefou et Akono procède à des contrôles externes inopinés de la Lettre - Commande en cours d'exécution, en vue de s'assurer de l'effectivité, la qualité et de la conformité des prestations. A ce titre, elle constate les infractions, établit des procès-verbaux de constats et communique les observations formulées au Maître d'Ouvrage, à l'Ingénieur de la Lettre - Commande et au co-contractant.

A la demande de l'Autorité Contractante ou de l'Ingénieur, des constats contradictoires peuvent être effectués en présence du Co-contractant pour évaluer ou réévaluer les quantités réelles de certains ouvrages sur la base de la Lettre-Commande.

REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier sont programmées de façon hebdomadaire à l'initiative de l'Ingénieur.

La participation de l'Ingénieur et du Co-contractants aux réunions de chantier est obligatoire.

Chaque réunion de chantier fait l'objet d'un procès-verbal signé par les participants et transmis au Délégué Départemental des Marchés Publics à la diligence de l'Ingénieur de la Lettre - Commande.

JOURNAL DE CHANTIER

Le co-contractant tient un journal de chantier mis à jour de façon quotidienne. Il est conservé en permanence sur les lieux du chantier et mise à disposition de l'Ingénieur, du Chef de Service de la Lettre - Commande et de l'Autorité Contractante ou de leurs représentants. Y sont consignés :

- les conditions atmosphériques ;
- l'avancement des travaux ;
- le personnel présent sur le chantier ;
- les réceptions de matériaux et agréments de toutes sortes ;
- les travaux exécutés dans la journée, les quantités mises en œuvre et le matériel employé ;
- les prestations réalisées par les sous-traitants ;
- les incidents dans la mise en œuvre des ouvrages et les solutions techniques mises en œuvre ;
- les prescriptions, les non conformités et les incidents relevés par l'Ingénieur, ainsi que les observations susceptibles de donner lieu à réclamations de sa part ;
- les observations de toute nature relevées par l'Ingénieur ou le Co-contractant, et relatives à la qualité de la mise en œuvre, aux matériaux fournis, au personnel employé ou au chronogramme des travaux ;
- les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement de la Lettre - Commande (notifications, résultats d'essais, attachements) ;
- les visites officielles.

Le journal est signé contradictoirement par l'Ingénieur et le responsable des travaux représentant le co-contractant, à chaque visite du chantier ; il est visé systématiquement lors des réunions de chantiers.

En cas de réclamation du co-contractant, il ne peut être fait état que des événements ou documents mentionnés en temps utiles dans le journal de chantier.

Tout refus de présentation du journal de chantier au Délégué Départemental des Marchés Publics ou à l'Ingénieur, et toute tentative de falsification, ou de destruction partielle ou totale de ce document peut

aboutir à la suspension des paiements et à la résiliation de la Lettre - Commande. En tout état de cause un co-contractant ne peut se prévaloir de l'impossibilité de fournir le journal de chantier.

MISE A DISPOSITION DES LIEUX

Les installations provisoires de chantier, les ateliers de préfabrication, les carrières d'emprunts, les voies d'accès, les garages, les bureaux et logements du personnel nécessaires à l'exécution des travaux, ne peuvent être édifiés que sur les emplacements agréés par l'Ingénieur en accord avec les autorités administratives et traditionnelles locales.

Dans la mesure de leurs possibilités, l'administration ou les autorités traditionnelles locales peuvent mettre à la disposition du co-contractant et pour la durée des travaux, des espaces du domaine privé ou public de l'état nécessaires aux besoins du chantier. Ces terrains doivent être nettoyés et remis en bon état à la fin des travaux.

MESURES DE SECURITE

Le co-contractant prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection du personnel employé et des visiteurs sur le chantier, conformément à la réglementation en vigueur.

En outre, le co-contractant a la charge d'assurer la sécurité du chantier contre les intrusions. A cet effet, il doit fournir et entretenir à ses frais tous dispositifs nécessaires d'éclairage, de clôture, de protection et de gardiennage nécessaires à la préservation des ouvrages, des matériaux ou du matériel entreposés sur le chantier. Il soumet ces dispositifs à l'approbation préalable de l'Ingénieur.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le co-contractant est tenu de se conformer aux textes régissant la protection de l'environnement en vigueur au Cameroun et notamment la loi cadre n°096/12 du 03 août 1996 sur la gestion de l'environnement.

Il doit se conformer aux prescriptions du CCTP en la matière.

REMISE EN ETAT DES LIEUX

La remise en état des lieux, comprend l'enlèvement des installations provisoires, des matériels, matériaux et débris de chantier, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception provisoire des ouvrages et au plus tard, avant l'approbation du décompte général et définitif des travaux.

CHAPITRE III : RECEPTION DES TRAVAUX

RECEPTION PROVISOIRE

Avant la réception provisoire, le co-contractant demande par écrit au Maître d'ouvrage avec copie au Délégué Départemental des Marchés Publics et à l'Ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

Cette visite technique préalable à la réception effectuée contradictoirement par l'Ingénieur de la Lettre - Commande ou son représentant, le Délégué Départemental des Marchés Publics ou son représentant comme observateur et le co-contractant porte sur :

- la reconnaissance qualitative et quantitative des ouvrages exécutés ;
- la constatation des quantités effectivement réalisés ;

- la constatation de l'achèvement des travaux conformément aux termes de la Lettre - Commande, ou de la non-exécution ou du non-respect partiel ou total des prestations prévues dans la Lettre-Commande ;
- La notification des réserves éventuelles et des délais de mise en conformité ;
- la constatation du repli des installations de chantier et de la remise en état des lieux.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ et signé contradictoirement par L'Ingénieur de la Lettre-Commande, le co-contractant, le Délégué Départemental des Marchés Publics ou son représentant comme observateur. Les délais de levée des réserves au plus tard avant la réception provisoire des travaux, sont fixés de commun accord avec le Co-contractant.

La réception provisoire est effectuée à la demande du Co-contractant en cas d'exécution satisfaisante des prestations prévues dans la Lettre-Commande, exécution constatée par un procès-verbal de levée des réserves contenues dans le procès-verbal de la Commission de pré réception technique.

Le Co-contractant est convoqué à la réception par courrier au moins cinq (5) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter.

Il prend part à la réception. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la Commission de réception.

Après la visite du chantier, la Commission examine le procès-verbal de la Commission de pré réception technique et procède à la réception provisoire des travaux s'il y a lieu.

Le procès-verbal signé séance tenante par tous les membres de la commission, prononce soit :

- la réception provisoire des travaux sans réserve ;
- le refus de réceptionner les travaux.

Le procès-verbal de réception provisoire précise ou fixe la date d'achèvement des travaux.

DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie concerne les travaux relatifs à l'ouvrage et aux équipements du bâtiment éventuellement installés.

Ce délai est fixé à un (01) an et court à compter de la date de réception provisoire des travaux.

ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE

Pendant la période de garantie, le co-contractant exécute à ses frais et en temps utile, tous les travaux nécessaires pour remédier aux désordres qui peuvent apparaître sur les ouvrages et qui relèvent de malfaçons.

Le co-contractant est responsable envers le Maître d'ouvrage de tous les désordres survenus sur les ouvrages, excepté ceux relevant d'une usure normale causée par l'usage, même si l'Ingénieur n'en a pas fait mention. Il dispose d'un délai de vingt (20) jours pour procéder aux réparations. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage a la possibilité de faire exécuter les travaux aux frais du co-contractant.

RECEPTION DEFINITIVE

Après la visite des ouvrages, la Commission de réception, examine le procès-verbal de réception provisoire et vérifie la levée effective d'éventuelles réserves. Elle procède à la réception définitive des travaux s'il y a lieu.

Le procès-verbal signé séance tenante par tous les membres de la commission, prononce soit :

- la réception définitive des travaux sans réserve ;
- la nécessité de lever les réserves dans un délai imparti, préalablement à la fixation d'une nouvelle date de réception définitive des travaux.

Tous les frais inhérents aux réceptions partielle, provisoire ou définitive des ouvrages sont à la charge du Co-contractant, y compris les travaux relatifs à la levée des réserves.

COMMISSION DE RECEPTION

La commission de réception est composée ainsi qu'il suit :

Président :

- Le Maître d'Ouvrage ou son Représentant ;

Membres :

- Le Chef Service de la Lettre-Commande;
- Le Comptable matières de la Commune de Ngoumou.

Rapporteur :

- L'Ingénieur de la Lettre- Commande ou son représentant.

Le Délégué Départemental des Marchés Publics de la Méfou et Akono ou son représentant, assiste à la réception en qualité d'observateur.

Le Co-contractant saisit le Maître d'Ouvrage afin de lui proposer une date de réception. Une fois la date approuvée, celui-ci convoque les membres de la Commission de réception, aux fins de procéder à la réception.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES

MONTANT DES LETTRES-COMMANDES

Le montant des Lettres-Commandes à élaborer à l'issue du présent appel d'offres, tel qu'il ressort du devis estimatif ci-joint, est de _____ (en chiffres) _____ (en lettres) francs CFA Toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

Montant HTVA : _____ (_____) francs CFA

Montant de la TVA : _____ (_____) francs CFA

Les montants des Lettres-Commandes calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et du rabais éventuellement consenti par le co-contractant.

CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les prix figurant au bordereau des prix unitaires sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur en République du Cameroun au mois précédant celui de la soumission.

En outre, chaque co-contractant est réputé avoir une parfaite connaissance des conditions locales susceptibles d'influer sur l'exécution des travaux pour s'en être personnellement rendu compte sur le

terrain avant de soumissionner, mais également de toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux, notamment :

- les conditions de transport et d'accès au chantier à toute époque de l'année ;
- la présence éventuelle de risques naturels, notamment les risques d'inondation liés au régime des pluies et des eaux dans la région ;
- les sujétions liées à la situation géographique des travaux ;
- les contraintes liées à la nature et à la qualité des terrains et des sols ;
- les prises de contacts avec les principaux acteurs locaux (autorités administratives et traditionnelles, organisations professionnelles, etc.)

SOUS-DETAIL DES PRIX

Le co-contractant est sensé avoir fourni dans sa soumission le sous détail des prix, qui fait ressortir dans le détail le montant des charges et des frais accessoires sur salaire et main d'œuvre, ainsi que les frais de montage, d'entretien et de démontage des installations provisoires de chantier, d'amortissement des installations, du matériel et de l'outillage, ainsi que toutes les sujétions, frais généraux, faux frais et bénéfices.

Les montants du Bordereau des Prix Unitaires comprennent tous les frais de la main d'œuvre participant directement ou indirectement à l'exécution des travaux, y compris les salaires et les primes, les assurances ; les charges salariales, les frais de déplacement. Ils comprennent également les postes suivants :

- Amenée, montage, entretien, démontage et repli de toutes les installations y compris bureaux, laboratoires, matériel de carrière éventuels, ateliers, habitation etc. ;
- Amenée, fourniture, stockage et transport de tous les matériaux, ingrédient, carburant, lubrifiant, etc. ;
- Entretien des ouvrages existants utilisés pour la réalisation de la présente Lettre-Commande ;
- Prospection des gîtes d'emprunt, extraction, stockage et mise en œuvre des matériaux drainage des gisements ;
- Des mesures d'atténuation des impacts directs environnementaux ;
- Entretien des ouvrages pendant le délai de garantie ;
- Assurance y compris responsabilité civile ;
- Assurance de chantier ;
- Frais financier et frais généraux du chantier ;
- Rémunération pour bénéfice et aléas.

Les prix du bordereau des prix comprennent toutes les sujétions d'exécution qu'elles soient ou non explicitées dans le présent CCAP ou dans le CCTP. Une modification des quantités peut être apportée en plus ou en moins dans le volume des travaux, quelles que soit la quantité des travaux réellement exécutés, les prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires seront appliqués. Si la quantité des travaux diminue de plus de 50% du montant prévu dans la Lettre-Commande, l'Attributaire peut prétendre à une indemnisation.

TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES - VARIATION DANS LA MASSE ET LA NATURE DES TRAVAUX

Qu'il s'agisse d'augmentation dans la masse des travaux, ou d'ouvrages non prévus au marché, aucun travail supplémentaire ne peut être exécuté par le Co-contractant, s'il n'a pas fait au préalable l'objet d'un Ordre de Service de l'Autorité Contractante le prescrivant explicitement.

Il est fait application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires si les travaux supplémentaires comportent de nouveaux prix, la validation de ceux-ci fait l'objet d'un avenant. Est considéré comme nouveau prix, tout prix ne figurant pas dans le Bordereau des Prix Unitaires ou dans le détail estimatif de la présente lettre commande si celui-ci a été présenté dans l'offre du Co-contractant.

PRÉPARATION DES DECOMPTES

Le co-contractant est rémunéré par décomptes établis en appliquant des prix du bordereau des prix unitaires aux prestations réellement exécutées.

A l'issue de chaque réception partielle des travaux, le Co-contractant et l'Ingénieur établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau des prix pouvant donner droit au paiement.

Les projets de décompte provisoire des travaux effectivement réalisés dressés par le co-contractant en sept (07) exemplaires, sont transmis à l'Ingénieur de la Lettre - Commande.

L'Ingénieur de la Lettre - Commande après vérifications sous 72 heures, rejette ou signe le projet de décompte et le transmet au Chef Service pour visa et transmet copie au Délégué Départemental des Marchés Publics de la Mefou et Akono.

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, l'Ingénieur dresse le décompte général et définitif de la Lettre - Commande qu'il fait signer contradictoirement par le Co-contractant et le Chef Service qui le transmet au Délégué Départemental des Marchés Publics de la Mefou et Akono qui y appose le visa.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le co-contractant, lie définitivement les parties et met fin à la Lettre-Commande, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

MODALITES ET REGLEMENT DES TRAVAUX EXECUTES

- Le Chef Service est chargé de la liquidation de la Lettre-Commande à élaborer à l'issue du présent appel d'offres ;
- Le Receveur Municipal de Ngoumou est chargé des paiements.
- Le paiement est effectué par virement au compte bancaire du co-contractant.

Le règlement de la Lettre- Commande est exécuté par le Maître d'Ouvrage sur présentation du décompte établi en sept (07) exemplaires par le co-contractant et signés par :

- le Co-contractant ;
- l'Ingénieur de la Lettre- Commande ;
- le Chef de Service.

Chaque dossier de paiement décompte général et définitif doit obligatoirement revêtir le visa de conformité du Délégué Départemental des Marchés Publics de la Mefou et Akono avant transmission au Contrôle Financier.

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues.

AVANCE DE DEMARRAGE

Sans objet

CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement définitif qui garantit l'exécution intégrale des travaux est constitué dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification de la Lettre - Commande. Il est conservé par l'Autorité Contractante. Le cautionnement provisoire de soumission est restitué au Co-contractant dès constitution de ce cautionnement définitif.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à 4% du montant toutes taxes comprises de la Lettre - Commande. Ce cautionnement définitif peut être remplacé par une caution bancaire d'un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministère des Finances.

Au terme de l'exécution intégrale de l'ensemble des prestations prévues par la Lettre-Commande, le cautionnement définitif est restituée ou la caution bancaire le remplaçant libérée par main levée de l'Autorité Contractante sur demande écrite du Co-contractant. A défaut, ledit cautionnement définitif sera saisi au profit du Maître d'Ouvrage.

RETENUE DE GARANTIE

A titre de garantie des travaux, il sera opéré sur le montant de chaque acompte mensuel une retenue de 10% du montant TTC de la partie d'ouvrage concernée de cet acompte. La retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie bancaire à première demande de retenue de garantie personnelle et solidaire du même montant émanant d'un établissement bancaire installé sur le territoire camerounais et agréé par le Ministère des Finances. Cette retenue de garantie sera restituée, ou la caution levée, dès réception définitive des travaux.

ASSURANCE ET PROTECTION DES CHANTIERS

Le Co-contractant doit justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile pour les dommages de toutes natures causés aux tiers :

- par son personnel, salarié en activité de travail ;
- par le matériel qu'il utilise ;
- du fait des travaux.

Par ailleurs le chantier doit être couvert pour l'ensemble des travaux par une assurance globale de chantier délivrée par une compagnie agréée par l'autorité compétente. Les frais inhérents à cette assurance sont à la charge du Co-contractant

Le Co-contractant dispose de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux pour présenter un certificat d'une compagnie d'assurance prouvant qu'elle a intégralement été réglée des primes ou cotisations relatives aux travaux pour la présente Lettre-Commande. Passé ce délai la Lettre-Commande peut être résiliée.

Le co-contractant est tenu d'assurer la protection et le gardiennage de son chantier jour et nuit. Il veille notamment à empêcher toute intrusion accidentelle ou malveillante par une clôture et des pancartes bien visibles, interdisant l'accès du chantier au public. Le Co-contractant est tenu responsable de tout accident qui surviendrait sur le chantier suite à l'absence des dispositifs requis.

La Garantie décennale est gérée conformément aux dispositions du Code Civil.

VARIATION DES PRIX

La Lettre-Commande à élaborer à l'issue du présent appel d'offres est à prix unitaires et forfaitaires. Ces prix sont définitifs, fermes et non révisables.

REGIME FISCAL ET DOUANIER

La Lettre-Commande à élaborer à l'issue du présent appel d'offres est soumise aux droits et taxes en vigueur au Cameroun.

NANTISSEMENT DE LA LETTRE COMMANDE

La lettre-commande à élaborer à l'issue du présent appel d'offres, conclue conformément aux dispositions du Décret N°2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics, peut être donnée en nantissement.

Le créancier nanti devra notifier par tous moyens laissant trace écrite au Chef de Service de la Lettre - Commande une copie certifiée conforme de l'acte de nantissement.

Par application des dispositions ci-dessus :

- Le Maître d'Ouvrage est chargé de l'ordonnancement des paiements ;
- Le Chef Service est chargé de la liquidation des décomptes.
- Le Receveur Municipal de la Commune de Ngoumou est chargé des paiements.

TIMBRE ET ENREGISTREMENT

Sept (07) exemplaires originaux des Lettres-Commandes seront enregistrés par chaque co-contractant à ses frais dans un Centre Principal des Impôts, conformément à la réglementation en vigueur, puis déposés à la Délégation Départementale des Marchés Publics de la Méfou et Akono pour ventilation.

PENALITES

Pénalités de retard

Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :

- Un deux millième (1/2000è) du montant TTC de la présente Lettre-Commande de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le Marché ;
- Un millième (1/1000è) du montant TTC de la présente Lettre-Commande de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

Pénalités spécifiques

Une pénalité de Cinq mille (5 000) Francs CFA par jour calendaire de retard sera appliquée pour non production des documents contractuels après les délais ci-après :

- Projet d'exécution des travaux dans un délai de dix (10) jours après la notification de l'Ordre de Service de commencer les travaux ;
- Cautionnement définitif dans un délai de vingt (20) jours après la notification de l'Ordre de service de commencer les travaux ;
- Assurances Responsabilité Civile et tous risques chantiers dans un délai de quinze (15) jours après la notification de l'ordre de service de commencer les travaux ;

Le montant cumulé des pénalités mentionnées au 47.1 et 47.2 est limité à dix pour cent (10%) du montant **TTC de la Lettre-Commande de base, sous peine de résiliation.**

CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES.

FRAIS COMMERCIAUX EXTRAORDINAIRES

Le co-contractant déclare que la présente Lettre-Commande n'a donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à perception de frais commerciaux extraordinaires.

Le co-contractant s'engage, s'il est établi de financement de frais commerciaux extraordinaires au titre de la Lettre - Commande, à réserver à l'Ingénieur pour le compte du Maître d'ouvrage, le montant de ses frais.

En outre, si un co-contractant était convaincu de perception des frais commerciaux extraordinaires, il encourrait les sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

TRANSPORTS INTERNATIONAUX

Au cas où l'exécution d'une Lettre-Commande à élaborer à l'issue du présent appel d'offres nécessiterait le transport des matériels et équipements dans le sens étranger vers le Cameroun et vice versa, ce transport sera assuré selon les dispositions résultant des conventions et accords internationaux et à la charge de l'attributaire.

INFORMATIONS DE CHANTIER A AFFICHER

Dans un délai de 10 jours à partir de l'ordre de service de commencer les travaux, chaque co-contractant s'engage à apposer à l'entrée du chantier et de façon visible, un panneau de chantier solidement ancré dans le sol et portant toutes les indications nécessaires à une hauteur minimum de 1,60 mètre à partir du sol, conformément aux indications suivantes :

Matériau : bois

Dimensions de chaque panneau : 25 cm de hauteur par 180 cm de longueur, épaisseur de 3 cm ;

Revêtement : une couche de peinture anti-rouille suivie d'une couche de peinture glycérophtalique de teinte blanche. Les inscriptions sont réalisées en noir sur fond blanc

LETTRE-COMMANDE N° ____/LC/RC/CNG/CIPM-CNG/2025	
TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CERTAINES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS LA COMMUNE DE NGOUMOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO, REGION DU CENTRE. (LOT)	
MAÎTRE D'OUVRAGE : LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOUMOU	
AUTORITÉ CONTRACTANTE : LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOUMOU	
CHEF SERVICE : LE CST DE LA COMMUNE DE NGOUMOU	
CONTRÔLE EXTERNE : DELEGUE DEPARTEMENTAL DES MARCHES PUBLICS DE LA MEFOU ET AKONO	
INGENIEUR DU MARCHE : DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DES TRAVAUX PUBLICS DE LA MEFOU ET AKONO	
ENTREPRISE :	
Financement : BIP - EXERCICE 2025	
Délai d'Exécution : 03 Mois	Début des Travaux : _____
	Fin des Travaux : _____

RESILIATION D'UNE LETTRE-COMMANDE

Chacune des Lettres-Commandes à élaborer à l'issue du présent appel d'offres pourra être résiliée dans les conditions et formes prévues par la réglementation en vigueur au Cameroun, notamment la SECTION II, sous-section I du Décret N° 2018/366 du 20 Juin 2018 et également dans les conditions stipulées aux articles 74, 75 et 76 du CCAG, notamment dans les cas de :

Retard de plus de 15 (quinze) jours calendaires dans l'exécution d'un Ordre de Service, une mise en demeure ou arrêt injustifié des travaux de plus de sept (07) jours calendaires ;

Retard dans les travaux entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant de la Lettre-Commande ;

Absence de cautionnement définitif ;

Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;

Défaillance du co-contractant ;

Non-paiement persistant des prestations.

DIFFERENDS ET LITIGES

Les parties conviendront que les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution des Lettres-Commandes en projet relèveront des juridictions compétentes.

Toutefois, il sera recherché au préalable un règlement amiable des différends éventuels.

CAS DE FORCE MAJEURE

Dans le cas où un co-contractant invoquerait le cas de force majeure, les seuils en-deçà desquels aucune réclamation ne sera admise sont :

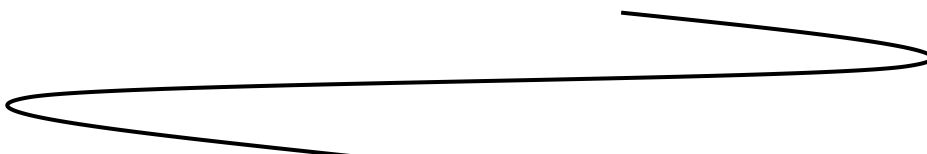
- Pluie : 200 millimètres en 24 heures;
- Vent : 40 mètres par seconde;
- Crue : la crue de fréquence décennale.

EDITION ET DIFFUSION DES LETTRES-COMMANDES EN PROJET

Quinze (15) exemplaires de chaque Lettre-Commande à élaborer à l'issue du présent appel d'offres seront édités par les soins du co-contractant et fournis à l'Autorité Contractante pour diffusion.

Article 55 et dernier : VALIDITE ET ENTREE EN VIGUEUR DES LETTRES-COMMANDES

Chaque Lettre-Commande en projet ne deviendra valide qu'après sa signature par l'Autorité Contractante, et entrera en vigueur dès sa notification au co-contractant par ladite Autorité.



TITRE II : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

SOMMAIRE

I- GENERALITES			
	I-1 - INTRODUCTION		
		I-1-1-Objet des lettres-commandes	
		1-1-2- Accès aux sites	
		I-1-3- Architecture des bâtiments	
	I-2- DEVIS DES SURFACES A CONSTRUIRE		
	I-3- DESCRIPTIF DES TRAVAUX		
		I-3-1- Division des travaux	
		I-3-2- Projet d'exécution	
		I-3-3- Prix d'une lettre-commande	
		I-3-4-Définition du contenu des prix unitaires et forfaitaires	
		I-3-5-Visite des lieux	
II- TRAVAUX PREPARATOIRES			
	II-1- TRAVAUX PRELIMINAIRES		
	II-2- SECURITE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX		
	II-3 – GARDIENNAGE ET CLÔTURE PROVISoire DE CHANTIER		
	II-4- HYGIENNE ET ENTRETIEN DES VOIES D'ACCES AU CHANTIER		
	II-5- BARRAQUE DE CHANTIER ET MAGASIN DE STOCKAGE		
	II-6- ACCES PROVISoire A L'EAU ET A L'ENERGIE		
	II-7- PROJET D'EXECUTION ET AGREMENTS DIVERS		
	II-8- DOSSIER DE RECOLEMENT		
	II-9- RECONNAISSANCE DES SOLS		
	II-10- IMPLANTATION		
	II-11- DETOURNEMENT DES RESEAUX		
III- TERRASSEMENTS			

	III-1-DEBOISAGE ET DEBROUSSAILLAGE	
	III-2- DECAPAGE DES TERRES VEGETALES	
	III-3- DEMOLITIONS	
	III-4- TERRASSEMENTS POUR FOUILLES EN RIGOLES ET SEMELLES ISOLEES	
IV – BETON ET MAÇONNERIES		
	IV-1- CONSISTANCE DES TRAVAUX ET DESCRIPTION DES OUVRAGES	
	IV-2- NATURE, PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX	
	IV-3- PREPARATION DES COFFRAGES, FERRAILLAGES ET RESERVATIONS	
	IV-4 - EXECUTION DES OUVRAGES EN BETON ARME	
	IV-5- MISE EN ŒUVRE DES DALLAGES	
	IV-6- MISE EN ŒUVRE DES MAÇONNERIES	
	IV-7- MISE EN ŒUVRE DES ENDUITS	
V- TRAVAUX DE TOITURE		
	V-1- CARACTERISTIQUES DES ESSENCES DE BOIS	
	V-2- MATERIAUX DE COUVERTURE	
	V-3-ACCESSOIRES METALLIQUES D’ASSEMBLAGE DES PIECES DE CHARPENTE ET DE COUVERTURE	
	V-4- APPROBATION DES MATERIAUX	
VI- CHARPENTES		
	VI-1- GENERALITES	
	VI-2- EXECUTION DE LA CHARPENTE	
VII - COUVERTURE		
	VII-1- GENERALITES	
	VII-2- MONTAGE DES TÔLES	
VIII- ELECTRICITE		
	VIII-1- DEFINITION DES TRAVAUX D’ELECTRICITE	
	VIII-1-1- Généralités	
	VIII-1-2- Documents techniques de référence	
	VIII-1-3- Plans d’électricité	

	VIII-2- BASES DE CALCULS		
		VIII-2-1- Caractéristiques du réseau de distribution d'électricité	
		VIII-2-2- Puissance d'installation	
		VIII-2-3 - Mise en œuvre	
		VIII-2-4- Protection du matériel	
		VIII-2-5- Essais de réception	
		VIII-2-6- Garantie sur le materiel et les appareils electriques	
IX - MENUISERIE METALLIQUE			
	IX-1- GENERALITES SUR LA MENUISERIE METALLIQUE		
	IX-2- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES		
	IX-3- MISE EN ŒUVRE DES OUVRAGES DE MENUISERIE METALLIQUE		
		IX-3-1- Détails d'exécution	
		IX-3-2- Protection des ouvrages	
	IX-4- QUINCAILLERIE		
		IX-4-1- Boulons de verrous	
		IX-4-2- Vis	
		IX-4-3-Clés	
		IX-4-4- Echantillons pour approbation	
X-MENUISERIE BOIS			
	X-1- CARACTERISTIQUES DES BOIS DE MENUISERIE		
		X-1-1- Domaines d'application et références	
		X-1-2- Objet de la fourniture	
		X-1-3- Coordination avec les autres lots	
		X-1-4- Caractéristiques physiques	
		X-1-5- Essences de bois d'œuvre	
	X-2- MISE EN ŒUVRE DES MENUISERIES BOIS		
		X-2-1- Préparation du bois	
		X-2-2- Conservation du bois	
		X-2-3- Assemblages	

		X-2-4- Blocs portes	
		X-2-5- Faux - plafond	
	X-3- CARACTERISTIQUES DES FERRURES ET DES SERRURES		
		X-3-1- Généralités	
		X-3-2- Ferrures	
		X-3-3- Serrurerie	
		X-3-4- Visserie	
XI- REVETEMENT MURS ET SOLS			
	XI-1- GENERALITES SUR LES REVÊTEMENTS DES MURS ET DES SOLS		
	XI-2- REVÊTEMENTS VERTICAUX		
XII- PEINTURE ET VERNIS			
	XII-1- GENERALITES DES PEINTURES		
		XII-1-1- Objet des travaux de peinture	
		XII-1-2- Domaine d’application et références	
		XII-1-3- Coordination avec les autres lots	
	XII-2- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX MATERIAUX ET A LA MISE EN OEUVRE		
		XII-2-1- Généralités sur les matériaux	
		XII-2-2- Peintures acryliques (famille 1 – classe 7b2)	
		XII-2-3- Peinture glycérophthaliques (classe 4a)	
		XII-2-4- Colorants	
		XII-2-5- Livraison sur chantier – marquage des produits	
	XII-3- OUVRAGES PREPARATOIRES ET ACCESSOIRES		
		XII-3-1- Règles générales d’exécution	
		XII-3-2- Epossetage, brossage et dérouillage	
		XII-3-3- Dégraissage des fers, fontes et aciers neufs	
	XII-4- MISE EN ŒUVRE DES PEINTURES ET VERNIS		
		XII-4-1- Reconnaissance préalable des subjectiles	
		XII-4-2- Précautions à prendre pour la protection des ouvrages et des peintures	

		XII-4-3- Règles générales d'emploi des peintures et des produits pour rebouchage en enduit	
		XII-4-4- Règle d'application des couches de peinture	
	XII-5- CONTRÔLE DES OUVRAGES DE PEINTURE		
		XII-5-1- Contrôle des produits courants	
		XII-5-2- Réception provisoire	
		XII-5-3- Nettoyage et mise en service	
XIII- VRD			
	XIII-1- XIII-1- CANIVEAUX DE 40x30 cm EN PARPAINGS BOURRES DE 15X20X40 avec ceinture en béton armé de 10 cm		
	XIII-2- RAMPES D'ACCES		
	XIII-3- DALLAGE EXTERIEUR		
	XIII-4- CONSTRUCTION BLOC LATRINES A DEUX COMPARTIMENTS		

GENERALITES

INTRODUCTION

L'Etat du Cameroun, finance par le Budget d'Investissement Public de l'Exercice 2025, les travaux de construction de certaines infrastructures scolaires dans la Commune de Ngoumou, Département de la Mefou et Akono, Région du Centre. En deux lot.

Le présent devis descriptif décrit la consistance et le mode d'exécution des travaux à réaliser suivant les règles de l'art et conformément aux documents constitutifs du projet.

Objet des Lettres-Commandes

N° Lot	Désignation	Montant prévisionnel (F CFA TTC)	Imputation
1	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle bilingue de Ngoumou	27 000 000	59 27 100 02 641170 464211 821
2	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle d'otélé	30 000 000	59 15 101 02 64 11 70 464211 426

Accès aux sites

La zone est peu accidentée, située en zone de forêt. Les entreprises soumissionnaires devront prendre en compte ces contraintes de manière particulière dans l'élaboration de leur proposition financière. Dans ce sens, l'adjudicataire devra apporter un soin particulier à la planification des tâches, à l'organisation du chantier et à la maîtrise des dépenses, afin d'éviter tout ralentissement ou arrêt des travaux.

Architecture des bâtiments

L'architecture des bâtiments est composée sur une trame structurelle régulière. L'ossature du bâtiment est réalisée en béton armé avec des murs rideaux en parpaing de ciment. La charpente est en bois avec une couverture en tôles bac aluminium. Les façades sont protégées par des avancées de toiture qui prennent en compte le climat particulièrement pluvieux de la région.

DEVIS DES SURFACES A CONSTRUIRE

Les travaux concernent la construction d'un bloc maternel à l'école maternelle bilingue de Ngoumou et l'école maternelle d'Otélé dans la Commune de Ngoumou, d'une surface bâtie au sol de _____ m².

DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Divisions des travaux

Les travaux à réaliser portent sur :

Les travaux préparatoires - études ;

Les terrassements et l'implantation;

Les fondations ;

Les maçonneries et élévation et enduits ;

La charpente, la couverture-faux plafond ;

Les menuiseries bois-métalliques-vitreries ;

L'électricité ;

plomberie-sanitaires-revêtement ;

La peinture ;

Les VRD.

Projet d'exécution

Le Co-contractant adjudicataire produit le projet d'exécution et notamment, tous les plans de détail et notes de calcul que l'Ingénieur juge utiles à la bonne exécution des ouvrages. Ces plans et dessins sont établis conformément au projet et respectent l'essentiel des dispositions.

Les plans et dessins reproduits et contenus dans le dossier de consultation sont les seuls à exécuter. Toutefois, la responsabilité du Co-contractant reste pleine et entière quant à la mise en œuvre des solutions techniques retenues.

Les ouvrages à réaliser sont définis par les plans, le devis des surfaces, le descriptif des travaux, le bordereau des prix unitaires, y compris le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) validés par l'Ingénieur et remis au Co-contractant en charge des travaux.

En cas de divergences entre deux ou plusieurs plans portant la même date, ceux dessinés à l'échelle la plus grande prévalent. Toute précision technique figurant dans les pièces écrites, mais ne figurant pas dans les plans et inversement, est réputée avoir la même valeur contractuelle que si les indications étaient portées dans les pièces écrites et dans les plans.

De manière générale, l'Ingénieur de la Lettre-Commande a l'obligation de fournir toutes les informations nécessaires et de valider les solutions techniques destinées à résoudre les problèmes de mise en œuvre posés par le Co-contractant en charge des travaux :

Avant le début des travaux de chacun des lots, le Co-contractant adjudicataire vérifie la date des plans et s'assure auprès de l'Ingénieur, que tous les documents dont il dispose sont conformes. Le Co-contractant fait recours à l'Ingénieur de manière systématique lorsqu'il fait face à une difficulté d'interprétation, ou constate une erreur ou une omission.

Chaque entreprise adjudicataire est tenue de signaler en temps opportun toutes malfaçons dans les travaux réalisés par d'autres corps d'état et qui seraient de nature à perturber l'exécution des prestations qu'elle est chargée de fournir et notamment à influencer sur les coûts.

Prix de la Lettre-Commande

L'ensemble des travaux définis ci-avant est traité à prix global forfaitaire. Le devis estimatif présente la décomposition du prix global forfaitaire. Il est établi par le Co-contractant suivant le cadre du devis quantitatif faisant partie du dossier d'appel d'offres et joint à l'acte d'engagement.

Définition du contenu des prix unitaires et forfaitaires

Les prix unitaires et les prix à forfaits de la présente Lettre-Commande comprennent :

Le coût des matériaux, des matériels et équipements, de la main d'œuvre, les bénéfices et les frais généraux du Co-contractant, ainsi que tous les droits, impôts et taxes, et d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail à réaliser et de la prestation à fournir ;

Ils comprennent également, sauf spécifications contraires, les coûts de fourniture des échafaudages et des ateliers de préfabrication, toutes les fournitures, le matériel et les outillages nécessaires à la mise en œuvre et à la conduite des travaux, les frais de stockage, de transport, d'installation et de repli du chantier.

Sont également inclus:

La préparation du projet et dessins d'exécution, ainsi que tous frais personnel et de main-d'œuvre y relatifs, les redevances relatives à l'application de brevets ou de licences ;

Toutes dispositions provisoires de chantier comme le drainage, la réalisation des accès et pistes provisoires, la signalisation, les frais de remise en état des superficies occupées et les frais d'entretien des ouvrages pendant le délai de garantie ;

Les pertes ou avaries de matériaux, matériels et équipements, des installations, la surveillance du chantier et les assurances en garantie décennale et en responsabilité civile professionnelle, en cours de validité à la date de démarrage des travaux.

Visite des lieux

Avant la remise de son engagement, le Co-contractant est réputé:

Avoir procédé à une visite du site et avoir pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux et aux accès et abords du chantier ;

Avoir apprécié les particularités et les contraintes d'exécution des travaux, ainsi que les conditions d'organisation et d'approvisionnement du chantier ;

S'être procuré toutes les informations concernant les risques, aléas et circonstances susceptibles d'influencer le contenu de son offre.

TRAVAUX PREPARATOIRES

Travaux préliminaires

Les travaux préliminaires comprennent :

Installation de chantier, y compris l'amenée et le repli de toutes les installations, matériels et équipements nécessaires à la réalisation, au suivi et au contrôle par le Co-contractant de la qualité des ouvrages ;

La fourniture et l'installation d'un panneau de chantier avec en tête : République du Cameroun, suivi de la devise du Cameroun, en français et en anglais ; indiquant la nature des travaux, les noms et adresses : du Maître d'ouvrage, le financement et de l'exercice d'imputation budgétaire, du Co-contractant en charge des travaux, de l'Ingénieur de la Lettre-Commande, du délai de réalisation ;

L'implantation des ouvrages à réaliser et des zones de manœuvre, de parking, de dépôt des matériaux et des déchets ;

La construction de la clôture, de la baraque de chantier, des magasins de stockage et d'une fosse septique pour les besoins du chantier ;

La construction le cas échéant des ateliers de préfabrication (menuiserie, aciers, etc.) ; La mise en place le cas échéant d'un service d'entretien et de gardiennage ;

Le branchement éventuel provisoire du chantier aux réseaux d'eau et d'électricité ;

L'exécution des études techniques complémentaires et l'élaboration des plans d'exécutions avant le démarrage des travaux, et l'élaboration des plans de récolement après achèvement des travaux.

Sécurité et surveillance des travaux

Le Co-contractant est responsable de la surveillance des travaux pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception définitive.

Le Co-contractant veille à fournir tous les équipements nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs et des visiteurs autorisés sur le chantier, conformément aux dispositions prévues par les lois en vigueur.

A cet effet, le Co-contractant doit veiller à maintenir sur le chantier, des personnels d'encadrement qualifiés pendant toute la durée des travaux. Le Co-contractant veillera également à disposer de toutes les polices d'assurances nécessaires et valables jusqu'à la réception définitive du chantier.

Tout sinistre qui serait la cause de la ruine des ouvrages ou d'une partie des ouvrages ou à l'origine de la perte de matériaux, matériels, équipements et outillages, suite à un défaut de surveillance des travaux, relève de la responsabilité exclusive du Co-contractant.

Gardiennage et clôture provisoire de chantier

Le Co-contractant est responsable du gardiennage du chantier, de jour comme de nuit pendant toute la durée du chantier et jusqu'à la réception provisoire.

Le Co-contractant est tenue de réaliser à ses frais, une clôture ou une palissade fermée par une barrière dans les matériaux de son choix, afin d'empêcher l'intrusion de personnes étrangères au chantier dans le périmètre des travaux. Tout accident qui surviendrait dans ce cadre, relève de la responsabilité exclusive du Co-contractant.

Tout sinistre, vol ou action de vandalisme qui serait cause de la ruine des ouvrages ou d'une partie des ouvrages ou à l'origine de la disparition de matériaux, matériels, équipements et outillages, suite à un défaut de gardiennage, relève de la responsabilité exclusive du Co-contractant.

Hygiène et entretien des voies d'accès au chantier

Le Co-contractant est responsable de l'entretien ordinaire des voies d'accès au chantier et du nettoyage permanent du site.

Le Co-contractant veille à ne pas polluer le milieu naturel environnant avec des déchets non biodégradables. Les déchets sont stockés dans une zone précise du chantier et détruits sur place.

Baraque de chantier et magasins de stockage

La baraque de chantier est construite en matériaux provisoires ou en éléments modulaires. Elle comporte :

Un local servant pour les réunions de chantier et qui contient : une table de réunion, des chaises, une armoire, un tableau d'affichage ;

Un ou plusieurs locaux de stockage à sec pour les matériaux sensibles à l'humidité, l'outillage et les appareils de chantiers.

Le local du gardien et les latrines de chantier doivent être réalisés séparément mais à proximité : pour des raisons de sécurité concernant le gardien (maintien d'un foyer à flamme nue pouvant causer un incendie) et d'hygiène concernant les latrines.

Accès provisoire à l'eau et à l'énergie

Le Co-contractant prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la fourniture du chantier en eau et en énergie : soit par la mise en place d'une réserve d'eau permanente et d'un groupe électrogène, soit par le raccordement en eau et en électricité auprès des concessionnaires ou des fournisseurs locaux dont les réseaux sont situés à proximité du chantier.

Le Co-contractant veillera également à fournir au à l'Autorité Contractante, au Chef Service et à l'Ingénieur de la Lettre-Commande, des numéros de téléphone permettant de le joindre à tout moment, ainsi que le responsable des travaux.

Projet d'exécution et agréments divers

Les plans et autres documents graphiques contenus dans le DAO, fournissent au Co-contractant une vue globale du projet et de son contenu. Il lui revient cependant de procéder lui-même aux études et aux essais complémentaires qui peuvent lui permettre sur la base de son expérience, d'élaborer le projet d'exécution, y compris plans, schémas et notes de calculs et qu'il doit soumettre à l'approbation de l'Ingénieur de la Lettre-Commande avant l'exécution des travaux.

Le délai d'approbation des plans et les agréments divers est de 15 jours après l'Ordre de Service de commencer les travaux. A cet effet, le Co-contractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ce délai. Les agréments divers relatifs aux échantillons issus des sondages et essais sont réalisés dans le mois qui suit l'Ordre de Service de démarrage du chantier. Ils sont conservés sur site, dans la baraque de chantier.

Dossier de récolement

Le Co-contractant produit les plans de récolement à la réception provisoire des ouvrages. Les plans sont soumis à l'Ingénieur de la Lettre-Commande qui y appose son visa après approbation. Les plans sont élaborés et produits sous le format de fichier informatique.

Reconnaissance des sols

Le dimensionnement des fondations est basé sur l'hypothèse conservatrice d'une portance de sol de 0,5 bars (0.03 MN/m²). Il appartient toutefois au Co-contractant d'effectuer, à ses frais, les sondages et toutes vérifications appuyées par des notes de calcul permettant de confirmer cette hypothèse.

Dans le cas contraire, le Co-contractant doit effectuer les ajustements nécessaires pour adapter l'ouvrage à la réalité géotechnique du site. A cet effet, aucune requête du Co-contractant, arguant la mauvaise reconnaissance des sols ne pourra permettre une révision de la Lettre-Commande.

Le Co-contractant est également tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour canaliser en tant que de besoin, les eaux naturelles qui traverseraient le site des travaux.

Implantation

Avant tous travaux de terrassement, le Co-contractant procède à l'implantation des surfaces à terrasser.

Lors de l'installation du Co-contractant sur le chantier, l'Ingénieur de la Lettre-Commande lui notifie le plan général d'implantation des ouvrages et lui indique l'origine du nivellement ainsi que les repères et les bornes à partir desquelles il doit procéder au piquetage.

Le Co-contractant matérialise l'implantation des ouvrages par des bornes et piquets clairement repérés et rattachés aux bases qui lui ont été fournies. Ces bornes et piquets sont maintenus en place dans la mesure indiquée par l'Ingénieur et soumises au contrôle de ce dernier.

L'alignement des façades est réalisé par des bornes maçonnées judicieusement placées et en nombre suffisant. Les axes principaux sont repérés par des chaises et des piquets. Un repère de nivellement, matérialisé par une borne maçonnée, est rattaché au nivellement général et implanté en un point où il ne risquera pas d'être détérioré en cours de travaux.

Le Co-contractant dispose d'un délai de 3 jours pour présenter ses observations sur la cohérence entre les indications fournies par les plans et les coordonnées des bornes et repères qui lui ont été indiquées.

Après vérifications et corrections contradictoires des bases en cause, relevées sur procès-verbal le cas échéant, le Co-contractant reste seul responsable de l'implantation des ouvrages et de la conservation des repères qu'il doit maintenir ou reconstruire à ses frais s'ils venaient à être détruits au cours des travaux.

Note importante

L'implantation est faite sur la base des plans fournis lors de l'appel d'offres. Les repères sont posés par un géomètre ou un technicien qualifié agréé par l'Ingénieur de la Lettre-Commande à la charge du Co-contractant.

Détournement des réseaux

Dans le cas où les réseaux des concessionnaires des réseaux de fourniture d'eau, d'énergie ou de téléphone qui traversent le projet doivent être déplacés, le Co-contractant en charge des travaux est tenu de prendre tous les contacts nécessaires avec les services concernés afin de procéder aux modifications requises.

TERRASSEMENTS

Les travaux de terrassements décrits dans le présent lot sont les opérations relatives au dégagement et au nettoyage du site, ainsi qu'à l'exécution des fouilles nécessaires à la mise en œuvre des fondations.

Déboisement et débroussaillage

Les travaux de déboisement et de débroussaillage du site incluent l'abattage des arbres, des arbustes et des souches, ainsi que le nettoyage des broussailles et leur destruction ou leur évacuation hors des limites du chantier, ainsi que le remblai des excavations laissées par l'arrachage des souches.

Décapage de terres végétales

Le Co-contractant est tenu de procéder au décapage des terres végétales sur une épaisseur moyenne de 20 centimètres sur toute la surface correspondant à l'emprise des ouvrages. Les travaux de décapage peuvent être réalisés manuellement ou à l'aide d'un engin mécanique.

Les terres de mauvaise tenue et les débris végétaux sont évacués hors des limites du chantier, dans les zones agréées par l'Ingénieur du Marché.

Démolitions

Les travaux de démolition concernent le démantèlement de tous les ouvrages existants sur le site afin de permettre la réalisation des travaux et la mise à la décharge des déchets issus des démolitions. Le Co-contractant doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter tout dommage au voisinage, ainsi qu'aux réseaux aériens ou enterrés de fourniture d'eau, d'énergie ou de communications. En cas de dommages causés à un tiers, le Co-contractant est entièrement responsable des frais qui en découleraient.

Terrassements pour fouilles en rigoles et semelles isolées

Généralités

Les fouilles destinées à accueillir les fondations sont réalisées à la profondeur définie par les plans, et sur un sol cohérent. Les parois des fouilles sont parfaitement dressées à la verticale et sur un fond horizontal. Les parois des fouilles sont débarrassées des terres et des roches de mauvaise tenue.

Les fouilles doivent être maintenues en permanence hors d'eau. Le Co-contractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment en protégeant les fouilles contre le ruissellement et en réalisant des tranchées afin d'évacuer les eaux stagnantes, les eaux d'infiltration et les eaux d'inondations dans la limite des cas de force majeure.

Etalement et Blindage

L'étalement et le blindage des fouilles sont réalisés en fonction de la nature du terrain, du pendage des couches et des déformations liées à l'action des intempéries, aux infiltrations, à la profondeur et aux surcharges susceptibles de s'exercer en crête de fouilles.

Inspection des fonds de fouilles

Aucune fouille ne peut être remblayée ou bétonnée sans l'accord préalable de l'Ingénieur.

Evacuation des déblais

A moins d'être réutilisées pour les remblais et sous réserve de leur qualité, les terres excédentaires sont évacuées hors des limites du chantier.

Remblais

Les matériaux provenant des déblais et utilisés pour les remblais sont purgés de tous détritiques, matières végétales et gravois. Les terres issues de termitières sont considérées inutilisables pour les remblais et doivent être évacuées hors des limites du chantier.

Les côtes théoriques des remblais s'entendent après tassement.

Les contrôles de compactage des remblais sont effectués pour les remblais sous dallage.

Fouilles en puits pour semelles isolées des poteaux

Les fouilles destinées aux semelles isolées de fondation des poteaux peuvent être exécutées manuellement ou à l'aide d'un engin mécanique. Le sol de bonne tenue doit être atteint pour permettre un ancrage normal des fondations. Les travaux comprennent :

L'exécution des fouilles à la profondeur et aux dimensions approuvées par l'Ingénieur de la Lettre-Commande ;

Le dressage des parois et le réglage manuel des fonds de fouilles ;

Le blindage des parois en cas d'instabilité ;

L'épuisement en cas d'infiltration d'eau.

Fouilles en rigoles

Les fouilles en rigoles destinées aux semelles filantes de fondation sont exécutées à l'engin mécanique ou manuellement. Les travaux comprennent :

L'exécution des fouilles à la profondeur et aux dimensions approuvées par l'Ingénieur de la Lettre-Commande ;

Le dressage des parois et le réglage manuel des fonds de fouilles ;

Le blindage des parois en cas d'instabilité ;

L'épuisement en cas d'infiltration d'eau.

BETON ET MAÇONNERIES

Consistance des travaux et description des ouvrages

Il comprend tous les travaux de béton armé, maçonnerie, dallage, chapes et enduits.

Les travaux à exécuter comprennent les opérations suivantes :

Mise en place des coffrages bois ou métalliques raidis et maintenus par étais, contreforts et chevalements ;

Préparation des réservations et mise en place des canalisations, gaines et fourreaux ;

Réalisation du ferrailage et mise en place des armatures métalliques dans les coffrages ;

Préparation et coulage des bétons armés pour semelles des poteaux et toutes structures en fondations ;

Préparation et coulage des bétons armés pour ossature : poteaux, poutres, voiles, linteaux, appuis de baies, chaînages haut et bas des maçonneries, chéneaux, etc.

Préparation, coulage des bétons armés pour dalles et des bétons pour formes de pentes et chapes ;

Montage des maçonneries des murs et cloisons en blocs d'aggloméré de ciment ;

Pose des enduits sur les murs et cloisons.

Réalisation des arases de murs, acrotères, couronnements (corniches, chaperons, becquets, etc.) ;

Nature, provenance et qualité des matériaux

Sable

Les sables pour bétons armés, mortiers, chapes et enduits, proviennent en priorité des carrières ou des cours d'eau des environs. Ils sont exempts d'oxydes, de pyrites, de vases, de matières organiques, végétales ou animales et dépourvus d'éléments plats et d'aiguilles.

Chaque catégorie d'agréats sera stockée séparément. Les aires de stockage seront cloisonnées de telle manière que le risque de mélange des différents types de granulométries ne puisse exister.

Le Co-contractant constituera une réserve d'agréats suffisante pour assurer l'exécution des travaux à un rythme normal, sans interruption. Le transport des agréats se fera avec le plus grand soin.

Granulats pour bétons et mortiers

Les granulats pour bétons proviendront en priorité des carrières, ballastières ou des cours d'eau des environs. Ils devront provenir de roches stables et inaltérables à l'air et à l'eau.

Le Co-contractant fournit tous les agréments nécessaires et les preuves, qui peuvent être requis pour prouver que la qualité des matériaux destinés à la mise en œuvre est conforme aux exigences techniques du projet d'exécution.

Liant hydraulique

Le ciment entrant dans la composition des mortiers et bétons ordinaires et armés, est de type Ciment Portland Composé (CPJ 35 pour le béton armé, les dalles et les chapes ; CPJ 35 pour les parpaings, béton de propreté et enduits). Il devra satisfaire à la norme NFP 15-302 d'octobre 1964 et en tout état de cause aux dernières normes en vigueur connues au moment d'exécution des travaux.

Le ciment devra être approvisionné en sacs entiers sous la protection de bâches imperméables. Le volume de ciment stocké devra être suffisant pour assurer l'exécution des travaux à un rythme normal, sans interruption. Le ciment stocké qui présente des traces d'humidité ou de prise sera mis au rebut et évacué du chantier aux frais du Co-contractant.

Eau de Gâchage

L'eau nécessaire à la confection des bétons et mortiers doit être propre et exempte d'impuretés (voir la norme NF P18 -303). Elle ne doit pas contenir :

de matière en suspension au-delà de 2 gr par litre ;

de sels dissous non nocifs au-delà de 15 gr par litre ;

de sels nocifs.

Aciers pour armatures (références : NF A 35-015 et 35-016)

Les aciers pour armatures sont :

des fers à béton ronds laminés du type Fe235 de limite élastique égale à 235 Newton/mm²

soit des barres laminées à haute adhérence du type Fe500 de limite élastique au moins égale à 500 newtons par mm².

Les aciers pour armatures devront être exempts de failles, criques, fontes, fissures, soufflures et manque de matières. Les tranches sciées ou cisailées devront être nettes et sans défaut. D'une manière générale, les armatures ne devront pas présenter des défauts préjudiciables à leur emploi.

Blocs en aggloméré de ciment (parpaings)

Les maçonneries verticales seront réalisées en blocs de béton moulés et non armés (parpaings) répondant aux dimensions suivantes :

Fondations : 20 x 20 x 40

Murs porteurs : 15 x 20 x 40

Les parpaings seront mis en place creux ou bourrés de gros mortier, suivant indications du projet d'exécution.

Coffrage du béton armé

Les coffrages sont contreventés avec des accessoires adaptés pour être parfaitement rigides. Ils doivent supporter sans se déformer, le poids et la poussée du béton, les effets des vibrations et le poids des hommes employés au travail. Les assemblages sont jointifs et étanches pour éviter les pertes d'eau et de laitance pendant la mise en place du béton. L'utilisation des huiles de décoffrage est recommandée pour imperméabiliser le bois, éviter que le béton adhère aux banches et améliorer l'aspect de surface.

Les surfaces en contact avec le béton sont lisses et débarrassées de tous défauts de surface et autres déchets préjudiciables à la qualité de l'ouvrage. Les coffrages en bois sont réalisés dans des essences dépourvues de tanin. Le bois doit être suffisamment sec et stabilisé. Les planches sont suffisamment épaisses pour éviter le gauchissement. En cas d'utilisation de coffrages métalliques, ils sont débarrassés avant utilisation de toutes traces d'oxydation.

Les coffrages appropriés sont fabriqués et aménagés pour la réalisation des formes en béton armé, les percements et trémies réalisés dans les ouvrages. Les éléments de coffrages sont soigneusement retirés avant l'exécution des scellements ou de tous autres travaux.

Ferrailage et pose des armatures

Les armatures seront façonnées et mises en œuvre selon les plans de ferrailage soumis par le Co-contractant et approuvés par l'Ingénieur de la Lettre-Commande.

Lors de leur mise en œuvre, les aciers pour armatures seront parfaitement propres, sans rouille, peinture, graisse, ciment ou terre. Les barres seront coupées à bonne longueur à la cisaille et le cintrage sera réalisé soit manuellement, soit mécaniquement à froid. Le cintrage à chaud n'est pas autorisé. Les crochets seront retournés à 45°.

L'assemblage des barres se fait par ligaturage, afin d'assurer la continuité des armatures par un recouvrement mesuré hors crochet. La mise en place des armatures est particulièrement soignée, de manière à ce qu'elles ne s'écartent pas de la position définie, au moment de la mise en œuvre du béton.

Les armatures doivent être parfaitement enrobées par le béton. Elles ne doivent pas être apparentes après décoffrage. L'écartement des faces intérieures du coffrage est au minimum de 5 cm pour les ouvrages enterrés et hors sol, exposés aux intempéries et de 2,5 cm pour les ouvrages hors sol non exposés aux intempéries.

Passage des canalisations, gaines et fourreaux

Les gaines sont mises en place avant l'exécution des dallages de sol, des chapes et des enduits. La traversée des murs et cloisons est réalisée à l'aide de fourreaux de diamètres appropriés et obturés aux extrémités avec un produit plastique de calfeutrage, assurant l'étanchéité entre les locaux.

Exécution des ouvrages en béton armé

Dosage des bétons de propreté

Les bétons de propreté seront dosés à 150 Kg de ciment par mètre cube de béton. La composition, est précisée par les études préalables réalisées par le Co-contractant qui doit soumettre les essais et les éprouvettes à l'approbation de l'Ingénieur de la Lettre-Commande. La composition donnée à titre indicatif est la suivante :

Ciment : 150 Kg/m³

Sable : 400 litres/m³

Gravier : 800 litres/m³

Eau : 175 litres/m³

Le béton de propreté sera exécuté sous les semelles et longrines de fondation et sur une épaisseur moyenne de 5 centimètres, avec un débordement de 5 centimètres de part et d'autre des fondations.

Les câbles électriques de mise à la terre seront posés avant le coulage du béton de propreté.

Dosage des bétons d'infrastructure et de superstructure

Les ouvrages en béton armé destinés à la réalisation des fondations, à l'ossature et aux planchers sont mis en œuvre en tenant compte des charges permanentes et surcharges admissibles en conformité avec les règles BAEL 91 rév. 99.

Les bétons structuraux sont dosés à 350 kg de ciment Portland composé de type CPJ 35, par mètre cube de béton. La composition, est précisée par les études préalables réalisées par le Co-contractant qui doit soumettre les essais et éprouvettes à l'approbation de l'Ingénieur de la Lettre-Commande. Dans son étude, le Co-contractant tient compte du fait que les bétons doivent être vibrés. La composition donnée à titre indicatif est la suivante :

Ciment : 350 Kg/m³

Sable : 400 litres/m³

Gravier : 800 litres/m³

Eau : 175 litres/m³

Les bétons sont transportés à pied d'œuvre par des procédés permettant d'éviter la ségrégation des différentes composantes et de favoriser un début de prise ou une dessiccation prématurée.

Le Co-contractant veillera à ne pas laisser le béton tomber librement d'une hauteur de plus de 1,50 m, sauf cas particulier où il sera requis l'agrément de l'Ingénieur.

Elle doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne pas déplacer ni déformer les armatures et pièces métalliques enrobées ou scellées dans le béton. Les écartements des armatures sont réalisés à l'aide de cales en béton, de cadres ou de barres de montage.

TABLEAU RECAPITULATIF DES DIFFERENTES FORMULATIONS ET RENDEMENTS

Désignation	Dosage	Utilisation
Béton ordinaire dosé à 150 kg/m ³	Ciment = 150 kg (3 sacs) ; Gravier 5/25= 800 litres (13 brouettes) Sable gros grains = 400 litres (6,5 brouettes) ; Eau = 175 l/m ³	Béton de propreté
Béton dosé à 300 kg/m ³	Ciment = 300 kg (6 sacs) ; Gravier 5/25= 800 litres (13 brouettes) Sable gros grains = 400 litres (6,5 brouettes) ; Eau = 175 l/m ³	-dallage sol, parpaings, appuis de fenêtres
Béton armé dosé à 350 kg/m ³	Ciment = 350 kg (7 sacs) ; Gravier = 800 litres (13 brouettes) Sable = 400 litres (6,5 brouettes) ; Eau = 175 l/m ³	Tous les éléments de structure porteurs
Mortier dosé à 400 kg/m ³	Ciment = 400 kg (8 sacs) ; Sable = 1 190 litres (20 brouettes) ; Eau = 175 litres/m ³	Chape, Enduits
Agglos creux de 15x20x40	13 Agglos /M2 ; Mortier de pose dosé à 300 kg/m ³ : 10 m ² /sac de ciment ; Sable 180 litres/sac de ciment ; Eau : 30 litres /sac de ciment Béton de bourrage dosé à 150 kg/m ³ Ciment : 8,86 kg/m ² ; Sable : 24,8 litres /m ² ; Gravier : 50,8 litres /m ² ; Eau : 10, 34 litres /m ²	Elévation

Agglos bourrés de 20x20x40	13 Agglos /M2 ; Mortier de pose dosé à 300 kg/m3 : 8 m2/sac de ciment ; Sable 180 litres/sac de ciment ; Eau : 30 litres /sac de ciment Béton de bourrage dosé à 150 kg/m3 Ciment : 8,86 kg/m2 ; Sable : 24,8 litres /m2 ; Gravier : 50,8 litres /m2 ; Eau : 10, 34 litres /m2	Sous-bassement
Aciers	Fondations : Semelles, amorces poteaux et longrines : 30 kg/m3 de béton ; Elévation : Poteaux, poutres, appuis fenêtres, linteaux et chaînage haut : 65 kg/m3 de béton ; Caniveaux : 25 Kg/m3 de béton.	Les ouvrages en béton armé
Peinture	PANTEX 800 pour murs intérieurs : 0,5 KG/M2 PANTEX 1300 pour murs extérieurs : 0,5 kg/m2 ; Peinture à huile type E-mail : 0,3 Kg/M2.	

Cure des bétons

La cure des bétons est assurée par tout moyen permettant d'éviter une évaporation prématurée de l'eau contenue dans le béton notamment au début de la prise, ce qui a pour effet de réduire la résistance du béton. A cet effet, l'utilisation de tous moyens permettant d'éviter une évaporation rapide est préconisée (protection par film polyanne, etc.) L'arrosage intermittent des surfaces exposées au soleil est interdit.

L'utilisation de produits de cure est soumise à l'agrément de l'Ingénieur de la Lettre-Commande.

Décoffrage

Le décoffrage est effectué en évitant les chocs et par des efforts purement statiques. Les banches périphériques peuvent être retirées dans un premier temps afin de permettre le dégagement des joints de dilatation. Le décoffrage des éléments bas intervient le plus tard possible dans le but d'éviter les désordres structuraux : notamment lorsque le niveau de durcissement du béton permet de supporter les contraintes d'utilisation normale dans des conditions de sécurité acceptables.

Traitement des bétons après décoffrage

Dans le cas où les bétons qui doivent rester brut de décoffrage sont tachés, ils peuvent être soumis à un traitement avec les produits suivants :

Taches d'huile : solution de savon - poudre abrasive en poids de chlorure d'ammonium

Tache de graisse : Solution de savon ou phosphate trisomique

Tache de peinture : Bichlorure de méthylène

Tache d'encre : solution d'hydro chlorure de sodium.

Remarque : Il est strictement interdit de faire des saignées dans les ouvrages en béton armé sans l'accord de l'Ingénieur de la Lettre-Commande.

Mise en œuvre des dallages

Isolation anticapillaire

Les dallages reposent sur un film polyéthylène de 0,2 mm d'épaisseur avec un large recouvrement (environ 25 cm) qui constitue une protection pour l'étanchéité. Il est prévu une couche de sable de 5 cm entre le film et le remblai compacté.

Hérisson et béton pour dallage

Les dallages en béton et coulés sur une épaisseur de 10 cm d'épaisseur sur un hérisson de gravier latéritique ou de tout-venant de concassage parfaitement compacté de 20 cm d'épaisseur. Les dallages ne sont exécutés qu'après la pose des canalisations enterrées.

Mise en œuvre des maçonneries

Tous les murs et cloisons sont montés en blocs creux d'aggloméré de ciment (parpaings) suivant les indications contenues dans les plans.

Les maçonneries sont montées en lits horizontaux à joints croisés : Les blocs sont empilés les uns sur les autres par rangs successifs jointés entre eux avec une couche de ciment de 1,5 cm d'épaisseur dosé à 300 Kg de ciment par mètre cube de sable. Les murs sont montés de manière uniforme, d'équerre avec une surface plane. Ils sont rejointoyés avant l'exécution des enduits.

Mise en œuvre des enduits

Tous les ouvrages (murs, cloisons, plafonds) en maçonnerie de blocs creux d'aggloméré de ciment, en hourdis ou en dalles pleines reçoivent un enduit au mortier de ciment dosé à 350 Kg de ciment par mètre cube de sable, sauf indications contraires du cahier des prescriptions spéciales ou des plans. L'épaisseur minimum des enduits est de 1,5 cm pour toutes les surfaces. Les surfaces maçonnées qui doivent recevoir les enduits, sont préalablement réceptionnées par l'Ingénieur de la Lettre-Commande ; elles sont saines, débarrassées des bavures de mortier et dépoussiérées.

Les enduits sont exécutés en trois couches : la projection à la truelle d'un gobetis de mortier de ciment chargé en sable gros, permettant l'accrochage de l'enduit ; la pose à la taloche du corps d'enduit par couches d'un centimètre d'épaisseur maximum, dressées à la règle pour enlever les surplus de mortier de ciment ; enfin, la pose de la couche de finition au mortier de sable fin, lissée à la truelle puis à l'éponge.

La couche de finition est réalisée autant que possible, après la pose des boîtes électriques et des menuiseries.

TRAVAUX DE TOITURE

Caractéristiques des essences de bois

Les essences sélectionnées sont des bois du pays choisis dans les essences suivantes : Azobé, Bilinga, Doussié, Moabi, Padouk ou similaire pour les éléments de ferme. Acajou, Iroko, Movingui, Sapelli pour les pannes. Les éléments de charpente en bois blanc ne sont autorisés que sur spécifications du Devis Technique Particulier (type Ayous ou Frake)

Les caractéristiques techniques, physiques et chimiques sont les suivantes :

Elles sont conformes aux normes NF B51.001 et NF B51.002.

Les bois doivent être utilisés à l'état de bois "sec à l'air", soit un degré d'humidité de 15 à 17%.

Tout le bois à utiliser pour l'exécution des charpentes doit être de très bonne qualité : droits de fil, sans gerçures ni aubier, parfaitement dressé, sans trace de sciage ni flash. Il doit être exempt de toute trace de pourriture, d'échauffement ou de nœuds vicieux. Les nœuds non vicieux pourront être tolérés en nombre limité (un par mètre maximum).

Matériaux de couverture

La charpente est revêtue de tôles bac aluminium de 6ml et d'épaisseur 5/10ème.

Accessoires métalliques d'assemblage des pièces de charpente et de couverture

Les boulons employés pour l'assemblage des éléments de charpente bois sont en acier inoxydable ou en inox avec tête fraisée bombée ou plate et collet carré et un corps cylindrique dans la partie non taraudée. Ils sont associés à des écrous

Le diamètre des boulons est limité au 1/6ème de la largeur de la pièce de bois. Le filetage est égal au tiers de la longueur du boulon. Les boulons et les écrous comportent un filetage et un taraudage net et uniforme. Les têtes de boulons sont refoulées dans la masse et non rapportées.

Les vis utilisées sont des vis à bois en acier inoxydable.

Les pointes utilisées sont des pointes à bois en acier inoxydable.

Les plaques métalliques d'assemblage sont réalisées en acier inoxydable.

Approbation des matériaux

Le Co-contractant soumet tous les matériaux destinés à la réalisation des ouvrages à l'approbation de l'Ingénieur, notamment les bois de charpente, la quincaillerie et les pièces d'assemblage métallique. Elle justifie et garantit :

le type d'essences, la provenance et la qualité du bois ;

le type de métal, l'origine et la qualité des boulons, vis, clous et pièces d'assemblage ;

la composition chimique, la provenance et la marque des produits utilisés pour le traitement du bois.

CHARPENTES

Generalités

Les charpentes à réaliser au titre de la Lettre-Commande sont par clouage pour les éléments de fermes. Les travaux sont exécutés de façon à ce que les ouvrages présentent toutes les qualités de stabilité et de durabilité. Les bois sont traités contre les insectes prédateurs du bois et les champignons.

Epure de la charpente

Pour la mise en œuvre de la charpente, le Co-contractant respecte le projet d'exécution approuvé par l'Ingénieur et qui comporte une épure. L'épure précise l'équarrissage des différentes pièces de bois, les emplacements des ferrures et de tous les points de percement dans le bois correspondants au boulonnage, au vissage ou au clouage, ainsi que tous les détails d'assemblage. Les éléments de charpente pré-assemblés sur l'épure, sont soumis à l'approbation de l'Ingénieur avant leur mise en place définitive.

Protection des bois

Toutes les pièces de bois qui composent la charpente sont protégées par imprégnation de produits liquides anti xylophages, insecticides et fongicides. L'application est réalisée par un trempage à froid de 30 secondes à 3 minutes. La consommation de produit est au minimum de 250 g/m² de surface traitée ou 15 Kg/m³ de charpente.

Les bois sont traités avant assemblage. Les parties qui ont fait l'objet de nouvelles coupes qui laissent le bois apparent sont retraitées par badigeonnage.

Execution de la charpente

Montage des fermes de charpente

Les fermes de charpentes sont réalisées avec des sections de bastaings 3x15. Les arbalétriers et les entrails sont triangulés avec des montants et diagonales comprimés. Les fermes sont contreventées entre elles longitudinalement pour résister à la traction et à la compression.

Les fermes sont solidement ancrées dans le chaînage haut des murs périphériques par les fers en attente. Les assemblages sont soignés et conçus pour supporter les efforts de traction et de compression, les efforts tranchants et les moments de flexion transmis par le poids propre des matériaux et les charges de vents.

Montage des pannes

Les pannes sont réalisées avec des sections de chevrons 8x8. Elles sont fixées sur les échantignolles formées par les montants des fermes qui contreventent arbalétriers et entrails. Les assemblages sont soignés et les joints d'assemblage des pannes sont placés au droit des appuis sur les arbalétriers ou les murs de refends.

Boulonnage et clouage

Les trous dans le bois sont percés exactement au diamètre des boulons, afin d'éviter tout jeu dans les assemblages. Les boulons sont fortement serrés au moyen d'écrou de serrage. Des rondelles sont placées sous les têtes de boulons et sous les écrous, afin de répartir les efforts de serrage.

Les assemblages par clous sont conformes aux règles spécifiées à l'article 16 de la NF P 21202. Les trous sont prés percés à la chignole ou à la perceuse pour éviter l'éclatement du bois et améliorer la résistance aux contraintes. La longueur des clous est suffisante pour garantir un assemblage solide et durable des pièces fixées. Les pointes de clous sont rabattues à la normale des fibres et vers le centre de la pièce de bois.

COUVERTURE

Généralités

La couverture protège l'ensemble de l'ouvrage contre les intempéries, de façon étanche et durable.

Montage des tôles

La couverture est constituée de tôles bacs, en aluminium d'épaisseur 5/10ème anodisé assemblées au sommet d'onde par crochets galvanisés ou tirefonds auto perceurs en inox pour plaques et tôles. Le recouvrement des tôles doit être suffisant pour empêcher les défauts d'étanchéité.

L'étanchéité au niveau des têtes de tirefond est assurée par une plaquette incurvée lisse en aluminium ou en acier galvanisé posée sur une rondelle en feutre bitumé ou en néoprène.

Le faîtage est protégé par des tôles faîtières dont la liaison avec les tôles doit être particulièrement soignée, notamment au niveau du crantage afin de permettre un encastrement correcte des sommets d'onde, afin d'éviter les défauts d'étanchéité et d'esthétique.

ELECTRICITE

DEFINITION DES TRAVAUX D'ELECTRICITE

Généralités

Les travaux du présent lot se rapportent à l'électricité et comprennent l'installation selon les normes :

de l'installation de l'ensemble des conduits encastrés destinés à protéger les canalisations électriques, ainsi que les boîtes de dérivation et tous les accessoires nécessaires de pose et de fixation ;

de l'ensemble des circuits électriques du bâtiment, nécessaires pour l'alimentation en énergie des appareils d'éclairage, les prises électriques

d'un tableau électrique de distribution établi au départ de l'installation et après le disjoncteur général de branchement et qui contient :

le raccordement des conducteurs de phase et de neutre arrivant du disjoncteur de branchement et la répartition des conducteurs partant vers les différents circuits ;

les dispositifs de protection des circuits et des personnes constitués de coupe-circuits à cartouches ou de disjoncteurs divisionnaires protégeant chaque conducteur de phase ;

un interrupteur ou un disjoncteur permettant de sectionner le conducteur neutre de chaque circuit ;

un interrupteur différentiel à haute sensibilité (30 mA) pour la protection des personnes ;

un répartiteur de terre pour le raccordement des conducteurs de protection ;

de la mise à la terre du bâtiment et des liaisons équipotentielles ;

des interrupteurs et prises de courant ;

des appareils d'éclairage ;

Sont également compris dans le présent lot, les travaux afférents à d'autres corps d'état et nécessaires à la mise en œuvre des installations électriques telles que définies dans le projet d'exécution, à savoir :

les tranchées, saignées, trous, percements et réservations effectués en phase de gros œuvre sous la conduite de l'Ingénieur ;

les scellements et rebouchage des tranchées, saignées, trous, percements et réservations, ainsi que les raccords divers résultant de la fixation des appareils ;

la peinture des armoires et appareillages relatifs aux installations électriques.

Les schémas sont donnés à titre indicatif et ne diminuent en rien la responsabilité du Co-contractant dans l'établissement du projet d'exécution. Toute modification ou amélioration proposée par le Co-contractant est soumise à l'approbation préalable de l'Ingénieur. De plus, le Co-contractant est responsable des dégradations sur les ouvrages déjà achevés qui résultent des travaux dont il a la charge. D'une façon générale, le Co-contractant ne peut invoquer une omission, ni aucune interprétation des documents pour refuser de fournir ou de monter un dispositif permettant de garantir le bon fonctionnement et d'assurer la sécurité de son installation.

Documents techniques de référence

Les installations sont réalisées conformément aux normes suivantes :

prescriptions de l'Union Technique Electrique (UTE) ;

Réalisation des travaux d'installation électrique NF C 15-100 et additifs Installations électriques à basse tension.

NF C 14-100 en ce qui concerne les installations de branchement.

NF C 18-513, C 18-514, C 18-520 et leurs additifs pour ce qui concerne les mesures de protection et de prévention.

NF C 12-060, C 12-100, C 12-200 C 12-210 et leurs additifs pour ce qui concerne les installations réglementées.

Plans d'électricité

Le Co-contractant fournit dans le projet d'exécution :

Un schéma complet du circuit électrique de distribution comportant :

le tracé unifilaire des circuits de distribution, indiquant la puissance et l'intensité supportée par chacun des circuits ;

le tracé multifilaire des circuits de commande ;

les appareils de protection installés, leur nature et leur calibre et leur pouvoir de coupure ;

les plans de borniers ;

les appareils électriques ou d'éclairage installés et la puissance de court-circuit à chaque niveau de la distribution.

les plans indiquant :

l'implantation des canalisations électriques, les emplacements des boîtes de jonction, des tableaux de distribution électrique, des appareils d'éclairage, des prises de courant, des interrupteurs et des autres appareils électriques ;

le parcours des canalisations avec les caractéristiques, le nombre, la longueur et la section des conducteurs ;

les détails de mise en œuvre cotés suivant la réalisation.

les documents suivants :

les caractéristiques des appareils de protection (calibre, etc.)

Les notices complètes des appareils électriques installés.

Toute modification des plans initiaux fait l'objet d'un report sur les plans de récolement :

de l'ensemble des circuits électriques du bâtiment, nécessaires pour l'alimentation en énergie des appareils d'éclairage, les prises électriques

d'un tableau électrique de distribution établi au départ de l'installation et après le disjoncteur général de branchement et qui contient :

le raccordement des conducteurs de phase et de neutre arrivant du disjoncteur de branchement et la répartition des conducteurs partant vers les différents circuits ;

les dispositifs de protection des circuits et des personnes constitués de coupe-circuits à cartouches ou de disjoncteurs divisionnaires protégeant chaque conducteur de phase ;

un interrupteur ou un disjoncteur permettant de sectionner le conducteur neutre de chaque circuit ;

un interrupteur différentiel à haute sensibilité (30 mA) pour la protection des personnes ;

un répartiteur de terre pour le raccordement des conducteurs de protection ;

de la mise à la terre du bâtiment et des liaisons équipotentielles ;

des interrupteurs et prises de courant ;

des appareils d'éclairage ;

BASES DE CALCUL

Le Co-contractant est tenu d'effectuer les calculs nécessaires à la réalisation du projet compte tenu des prescriptions suivantes et en accord avec l'Ingénieur de la Lettre-Commande.

Caractéristiques du réseau de distribution d'électricité

Alimentation en énergie électrique basse tension 380/220 Volts à 50 Hz

Schéma des liaisons de terre TT

Section des câbles de courant

La section des câbles conducteurs phase ne peut être inférieure :

à 2,5 mm² pour l'alimentation des prises de courant (courant assigné maximal de 20 A avec cartouches à fusibles et 25 Ampères avec disjoncteur divisionnaire) ;

à 1,5 mm² pour l'éclairage (courant assigné maximal de 10 A avec cartouches à fusibles et 16 Ampères avec disjoncteur divisionnaire) ;

La section des câbles conducteurs neutres peut être réduite dans la mesure où l'on peut calibrer l'appareil de protection omnipolaire à l'intensité maximale admissible par ce conducteur ;

La section des conducteurs de terre est déterminée conformément aux chapitres 4 et 5 de la norme UTEC 15.100 ;

La section des câbles conducteurs est déterminée en fonction des intensités admissibles :

de chutes de tension ;

des appareils de protection en amont.

Notamment, il faut tenir compte des tableaux 52 C à 52 H pour les intensités admissibles compatibles avec l'échauffement et des tableaux 53 A et 53 B de la norme NFC 15100. Les courants admissibles dans les canalisations sont déterminés selon les indications des tableaux 52 et 53 de la norme NFC 15 100, les sections des câbles sont choisies parmi celles définies par les normes françaises en vigueur.

Puissance d'installation

Afin de déterminer les caractéristiques des alimentations nécessaires, la puissance de l'installation en régime permanent est estimée à partir des puissances nominales des appareils.

APPAREILS ET MATERIELS ELECTRIQUES

Les appareils et matériels électriques sont choisis dans des séries normalisées et soumis à l'approbation de l'Ingénieur de la Lettre-Commande. Le Co-contractant propose des ensembles homogènes.

Le Co-contractant propose des ensembles homogènes. Il garantit les conditions de bon fonctionnement du matériel fourni et installé, compte tenu de l'environnement géographique du projet. Le pouvoir de coupure des appareils de protection doit être compatible avec le courant de court-circuit admissible en régime de crête.

Le Co-contractant présente pour chaque appareil une documentation complète comprenant la description, les caractéristiques techniques, et les procès-verbaux d'essais en usine, soumis à l'approbation de l'Ingénieur. Le petit appareillage et les luminaires doivent posséder un indice de protection minimal I.P. conforme à celui exigé par la NF C 15 100 suivant la destination des locaux.

Toute modification pendant les travaux est soumise à l'approbation de l'Ingénieur.

Mise en œuvre

Le matériel et les appareils électriques sont mis en œuvre conformément aux règles de l'art, définies en 7.2 (DOCUMENTS TECHNIQUES DE BASE). Tous les tableaux, circuits et appareils font l'objet d'un repérage et d'un étiquetage soigneux.

Protection du matériel

Le matériel doit être protégé contre les intempéries et les incidents inhérents au chantier jusqu'à la réception provisoire. Une attention particulière est accordée aux appareils sensibles aux chocs et à l'humidité (appareillage électronique de contrôle, etc.)

Essais de réception

A la réception des travaux, il est procédé à une inspection des appareils et canalisations électriques. Tout ouvrage défectueux ou dont la fixation est jugée insuffisante fera l'objet des réserves adéquates. Les essais et contrôles sont réalisés par le Maître d'œuvre après l'achèvement des travaux et des réglages de l'installation par le co-contractant.

Les essais sont réalisés conformément aux Normes et portent sur :

le bon fonctionnement général des circuits et des appareils de protection ;

la conformité de l'isolation électrique et de la mise à la terre ;

la conformité du schéma électrique contenu dans le projet d'exécution.

Garantie sur le matériel et les appareils électriques

Le matériel fourni doit apporter toutes les garanties de sécurité nécessaires pour un fonctionnement continu 24 heures sur 24. Le matériel livré est garanti pendant au moins un an à dater de la mise en service. Cette garantie porte sur tous les défauts visibles ou cachés, des matériels employés, contre tous vices de conception, de construction ou d'installation.

MENUISERIE METALLIQUE

GENERALITES SUR LA MENUISERIE METALLIQUE

Les travaux du présent lot concernent la réalisation des menuiseries métalliques : ferronnerie, aluminium, zinc, acier, inox, fonte et quincaillerie. Il s'agit de :

la fourniture et l'installation des portes, huisseries métallique, des châssis et battants ;

la fourniture et l'installation des serrures, targettes et autres pièces de quincaillerie et de serrurerie destinées à équiper les battants des portes.

Le co-contractant s'assure que les positions de tous les scellements et encrages projetés, relatifs aux pièces de serrurerie et de quincaillerie, figurent dans le projet d'exécution.

Le co-contractant requiert l'accord préalable de l'Ingénieur avant d'engager la réalisation des ouvrages de menuiserie métallique.

Prescriptions techniques

Le co-contractant doit se conformer aux prescriptions techniques relatives à la qualité des matériaux et aux conditions de mise en œuvre, définies au dans les DTU 36-37-39, établis par le Centre Scientifique du Bâtiment (C.S.T.B.), 4 Avenue du Recteur Poincaré, Paris 16ème (FRANCE). En général, toutes les menuiseries métalliques doivent répondre aux normes NP 24201 et 24302.

Les différentes pièces métalliques, profilés, serrurerie et quincaillerie sont choisies en fonction des efforts à fournir et des conditions d'encastrement. Ils doivent apporter toutes les garanties de résistance aux efforts normaux conformes à l'usage auxquels ils sont destinés :

La surface des éléments de quincaillerie doit être lisse et dépourvues de toutes irrégularités.

Les soudures ne doivent présenter aucune discontinuité.

MISE EN ŒUVRE DES OUVRAGES DE MENUISERIE METALLIQUE

Détails d'exécution

Les assemblages soudés, visés ou rivetés sont exécutés de manière à résister sans déformation permanente ni amorce de rupture aux efforts normaux auxquels il sont soumis.

Les fers seront dressés et coupés régulièrement sans garrots ni cassures. Les assemblages d'angles doivent être soigneusement réalisés et ajustés. Ils ne doivent comporter aucune trace de soudure en saillie.

Les pattes de scellement sont réalisées à queue de carpe avec une longueur de 10 cm au minimum. Elles doivent être suffisamment longues pour assurer une fixation solide et durable de l'ouvrage. Toutes les vis employées sont posées à fleur de la pièce fixée.

Protection des ouvrages

La protection des ouvrages métalliques oxydables est réalisée dans les conditions suivantes : Les pièces sont dégraissées et passées à la brosse métallique ou sablées en atelier, afin de faire disparaître toutes traces d'oxydation. Elles reçoivent une couche de peinture de protection primaire aux oxydes de zinc, avant de recevoir deux couches de peinture époxy.

Les soudures doivent être protégées contre l'oxydation après réalisation. Il est recommandé l'utilisation de pièces de serrurerie ou de menuiserie métallique galvanisées par zingage en atelier (série GPZ).

QUINCAILLERIE

Toutes les serrures intérieures et extérieures doivent être garanties pour une période de un (01) an.

Boulons de verrous

Les boulons des verrous sont fabriqués de manière à être dégagés dans tous les cas, même si les rondelles sont rivetées.

Vis

Toutes les pièces métalliques sont fixées par vis et boulons en métal inoxydable.

Les têtes des vis de fixation de serrures, profilées, pièces de quincaillerie, châssis et ouvrants des portes, ainsi que des butées et pattes de fixation sont de forme plate ; elles doivent être arrêtées à fleur de la face plate des ouvrages.

Clés

Les clés sont fournies en trois exemplaires et étiquetées. Elles sont préservées pendant les travaux et placées dans les canons de serrures correspondants au moment de la réception provisoire des ouvrages. Une notice des clés correspondant à l'organigramme des locaux est fournie au Maître d'Ouvrage en quatre exemplaires.

Echantillons pour approbation

Un échantillon de chaque model de pièce est soumis à l'approbation de l'Ingénieur avant mise en œuvre. Les échantillons sont conservés sur site, dans la cabane de chantier, jusqu'à la réception provisoire des ouvrages. Le matériel fourni doit correspondre aux échantillons approuvés, faute de quoi, il est susceptible d'être rejeté.

MENUISERIE BOIS

CARACTERISTIQUES DES BOIS DE MENUISERIE

Domaines d'application et références

Le co-contractant s'engage à respecter, les prescriptions techniques sur la qualité et la mise en œuvre des matériaux définis dans le cahier des charges des menuiseries bois, Document Technique Unifié (DTU) n° 36.1

Objet de la fourniture

Les travaux concernent la fourniture et la pose soignée des menuiseries bois en extérieur et en intérieur, dans les essences de bois adaptées pour l'ensemble de tous les ouvrages conformément aux prescriptions du cahier des charges.

Coordination avec les autres lots

Les travaux de menuiserie bois doivent être réalisés en parfaite coordination avec les travaux définis dans les autres lots.

Caractéristiques physiques

Les caractéristiques techniques, physiques et chimiques du bois fournis et mis en œuvre doivent être conformes aux normes NF B51.001 et NF B51.002. Les bois sont utilisés à l'état de bois "sec à l'air" avec un degré d'humidité de 15 à 17%.

Tout le bois utilisé doit être de bonne qualité : droits de fil, sans gerçures ni aubier, parfaitement dressé, sans trace de sciage ni flash. Il est exempt de toutes traces de pourriture, d'échauffement ou de nœuds vicieux. Les nœuds non vicieux sont tolérés en nombre limité, soit un par mètre linéaire au maximum.

Essences de bois d'oeuvre

Les bois utilisés pour les menuiseries sont des bois de pays, originaires du Cameroun et choisis parmi les essences suivantes :

Menuiseries extérieures en Bois rouges : Acajou, Afromosia, Bete, Doussié, Iroko, Moabi, Movingui, Sapelli.

Menuiseries intérieures en Bois rouges : Acajou, Afromosia, Bete, Bilinga, Doussié, Iroko, Moabi, Movingui, Okoumé, Padouk, Sapelli, Sipo.

Menuiseries intérieures en Bois blancs : Ayous ou Frake

MISE EN ŒUVRE DES MENUISERIES EN BOIS

Les ouvrages sont réalisés de manière soigneuse avec des pièces de bois d'un seul tenant sciées en respectant le fil du bois. Les parements bruts et leurs rives sont droits et sans épaufrures. Les pièces aboutées et celles qui présentent des défauts dissimulés par masticage ne sont pas admises.

Le co-contractant soumet les échantillons de toutes les essences de bois utilisées pour les travaux de menuiserie extérieurs et intérieurs à l'approbation de l'Ingénieur. Les pièces en bois gauchies ou qui présentent des défauts ne sont pas admises.

Toutes les dimensions sont prises sur les plans et vérifiées sur le site.

Préparation du bois

Les travaux de menuiserie débutent avec la préparation du bois de construction. Les ouvrages en bois sont réalisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux et sont préfabriqués en atelier.

Le co-contractant établit un prototype pour chaque élément de menuiserie qui est soumis à l'approbation de l'Ingénieur.

Conservation du bois

Toutes les pièces de bois destinées à la réalisation des menuiseries intérieures et extérieures (cadres de portes et placards) sont protégées par imprégnation de produits liquides anti xylophages, insecticides et fongicides. Tous les bois de structure reçoivent une couche de protection, conformément à la norme B.S. 1282.

Tous les bois sont traités après découpage et avant assemblage. Lorsqu'un élément en bois est découpé après traitement, les faces coupées sont immédiatement enduites d'une couche de protection.

L'application est réalisée par un trempage à froid de 30 secondes à 3 minutes. La consommation de produit est au minimum de 250 g/m² de surface traitée ou 15 Kg/m³ de charpente.

En attendant leur mise en place, les ouvrages de menuiserie sont entreposés à l'abri de l'humidité et dans des conditions telles que leur qualité ne risque pas d'en être affectée. Les pièces de bois sont protégées contre les intempéries et calées jusqu'à la fixation.

Assemblages

Les assemblages sont préparés en atelier et assemblés par emboîtement, clouage, vissage, collage, etc. Les joints des assemblages collés doivent être arrondis s'ils ne sont pas façonnés. Les pièces usinées et toutes les parties visibles, font l'objet d'une finition à la main : rabotage et ponçage soigné. Les pièces d'assemblage (languettes, etc.) sont réalisées en bois dur.

Les coupes d'onglets sont franches et dressées en vue de réaliser des joints avec des raccords parfaits. Les têtes de clous et les chevilles sont chassées à une profondeur de 1,5 mm environ, ainsi que les pièces de quincaillerie destinées à être masquées par un enduit et peint. Les assemblages à tenons et mortaises sont parfaitement ajustés et maintenus à l'aide de chevilles de bois ou de métal d'un modèle agréé.

Toutes les entailles destinées à recevoir des pièces de quincaillerie sont recouvertes d'une peinture de protection anticorrosion, antirouille avant pose. Les parties mobiles de menuiseries doivent fonctionner sans difficulté et se joindre entre elles ou avec les parties fixes avec un jeu calculé pour ne pas excéder, avant peinture, 1,5 mm une fois les bois stabilisés au degré d'humidification du milieu d'utilisation.

Les menuiseries sont posées avec soin sur les parements. Tous les trous, scellements, raccords concernant les travaux de menuiseries sont à la charge du co-contractant. Les menuiseries sont soigneusement protégées au cours de l'ajustage, de l'assemblage et après leur mise en place. Le co-contractant assure l'entretien des ouvrages jusqu'à la réception définitive.

Blocs portes

Les vantaux des portes sont conformes aux normes françaises NF P23-302, 303, 304, 315. Notamment, elles sont conformes aux largeurs de passage minimales et prennent en compte l'accessibilité des locaux aux personnes handicapées.

Les portes sont réalisées en bois massif. Le ferrage est réalisé par 3 paumelles doubles de 140 mm pour chaque vantail avec butoir à douille sur les portes à double vantaux et crémone en applique.

Les portes sont équipées de serrures avec bouton de condamnation.

Les huisseries en bois, sont fournies et posées rabotées sur les quatre faces. Les angles sont adoucis, avec pose à coupe d'onglet.

Faux-plafonds

Les faux-plafonds en contreplaqué à peindre de 5 mm d'épaisseur, sont constitués de plaques de dimension 60x120 cm à joints décalés, avec pose à joints creux sur ossature en bois raboté de section 4x8 cm, selon une trame de 60x60 cm ou suivant indications de l'Ingénieur.

CARACTERISTIQUES DES FERRURES ET DES SERRURERIES

Généralités

Tous les articles de quincaillerie sont en métal inoxydable ou protégés contre la corrosion.

Le co-contractant est tenu de justifier la provenance des articles de quincaillerie utilisés.

Les dimensions et la force des articles de ferrage et de quincaillerie devront toujours être adaptées aux dimensions et poids des ouvrages considérés, ainsi qu'à leur usage.

Toutes les serrures, batteuses, verrous et autres articles à gâche, comprennent la ou les gâches correspondantes.

Les articles de quincaillerie qui comportent des mécanismes ou des parties mobiles, sont graissés avant installation.

Les modèles définitivement adoptés sont déposés au bureau de chantier et soumis à l'approbation du Maître d'œuvre. Ils restent disponibles jusqu'à la Réception Provisoire des travaux.

L'ensemble des canons de serrures est réalisé sur un organigramme de passe général.

Ferrures

Les ferrures sont réalisées en métal inoxydable ou revêtues d'une Peinture de protection anticorrosion, antirouille. Les pièces métalliques présentent des surfaces nettes et planes. Les pièces percées, usinées ou mises en forme par pliage font l'objet d'un travail particulièrement soigné. Les pièces qui présentent des défauts pouvant compromettre la solidité des ouvrages ne sont pas admises.

Les pattes à scellement, les équerres, paumelles, etc. sont posées sur entailles et fixées par des vis fraisées à têtes plates qui ne doivent pas dépasser le niveau des ferrures. Les ferrures (paumelles, équerres, etc.) reçoivent deux couches d'une Peinture de protection anticorrosion, antirouille avant leur pose.

Les entailles nécessaires à l'encastrement des ferrures sont exécutées avec précision. Elles ne doivent pas créer de fissuration ou de défauts susceptibles de compromettre la résistance initiale des assemblages. Elles ne doivent pas non plus occasionner des altérations de surface sur le bois.

Les portes sont équipées de butoir de sol en élastomère sur corps métallique fixé au sol par vis et cheville.

Serrurerie

Les portes sont équipées de serrures verticales à mortaiser ou en applique multipoints, avec coffre en acier galvanisé, pêne dormant 1/2 tour rectangulaire avec gâches nickelées.

Les béquilles intérieure et extérieure, sont montées en ensembles complets solidarisés, sur plaques fondues avec piliers taraudés intégrés et assemblage invisible côté extérieur par 2 vis M4 traversantes, avec fouillot carré de 7 mm et vis, pour portes d'épaisseur 40mm et serrure avec entraxe de 70mm.

La finition est de type chromée miroir ou aluminium ou bronze anodisé.

Les cylindres utilisés sont des cylindres de sûreté à profil européen, à double entrée, avec condamnation à deux tours certifiés A2P et résistant à la corrosion. Chaque cylindre est livré avec 3 clés.

Visserie

Les vis comportent un corps cylindrique dans la partie non taraudée, un filet mince et tranchant, le fond du pas en forme de gorge et un pas bien égal en hauteur. L'emploi de fausses vis, dites "vis à garnir" est interdit. Les vis ordinaires ne doivent pas être enfoncées au marteau.

REVETEMENTS MURS ET SOLS

GENERALITES SUR LES REVETEMENTS DE MURS ET DE SOLS

Le co-contractant doit se conformer aux prescriptions techniques des qualités de matériaux et mise en œuvre définies au cahier des charges "revêtement des sols", "scellés" N° 52 établis par le C.S.T.B ; 4 Avenue du Recteur Poincaré, Paris 16ème.

REVETEMENTS VERTICAUX

Support : Le co-contractant est tenu, de requérir l'avis préalable de l'Ingénieur concernant la nature des supports. Dans le cas où une étanchéité est prévue avant la pose du revêtement sur le support, le co-contractant s'assure que le produit d'étanchéité ne tache pas le revêtement.

Revêtement des supports : Les supports constitués par des blocs maçonnerie manufacturés sont arrosés abondamment puis reçoivent un crépi dressé et non lissé soit en mortier de chaux dosé à raison de 350 Kg de ciment par m3 de sable, soit en mortier bâtard dosé à raison de 200 Kg de ciment et 100 Kg de chaux par m3 de sable.

Les supports de béton armé ou béton de ciment lissé sont piqués et, après arrosage il est exécuté un crépi ou un gobetis semblable à ceux décrits à l'article ci-dessus.

Le co-contractant chargé de ce lot devra s'assurer que le plomb mesuré sur la hauteur sous plafond ne dépasse pas 1cm

La fausse équerre des murs ou cloisons dont la perpendiculaire est exigée en vue des travaux de revêtement de parois, ne doit pas dépasser 5 mm pour 2 m de long de parois d'une longueur supérieur à 2 m, la fausse équerre dans une pièce ne devant pas dépasser 2 mm.

Passage des canalisations : Les réservations et les raccords pour les passages des canalisations d'électricité sont mis en place avant la pose des revêtements.

Joints de dilatation et de retrait : Les joints prévus par l'Ingénieur doivent être respectés par le Cocontractant.

Composition des mortiers de pose : Le liant utilisé est du ciment Portland CP J35. Les liants employés ne doivent pas être chauds, ni "éventés". Le sable employé est du sable de rivière tamisé. L'emploi des sables argileux est formellement interdit.

Confection des mortiers de pose : Les matières constitutives sont intimement mélangées avant l'addition d'eau et malaxées jusqu'à l'obtention d'une consistance plastique. Les mortiers doivent être préparés au fur et à mesure de l'avancement des travaux et employés aussitôt après leur confection. L'emploi de mortier rebattu, desséché ou ayant commencé à faire prise est interdit.

PEINTURES ET VERNIS

GENERALITES DES PEINTURES

Objet des travaux de peinture

La réalisation des travaux de peinture concerne la fourniture et la pose de peinture sur l'ensemble des ouvrages conformément aux dispositions du CCTP.

Domaine d'application et références

Le co-contractant doit respecter, en tout ce qui n'est pas contraire au présent devis. Les prescriptions techniques des qualités de matériaux et mise en œuvre définies au Cahier des charges "Peinture", document technique unifié N° 59 - Edition 1952, établi par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment – CSTB ; 4 Avenue du Recteur Poincaré 75016 PARIS (FRANCE).

Coordination avec les autres lots

Le co-contractant doit réaliser les travaux du présent lot, en parfaite liaison avec l'état d'avancement des travaux définis aux autres lots, notamment pour l'application de couches primaires exécutées par lui.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX MATERIAUX ET A LA MISE EN ŒUVRE.

Généralités sur les matériaux employés

Les matériaux employés doivent être conformes aux prescriptions des normes françaises, des spécifications de l'Union Nationale des Peintures, des spécifications SNCE, ou à celles données explicitement dans le CCTP.

Peintures acryliques (famille 1 - classe 7b2)

Les peintures acryliques en phase aqueuse à base de copolymères acryliques, sont destinées au recouvrement des parois intérieures et extérieures, ainsi que des plafonds, en trois couches minimum sur support sec, dont une couche primaire d'imprégnation, conformément :

au DTU 59.1 pour les parois extérieures ;

au DTU 23.1 pour les parois extérieures.

La couche primaire est diluée à l'eau dans une proportion de 15% maximum du volume de peinture, hormis les prescriptions du fabricant de peinture.

Peintures glycérophthaliques (classe 4a)

Les peintures glycérophthaliques à base de résines alkydes en solution solvant sont destinées en priorité au recouvrement des pièces et ouvrages métalliques intérieurs et extérieurs, après la pose d'une peinture anticorrosion.

Colorants

Les colorants de type universel sont dosés et mélangés sur place dans une proportion de 3% maximum du volume de peinture, hormis les prescriptions du fabricant de peinture. Ils sont utilisés conformément aux teintes du nuancier retenues par l'Ingénieur de la Lettre-Commande.

Livraison sur chantier – marquage des produits

Les produits parviennent au chantier dans des récipients clos, comportant les marques et les références d'origine. Les produits fournis doivent correspondre et respecter scrupuleusement les spécifications prescrites dans le CCTP.

OUVRAGES PREPARATOIRES ET ACCESSOIRES

Règles générales d'exécution

Les travaux de peinture doivent être exécutés sur des subjectiles parfaitement secs et lisses. Avant application de toute couche, de peinture ou de vernis, le subjectile doit être révisé et faire l'objet d'un rebouchage s'il y'a lieux et doit être débarrassé de toutes les poussières, tâches et autres salissures. Notamment, les plafonds et les murs doivent être débarrassés des tracés de repérage laissés par l'électricien.

Epoussetage, brossage et dérouillage

Les surfaces et les matériaux tâchés ou poussiéreux, font l'objet d'un nettoyage préalable par époussetage puis par brossage à la brosse dure, avant la pose des enduits et l'application des différentes couches de peinture ou de vernis.

Les pièces métalliques sont soigneusement débarrassées des traces de rouille, par un nettoyage à la brosse métallique, par grattage à sec, par martelage ou par tout autre procédé, préalablement à la pose d'une peinture antirouille.

Dégraissage des fers, fontes et aciers neufs

Sauf spécifications particulières prévues aux lots de Menuiserie Métallique concernant la fourniture par ces lots des ouvrages métalliques, le co-contractant devra prévoir les opérations suivantes pour les ouvrages métalliques ne recevant aucune application avant d'être livrés au peintre ou pour les ouvrages d'éléments de raccord qui n'ont reçu aucune couche protectrice préalable ; les fers, fontes, acier, venant d'usine doivent être soigneusement dégraissés :

soit en atelier en cuve, au moyen de solvants organiques (essence, pétrole), benzols et dérivés, solvants divers fabriqués par l'industrie dans le cadre de la législation actuelle ;

soit au chantier, au moyen de produits spéciaux (solvants) soit au fer (lampes à souder).

Cette opération comprend tous les travaux de rinçage et de séchage nécessaires. Elle ne sera exécutée que sur prescriptions spéciales, sauf pour les canalisations en fer sur lesquelles elle sera normalement effectuée.

MISE EN ŒUVRE DES PEINTURES ET VERNIS

Reconnaissance préalable des subjectiles

Le co-contractant procède à un examen minutieux des subjectiles avant tout début d'exécution des prestations du présent lot, tant pour en tirer les renseignements utiles à la bonne exécution des prestations, que pour vérifier des défauts de surface ou de mise en œuvre relatives à d'autres lots de travaux.

L'attention du co-contractant est attirée sur le fait que des opérations préalables de peinture peuvent être réalisées sur différentes parties d'ouvrage hors du lot (menuiseries, etc.). A cet effet, le Co-contractant doit s'assurer préalablement que les prescriptions prévues sont respectées, afin de formuler éventuellement ses observations ou ses réserves à l'Ingénieur.

Les réserves doivent être consignées dans un procès-verbal établi contradictoirement avec l'Ingénieur. Après la réalisation des prestations, le Co-contractant ne sera plus admis à émettre des réserves sauf dans le cas de "vices cachés".

Précautions à prendre pour la protection des ouvrages et des peintures

D'une façon générale, le Co-contractant doit prendre toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection des surfaces qui pourraient être tâchées ou attaquées par les produits employés. Les peintures en cours d'utilisation mais non encore mises en œuvre doivent être protégées des poussières, déchets et éclaboussures qui viendraient salir le matériau, modifier la teinte ou compromettre la qualité de la pose sur le support.

Règles générales d'emploi des peintures et des produits pour rebouchage en enduit

Les peintures ainsi que les produits pour rebouchage et enduits doivent être choisis en fonction de l'exposition des surfaces (intérieures, extérieures, exposition en atmosphère agressive etc.) Les peintures pour extérieur, doivent notamment, pouvoir résister durablement aux intempéries.

Sauf prescriptions contraires du devis technique particulier, l'emploi du "white spirit" est interdit dans les peintures utilisées pour les travaux extérieurs.

Les peintures, les produits de rebouchage et les enduits doivent être compatibles entre eux et avec le support à recouvrir.

Les quantités de peinture nécessaires en couche d'impression doivent être adaptées à la capacité d'absorption du support.

Règle d'application des couches de peinture

Les couches successives doivent être de tons légèrement différents et déterminés suivant les indications de l'Ingénieur. Sauf impossibilité, ces tons vont du moins clair au plus clair, pris à partir du support.

Les gouttes, les coulures et toutes les irrégularités qui apparaissent sur le support sont nettoyées ou grattées avant l'application d'une nouvelle couche.

Une couche ne devra être appliquée qu'après séchage complet de la couche précédente.

Lorsque les fabricants ont fixé des règles d'emploi pour les produits de leur fabrication, ces règles doivent être observées. Après achèvement et séchage de la couche définie :

le support doit être totalement masqué

les arêtes et parties moulurées doivent être bien dégagées.

Le ton définitif doit être régulier et conforme à celui de la surface témoin, à défaut de la surface témoin, il doit être conforme au ton de l'échantillon accepté par l'Ingénieur correspondant à cette partie d'ouvrage.

Les reprises ne doivent pas être visibles.

L'application des peintures ne doit donner lieu à aucune surépaisseur anormale dans les feuillures.

CONTROLE DES OUVRAGES DE PEINTURE

Contrôle des produits courants

Le Co-contractant doit préciser les marques et les spécifications des produits employés. Il doit soumettre les différents échantillons à l'approbation préalable de l'Ingénieur et stocker les échantillons type au bureau de chantier. Les produits courants peuvent faire l'objet d'essais en laboratoire permettant de vérifier leur conformité avec les spécifications imposées.

Réception provisoire

Les contrôles doivent permettre de vérifier que les films de peinture sont sains et de constater l'absence de craquelure, de cloques, d'écaillage ou de farinage.

Nettoyage et mise en service

Le Co-contractant doit assurer le nettoyage du chantier pendant toute la durée des travaux. A la fin des travaux, les points suivants nécessitent une attention particulière :

sols ;

revêtements muraux ;

quincaillerie (poignées de portes, béquilles, etc.)

appareils électrique et d'éclairage (interrupteurs, etc.)

XIII : FLUIDES

PLOMBERIE SANITAIRE

Réseau d'évacuation

Il sera exécuté un réseau d'évacuation des eaux usée et vanne qui pourra être par endroit enterré ou visible dans d'autres y compris canalisation et regard de raccordement.

Appareillage

Il sera fourni et posé des appareils sanitaire tels que : lavabo, cuvette de WC, évier, douche et des robinets dans les cours avant et arrière du Centre de Santé y compris toutes sujétions.

ASSAINISSEMENT

Fosse septique

Il sera exécuté une fosse septique en agglos bourrés dosé à 150 kg/m³ avec fond lisse à l'aide d'un mortier de ciment ordinaire dosé à 400 kg/m³ ayant une capacité de 40 usagers y compris canalisation et regard de raccordement. Epaisseur des parois : 8 cm.

Puisard

Il sera exécuté un puisard en agglos bourrés dosé à 150 kg/m³ ayant une capacité de 40 usagers y compris canalisation et regard de raccordement.

Caniveaux

Il sera exécuté autour des bâtiments, des caniveaux en béton armé dosé à 350 kg/m³, de 40 cm de large et 30 cm de profondeur, avec fond lisse à l'aide d'un mortier de ciment ordinaire dosé à 400 kg/m³. Epaisseur des parois : 8 cm.

Une pente minimale de 2% sera exécutée au fond desdits caniveaux pour faciliter l'écoulement des eaux.

Dallettes

Ces caniveaux seront couverts de dallettes préfabriquées aux droits des entrées bureaux sur une largeur de 2 m.

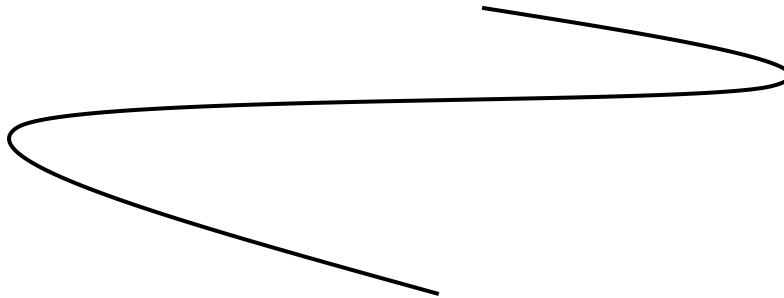
Pavés

Les cours avant et arrière seront couverts de Pavés préfabriquées sur une surface telle que décrite par le Devis Estimatif et Quantitatif et suivant les endroits choisis par le Maitre d'Ouvrage.

Rampe d'accès

Près des dalles préfabriquées seront confection des rampes d'accès pour handicapés aux droits des entrées bureaux sur une largeur de 1 m.

NB : Le Cocontractant tiendra compte des erreurs ou omissions qui résulteraient de l'exploitation des différents documents constitutifs



TITRE III : CADRES DES BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES (CBPU)

Cadre du Bordereau des Prix Unitaires des travaux de construction d'un bloc maternel	
ECOLE MATERNELLE BILINGUE DE NGOUMOU LOT 1	

N° prix	DESIGNATION DE LA NATURE D’OUVRAGE	Unité	Prix unitaires	
			En chiffre	En lettre
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES – ETUDES				

101 : Projet d'exécution des travaux, Installation de chantier et plan de recollement ;

102 : Débroussaillage du site .

101	<p>PROJET D'EXECUTION DES TRAVAUX, installation de chantier ET PLAN DE RECOLLEMENT</p> <p>Ce prix rémunère au forfait, les frais d'établissement d'un plan d'assurance qualité (PAQ), d'un plan de Gestion Environnemental et Social de l'Entreprise, l'établissement en fin de chantier d'un dossier de recollement de tous les ouvrages exécutés et toutes opérations préparatoires.</p> <p>Les études d'exécution comprennent :</p> <p>Les plans et les notes de calcul ;</p> <p>Les travaux préparatoires tels que les levés topographiques et essais géotechniques etc;</p> <p>L'établissement d'un plan d'assurance qualité ;</p> <p>Le forfait à _____ FCFA</p>	FF		
102	<p>DEBROUSSAILLAGE DU SITE</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré, le nettoyage général du site. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et comprennent notamment :</p> <p>La coupe de toutes les touffes de plantes ligneuses, des arbres dont le diamètre est inférieur ou égal à vingt (20) centimètres et éventuellement des plantes épineuses ;</p> <p>Toutes indemnités pour coupes d'arbres ;</p> <p>Coupe de tout arbuste et arbre dont le diamètre est supérieur à vingt (20) centimètres ;</p> <p>Le dessouchage, le découpage des troncs, l'évacuation de tous les produits en des endroits agréés par l'Ingénieur du Marché ;</p> <p>Et toutes sujétions liées à la protection de l'environnement</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M2		
103	<p>INSTALLATION DE CHANTIER</p> <p>Ce prix forfaitaire est valable pour toute la durée du chantier, y compris en cas de retard, s'il y a lieu.</p>	FF		

	<p>Il rémunère :</p> <p>Les frais de mise en place des installations, l'aménagement d'une base vie pour le personnel de l'Entreprise et la location ou acquisition des terrains, s'ils ne sont pas mis à la disposition de l'Entreprise par l'Administration.</p> <p>Les frais d'installation de tous les matériels nécessaires à l'exécution des travaux, en particulier :</p> <p>L'installation des équipements pour les bétons (atelier de coffrage, ateliers de ferrailage, bétonnière, vibreur, véhicule de liaison, groupe électrogène) ;</p> <p>Le déplacement total ou partiel de ces installations au cours du chantier y compris les transferts.</p> <p>Après constat par l'Ingénieur du Marché, 70 % du forfait sera payé au cocontractant pour couvrir ces frais, à la phase d'Installation.</p> <p>Les frais de repliement du chantier, en particulier :</p> <p>Le démontage et l'enlèvement ou la suppression de toutes les installations fixes appartenant à l'Entreprise;</p> <p>Le démontage et le repliement des ateliers de fabrication ;</p> <p>Le repliement de tout le personnel et le matériel amenés de la base vie ou du chantier.</p> <p>Après le constat de l'Ingénieur du Marché du repliement du chantier, 30 % du forfait de l'installation du chantier sera payé au cocontractant pour couvrir ces frais.</p> <p>Le forfait à _____ FCFA</p>			
<p>LOT 200 : TERRASSEMENT ET IMPLANTATION</p> <p>Le lot 200 rémunère :</p> <p>201 - Le nivellement de la plate forme ;</p> <p>202 : Les fouilles en rigole et en puits ;</p> <p>203: Remblai compacté sous dallage et fouilles.</p>				
201	<p>NIVELLEMENT DE LA PLATE FORME</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), les travaux de nivellement de la plate forme, mesurés par mètre carré contradictoire y compris toutes sujétions</p>	m2		

	Le mètre carré à _____ FCFA			
202	<p>FOUILLES EN RIGOLES ET EN PUITES</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3), les travaux de fouilles manuelles ou à la tractopelle avec finitions manuelles des longrines et des murs de soutènement, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>l'exécution des fouilles en rigoles de profondeur moyenne 60 cm et de largeur 40 cm ;</p> <p>l'exécution des fouilles en puits de dimension 40 x 40 x 20 cm</p> <p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>	m3		
203	<p>REMBLAI COMPACTE SOUS DALLAGE ET FOUILLES</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3), mesuré par mètre contradictoire, les travaux de remblai conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>le transport des matériaux d'apport suivant les caractéristiques du CCTP. ;</p> <p>la mise en place du remblai par couche successives de 20 cm suivi du compactage au compacteur ou à la dame sauteuse.</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>	m3		
<p>LOT 300 : FONDATIONS</p> <p>Le lot 300 rémunère :</p> <p>301 – Le béton de propreté dosé à 150 kg/m3 ;</p> <p>302 - Les Agglos plein de 20x20x40 cm en sous bassement ;</p> <p>303 - Le béton armé dosé à 350 kg/m3 pour les semelles, amorces poteaux et longrines ;</p> <p>304– Béton dosé 300 kg/m3 pour dallage du sol épaisseur 8 cm y compris chape incorporée de 2cm ;</p>				
301	<p>BETON DE PROPRETE DOSE A 150 KG /M3</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3) le béton de</p>	m3		

	<p>propreté dosé à 150 kg/m3 conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du sable, du gravier et du ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage ;</p> <p>la mise en œuvre d'une couche de 5 cm d'épaisseur ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre cube à _____FCFA</p>			
302	<p>AGGLOS PLEIN DE 20X20X40 CM</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2) la fourniture et la pose d'agglos bourrées en fondations conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du sable et du ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture des agglos de 20x20x40 selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture du béton maigre de bourrage dosé à 250 kg/m3 ;</p> <p>la confection du mortier de pose dosé à 400 kg/m3 ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage ;</p> <p>la mise en œuvre</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____FCFA</p>	M2		
303	<p>BETON ARME DOSE A 350 KG/M3 POUR SEMELLES AMORCES POTEAUX ET LONGRINE</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3) le béton dosé à 350 kg/m3 conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de gravier selon le CCTP ;</p>	m3		

	la fourniture de sable et de ciment selon le CCTP ; la fourniture d'eau de gâchage ; la fourniture et le façonnage des fers à béton ; la mise en œuvre toutes sujétions. Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire. Le mètre cube à _____ FCFA			
304	BETON DOSE A 300 KG/M3 POUR DALLAGE DU SOL Ep 8 cm Ce prix rémunère au mètre carré (m2) l'exécution du dallage conformément au CCTP. Il comprend notamment : la fourniture de gravier selon le CCTP ; la fourniture de sable et de ciment selon le CCTP ; la fourniture d'eau de gâchage ; la mise en œuvre du dallage. toutes sujétions. Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire. Le mètre carré à _____ FCFA	M2		
LOT 400 : MACONNERIE-ELEVATIONS-ENDUITS Le lot 400 rémunère : 401 – Parpaings en agglos creux de 15x20x40 pour les murs ; 402 – Parpaings en agglos creux de 10x20x40 pour les murs 403 – Enduits sur murs intérieurs et extérieurs dosé à 400 kg/m3 ; 404 – Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux, appui de fenêtres, linteaux et chaînage ; 405 – Chape de 2 cm dosée à 400 kg/m3 406 - claustras				
401	PARPAINGS EN AGGLOS CREUX DE 15X20X40 Ce prix rémunère au mètre carré (m2) la fourniture et la	M2		

	<p>pose des parpaings creux conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des parpaings creux selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture du mortier de pose dosé à 400 kg/m³ ;</p> <p>la mise en œuvre ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>			
402	<p>PARPAINGS EN AGGLOS CREUX DE 10X20X40 POUR LES MURS</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m²) la fourniture et la pose des parpaings creux conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des parpaings creux selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture du mortier de pose dosé à 400 kg/m³ ;</p> <p>la mise en œuvre ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>			
403	<p>ENDUITS POUR MURS INTERIEURS ET EXTERIEURS DOSE A 400 KG /M3</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m²) les enduits conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du sable et du ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage selon le CCTP ;</p> <p>la mise en œuvre d'une couche de 1,5 cm d'épaisseur ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p>	m3		

	<p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>			
404	<p>BETON ARME DOSE A 350 KG/M3 POUR POTEAUX, APPUIS DE FENÊTRES, LINTEAUX ET CHAINAGE</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3) le béton dosé à 350 kg/m3 conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de gravier selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture de sable et de ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage ;</p> <p>la fourniture et le façonnage des fers à béton ;</p> <p>la mise en œuvre</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M2		
405	<p>CHAPE DE 2cm DOSE A 400 KG/M3</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2) l'exécution de la chape de 2 cm dosé à 400 kg/m3 conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du sable et du ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage selon le CCTP ;</p> <p>la mise en œuvre d'une chape de 2 cm d'épaisseur;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M2		
406	<p>CLAUSTRAS</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M ²		
<p>LOT 500 : CHARPENTE-COUVERTURE-FAUX PLAFOND</p> <p>Le lot 500 rémunère :</p> <p>501- Fermes en bastaings de 3x15 cm doublés et traités ;</p>				

502- Pannes en chevrons bois dur de 8x8 cm traités ;

503- Faux plafond intérieur en contreplaqué de 4 mm y compris bois de solivage de 4x8cm et couvre-joints ;

504 – Bardage sur façades et pignons en tôle bac 5/10è y compris toute sujétion de pose de la bande ourlet et de rive de faîtage ;

505 – Couverture en tôle bac épaisseur 6/10è ;

506 – Tôle faîtière crantée de 50 cm de large ;

507 – Plafond extérieur en tôle lisse.

501	<p>FERMES EN BASTAINGS DE 3X15 cm DOUBLES ET TRAITES</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et le façonnage des fermes en bois massif conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de bois suivant le CCTP ;</p> <p>le débit ;</p> <p>le traitement du bois</p> <p>le façonnage et la pose ;</p> <p>toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par métré contradictoire</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>	m3		
502	<p>PANNES EN CHEVRONS EN BOIS DUR DE 8x8 cm TRAITES</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose des pannes en chevrons de 8x8 cm conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des pannes suivant le CCTP ;</p> <p>le débit ;</p> <p>le traitement des pannes ;</p> <p>le façonnage et la pose ;</p>			

	<p>toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par métré contradictoire</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>			
503	<p>FAUX PLAFOND INTERIEUR EN CONTREPLAQUE DE 4mm Y COMPRIS SOLIVAGE EN BOIS DE 4x8 cm ET COUVRE-JOINTS</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose de faux plafond en contreplaqué conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des contre-plaqués selon le CCTP;</p> <p>la fourniture du bois de solivage ;</p> <p>L'exécution du solivage en bois dur de 4x8cm par trames régulières de 60 x 120 ;</p> <p>la fourniture des accessoires de pose ;</p> <p>le façonnage des contre-plaqués par panneaux de 60x120 ;</p> <p>L'exécution du faux – plafond ;</p> <p>la fourniture et la pose des couvre-joints ;</p> <p>Toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par métré contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M ²		
504	<p>BARDAGE SUR FACADES ET PIGNONS EN TÔLES BAC 5/10è Y COMPRIS TOUTE SUJETION DE POSE DE LA BANDE OURLET ET DE RIVE DE FAÎTAGE</p> <p>Ce prix rémunère au mètre linéaire (ml), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose du bardage en tôle bac 5/10è conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la préparation du solivage en bois de 4x8 cm ;</p> <p>la fourniture de la tôle de bardage en tôle bac 5/10è ;</p> <p>la fourniture des bandes ourlets ;</p>	MI		

	<p>la fourniture des tôles de rive de faîtage ;</p> <p>le façonnage et la pose ;</p> <p>toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre linéaire, mesuré par métré contradictoire.</p>			
505	<p>COUVERTURE EN TÔLE BAC ép 6/10è</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose des tôles bac 5/10è conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de la tôle bac 5/10è ;</p> <p>le débit ;</p> <p>la fourniture des accessoires de pose (tire fonds, cavaliers, rondelles feutres) ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par métré contradictoire.</p>	M²		
506	Tôle faîtière crantée de 50 cm de large			
507	<p>PLAFOND EXTÉRIEUR EN TÔLE LISSE.</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose de plafond en tôles lisses conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture selon le CCTP;</p> <p>le solivage en bois dur de 4X8cm ;</p> <p>la fourniture des accessoires de pose ;</p> <p>le façonnage et la pose ;</p> <p>toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par métré contradictoire.</p>	M²		

	Le mètre carré à _____ FCFA			
LOT 600 :. MENUISERIES METALLIQUE Le lot 600 rémunère : 601 : Portes métallique à double battants (1,5x2,2m) ; 602 : Porte métallique extérieur à un battant (1x 2,2m); 603 : seuils ; 604 : Grilles métalliques antivols de dimensions 150x120 (6u) ;				
601	PORTES METALLIQUE DE 1,50X220 AVEC SERRURE A CANON MUNIE DE POIGNET ce prix rémunère à l'unité (u), mesure par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP. il comprend notamment : la fourniture et la pose des portes métalliques ; la fixation d'une serrure a vachette canon munie de poignet ; l'application d'une première couche d'antirouille ; toutes sujétions. ce prix s'applique a l'unité, mesure par mètre contradictoire. L'unité à _____ FCFA	U		
602	PORTE MÉTALLIQUE EXTÉRIEUR À UN BATTANT (1X 2,2M) ce prix rémunère à l'unité (u), mesure par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP. il comprend notamment : la fourniture et la pose des portes métalliques ; la fixation d'une serrure a vachette canon munie de poignet ; l'application d'une première couche d'antirouille ; toutes sujétions. ce prix s'applique a l'unité, mesure par mètre	U		

	contradictoire. L'unité à _____ FCFA			
603	CORNIERE POUR SEUIL, VERANDA, ESCALIER ET RAMPE D'ACCES Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des cornières pour seuil d'estrade, de véranda, d'escalier et de rampe d'accès conformément au CCTP. Il comprend notamment : Seuil en cornière de 30 cm ; Toutes sujétions. Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire. L'unité à _____ FCFA	U		
604	FOURNITURE ET POSE DES ANTIVOLS Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des antivols conformément au CCTP. Il comprend notamment : la fourniture et la pose ; l'application d'une première couche d'antirouille ; toutes sujétions. ce prix s'applique a l'unité, mesure par mètre contradictoire. L'unité à _____ FCFA	U		
LOT 700 : MENUISERIES BOIS Le lot 700 rémunère : 701 : Portes intérieures en bois plein (0,9x2,2m) 702 : Portes en bois plein pour toilettes (0,7x2,2m) 703 : fenêtres en bois (1,5x1,2m) 704 : fenêtres en bois (1,2x1,2m)				
701	PORTES INTERIEURES EN BOIS PLEIN (0,9X2,2M) Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre	U		

	<p>contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du bois ;</p> <p>le façonnage;</p> <p>l'assemblage ;</p> <p>la fixation d'une serrure à vachette canon munie de poignet ;</p> <p>l'application d'une première couche de fond dur ;</p> <p>le ponçage ;</p> <p>l'application d'une deuxième couche de fond dur ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
702	<p>PORTES EN BOIS PLEIN POUR TOILETTES (0,7X2,2M)</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du bois ;</p> <p>le façonnage;</p> <p>l'assemblage ;</p> <p>la fixation d'une serrure à vachette canon munie de poignet ;</p> <p>l'application d'une première couche de fond dur ;</p> <p>le ponçage ;</p> <p>l'application d'une deuxième couche de fond dur ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre</p>	U		

	<p>contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
703	<p>FENETRES EN BOIS (1,5X1,2M)</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du bois ;</p> <p>le façonnage ;</p> <p>l'assemblage ;</p> <p>la fixation des loquets ;</p> <p>l'application d'une première couche de fond dur ;</p> <p>le ponçage ;</p> <p>l'application d'une deuxième couche de fond dur ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
704	<p>FENETRES EN BOIS (1,2X1,2M)</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du bois ;</p> <p>le façonnage des panneaux en bois ;</p> <p>l'assemblage ;</p> <p>la fixation des loquets ;</p> <p>l'application d'une première couche de fond dur ;</p> <p>le ponçage ;</p> <p>l'application d'une deuxième couche de fond dur ;</p>	U		

	la pose ; toutes sujétions. Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire. L'unité à _____ FCFA			
LOT 800 : PLOMBERIE SANITAIRE 801 : Tuyauterie d'évacuation et d'alimentation y compris accessoires ; 802 : WC à l'anglaise avec chasse basse ; 803 : Lavabo piédestal complet ; 804 : Porte serviette et savon ; 805 : Fosse sceptique ; 806 : Puisard ; 807 : Regard de visite ; 808 : porte papier hygiénique.				
801	TUYAUTERIE D'EVACUATION ET D'ALIMENTATION Y COMPRIS ACCESSOIRES Ce prix rémunère à l'ensemble, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des tuyaux d'évacuation et d'alimentation conformément au CCTP. Il comprend : la fourniture des tuyaux en PVC 100 ; la fourniture des tuyaux en PVC 63 ; la fourniture des coudes, té, raccords, colliers et autres accessoires de pose ; l'exécution des fouilles, le cas échéant, et des saignées ; la pose et l'assemblage des tuyaux ; Ce prix s'applique à l'Ensemble (Ens), mesuré par mètre contradictoire. L'ensemble à _____ FCFA	ENS		
802	WC A L'ANGLAISE AVEC CHASSE BASSE Ce prix rémunère à l'unité, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des WC			

	<p>conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>la fourniture des WC ;</p> <p>la fourniture des accessoires de pose ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
803	<p>LAVABO PIEDESTAL COMPLET</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose de lavabo conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>la fourniture de lavabo ;</p> <p>la fourniture du piédestal ;</p> <p>la fourniture des accessoires de pose ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
804	<p>PORTE SERVIETTE ET SAVON</p> <p>Ce prix rémunère l'ensemble (Ens), mesuré par unité contradictoire, la fourniture et la pose des équipements dans les salles d'eaux conformément au CCTP.</p> <p>Ces équipements comprennent :</p> <p>Porte savon (3u) ;</p> <p>Porte papier hygiénique (3u) ;</p> <p>Siphons de sols (3u) ;</p> <p>Miroir de douche de 40x60 (3u)</p> <p>Porte serviette (3u) ;</p>	U		

	<p>Ce prix rémunère également :</p> <p>la fourniture des accessoires de pose ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
805	<p>FOSSE SEPTIQUE</p> <p>Ce prix rémunère l'Ensemble, mesuré par mètre contradictoire, de la fosse septique , conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>l'exécution d'une fouille pour fosse septique de 20 usagers de longueur 3,00 ; largeur 1,5 m et de hauteur interne 1,30m ;</p> <p>l'exécution de la maçonnerie en parpaings bourrés de 15x20x40 pour compartimentage de la fosse septique suivant les dimensions internes des cuves ci-après : 1,40m ; 0,60 m ; 1,00 m de largeur 1,5m et de hauteur interne 1,30m ;</p> <p>l'exécution d'un dallage au fond et d'un enduit étanche sur les maçonneries de la fosse ;</p> <p>l'exécution des dalles de couvertures sur chaque compartiment en béton armé dosé à 350 kg/m³ y compris regards de visites ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'ensemble, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'ensemble à _____ FCFA</p>	Ens		
806	<p>PUISARD</p> <p>Ce prix rémunère l'Ensemble, mesuré par mètre contradictoire, de la fosse septique de 20 usagers y compris puisard et regard de visite, conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>l'exécution d'une fouille pour puisard de diamètre 90 cm</p>	Ens		

	<p>et de profondeur 6m ;</p> <p>l'exécution des dalles de couvertures sur chaque compartiment en béton armé dosé à 350 kg/m³ y compris regards de visites ;</p> <p>l'exécution des maçonneries en parpaings bourrés de 15x20x40 sur trois assises sur extrémité supérieur du puisard ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'ensemble, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'ensemble à _____ FCFA</p>			
807	<p>REGARDS DE VISITE</p> <p>Ce prix rémunère l'Ensemble, mesuré par mètre contradictoire, du regard de visite, conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>l'exécution d'une dalle de couverture y compris regard de visite en béton armé dosé à 350 kg/m³ ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'ensemble, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'ensemble à _____ FCFA</p>	Ens		
808	<p>PORTE PAPIER HYGIENIQUE</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
<p>LOT 900 : ELECTRICITE</p> <p>Le lot 900 rémunère :</p> <p>901 : Gaine flexible orange (rouleau);</p> <p>902: Cable V.G.V 1,5mm² en plafond</p> <p>Fil TH 2, 5 mm² (rouleau 100m).</p> <p>903 : Interrupteurs SA de marque LEGRAND ou similaire;</p> <p>904 : Interrupteurs V et V de marque Legrand ou Similaire.</p> <p>905 : Prises 2P + T de marque Legrand ou Similaire.</p> <p>906 : Boitiers + boites de dérivation + coffret +branchement au réseau</p>				

y compris toutes sujétions ; 907 : Réglettes complètes de 1,20 de marque phillips ou Similaire ; 908 : Hublots ronds étanches ; 909 : Réseau de mise à la terre y compris toutes sujétions ;				
901	GAINES FLEXIBLES ORANGES Ce prix rémunère au rouleau posé (Rouleau), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose des tubes flexibles de 13 mm conformément au CCTP. Il comprend notamment : l'exécution des saignées conformément aux plans d'électricité ; la fourniture des fourreaux électriques suivant le CCTP ; la pose ; les raccords sur les saignées ; toutes sujétions. Ce prix s'applique au rouleau de tubes posé, mesuré par métré contradictoire. Le rouleau à _____ FCFA	rouleau		
902	CABLE V.G.V 1,5MM² EN PLAFOND Ce prix rémunère au rouleau posé (Rouleau), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose de câble V.G.V 1,5MM ² conformément au CCTP. Il comprend notamment : la fourniture des câbles suivant le CCTP ; la pose ; toutes sujétions. Ce prix s'applique au rouleau de câble posé, mesuré par métré contradictoire. Le rouleau à _____ FCFA	rouleau		
903	FIL TH 2,5 mm² POUR TOUTES LES INSTALLATIONS (PRISES ET LAMPES) Ce prix rémunère au rouleau posé (Rouleau), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose de câble TH	rouleau		

	<p>de 2,5 mm2 conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des câbles suivant le CCTP ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au rouleau de câble posé, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le rouleau à _____ FCFA</p>			
904	<p>REGLETTES COMPLETES DE 120 cm</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des réglettes complètes de 120 cm conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des réglettes suivant le CCTP ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
905	<p>HUBLOTS RONDS ETANCHES</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des hublots ronds étanches conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des réglettes suivant le CCTP ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
906	<p>INTERRUPTEURS ET PRISES DE COURANT</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), la fourniture et la pose</p>	U		

	<p>des interrupteurs et prises conformément au CCTP,</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des interrupteurs et prises 2p +T suivant le CCTP ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
907	<p>ATTACHES, DOMINOS, BOITIERS + BOITES DE DERIVATION + COFFRET Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS</p> <p>Ce prix rémunère l'ensemble des accessoires (Ens), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des accessoires nécessaires à la mise en place des installations électriques et à leur fonctionnement conformément au CCTP</p> <p>.Ces accessoires comprennent :</p> <p>les boitiers;</p> <p>les boites de dérivation ;</p> <p>les coffrets et tableaux ;</p> <p>et toutes sujétions raccordement, le cas échéant, au réseau existant.</p> <p>Ce prix s'applique à l'ensemble des accessoires posés, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'ensemble à _____ FCFA</p>	Ens		
<p>LOT 1000 : PEINTURE ET REVETEMENT</p> <p>Le lot 1000 rémunère :</p> <p>1001 : Peinture bicouche sur plafond;</p> <p>1002 : Peinture bicouche sur murs extérieurs,</p> <p>1003 : Peinture bicouche sur murs intérieurs</p> <p>1004 : Peinture à huile « email « A » menuiseries bois et métalliques et sous bassement;</p> <p>1005 : Sérigraphie sur plaque métallique de 30 x 60;</p>				

1006 : carreaux faience sur murs toilettes

1007 : carreaux gré cérame sur sol toilettes et salle de repos

1001	<p>PEINTURE BICOUCHE SUR PLAFOND</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), la pose de la peinture sur le plafond, conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de la peinture;</p> <p>la fourniture des teintes ;</p> <p>la préparation de la peinture ;</p> <p>le matériel de mise en œuvre</p> <p>l'exécution d'une couche d'impression suivant le CCTP ;</p> <p>l'exécution d'une couche de finition en peinture acrylique suivant le CCTP ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré (m2), mesuré par mètre contradictoire.</p>	M2		
1002	<p>PEINTURE BICOUCHE SUR MURS EXTERIEURS</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), la pose de la peinture sur les murs extérieurs, conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de la peinture;</p> <p>la fourniture des teintes ;</p> <p>la préparation de la peinture ;</p> <p>le matériel de mise en œuvre</p> <p>l'exécution d'une couche d'impression suivant le CCTP ;</p> <p>l'exécution d'une couche de finition en peinture acrylique suivant le CCTP ;</p> <p>Le mètre carré à _____FCFA</p>	M ²		
1003	<p>PEINTURE BICOUCHE SUR MURS INTERIEURS</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), la pose de la peinture sur les murs intérieurs, conformément au CCTP.</p>	M ²		

	<p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de la peinture;</p> <p>la fourniture des teintes ;</p> <p>la préparation de la peinture ;</p> <p>le matériel de mise en œuvre</p> <p>l'exécution d'une couche d'impression suivant le CCTP ;</p> <p>l'exécution d'une couche de finition en peinture acrylique suivant le CCTP ;</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>			
1004	<p>PEINTURE A HUILE EMAIL « A » SUR MENUISERIES METALLIQUES, BOIS ET SOUS-BASSEMENT</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), l'application de la peintures à huile email sur les menuiseries métalliques, bois et sous bassement conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de la peinture à huile type « email » ;</p> <p>la fourniture des teintes ;</p> <p>la préparation de la peinture ;</p> <p>le matériel de mise en œuvre</p> <p>l'exécution d'une couche d'impression suivant le CCTP ;</p> <p>l'exécution d'une couche de finition en peinture acrylique suivant le CCTP ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré (m2), mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M2		
1005	<p>SERIGRAPHIE SUR PLAQUE METALLIQUE DE 30x60</p> <p>Ce prix rémunère l'ensemble (Ens) , la pose de la peinture sur la plaque métallique conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la sérigraphie de la mention « BIP 2022 – Lettre-</p>	Ens		

	<p>Commande N° ____ /LC/CNG/SIGAMP/CIPM/2022 » ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'ensemble (Ens), mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'ensemble à _____ FCFA</p>			
1006	<p>CARREAUX FAIENCE SUR MURS TOILETTES</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), la fourniture et la pose de la des carreaux en faïence sur murs des toilettes conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>les carreaux en faïences;</p> <p>le ciment colle de pose ;</p> <p>le matériel et les matériaux de pose ;</p> <p>la pose sur une hauteur de 1,8m ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré (m2), mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M²		
1007	<p>CARREAUX GRE CERAME SUR SOL TOILETTES ET SALLE DE REPOS</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), la fourniture et la pose de la des carreaux gré cérames antidérapant 1er choix de 30x30 sur vérandas conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des carreaux;</p> <p>la fourniture du ciment ordinaire et du ciment colle de pose ;</p> <p>le matériel et les matériaux de pose ;</p> <p>la pose;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré (m2), mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M²		

LOT 1100 : V.R.D

Le LOT 1100 rémunère:

1101 : Caniveau autour du bâtiment

1102 : Dallage des alentours du bâtiment

1101	CANIVEAU AUTOUR DU BATIMENT Ce prix rémunère au mètre linéaire, la construction du caniveau autour du bâtiment conformément au CCTP. toutes sujétions. Ce prix s'applique au mètre linéaire (ml). Le mètre linéaire à _____ FCFA	ml		
1102	DALLAGE DES ALENTOURS DU BATIMENT Ce prix rémunère au mètre carré , le dallage des alentours du bâtimentl conformément aux spécifications techniques du CCTP. toutes sujétions. Ce prix s'applique au mètre carré (m²) Le mètre carré à _____ FCFA	M²		

*

**Cadre du Bordereau des Prix Unitaires des travaux de construction d'un bloc
maternelle à l'école maternelle d'Otélé**

Les prix du bordereau seront classés en 10 lots :

N° prix	DESIGNATION DE LA NATURE D'OUVRAGE	Unité	Prix unitaires	
			En	En lettre

			chiffre	
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES – ETUDES				
101 : Projet d'exécution des travaux, Installation de chantier et plan de recollement ;				
102 : démolition du bâtiment existant .				
101	<p>PROJET D'EXECUTION DES TRAVAUX, installation de chantier ET PLAN DE RECOLLEMENT</p> <p>Ce prix rémunère au forfait, les frais d'établissement d'un plan d'assurance qualité (PAQ), d'un plan de Gestion Environnemental et Social de l'Entreprise, l'établissement en fin de chantier d'un dossier de recollement de tous les ouvrages exécutés et toutes opérations préparatoires.</p> <p>Les frais de mise en place des installations, l'aménagement d'une base vie pour le personnel de l'Entreprise et la location ou acquisition des terrains, s'ils ne sont pas mis à la disposition de l'Entreprise par l'Administration.</p> <p>Les frais d'installation de tous les matériels nécessaires à l'exécution des travaux, en particulier :</p> <p>L'installation des équipements pour les bétons (atelier de coffrage, ateliers de ferrailage, bétonnière, vibreur, véhicule de liaison, groupe électrogène) ;</p> <p>Le déplacement total ou partiel de ces installations au cours du chantier y compris les transferts.</p> <p>Après constat par l'Ingénieur du Marché, 70 % du forfait sera payé au cocontractant pour couvrir ces frais, à la phase d'Installation.</p> <p>Les frais de repliement du chantier, en particulier :</p> <p>Le démontage et l'enlèvement ou la suppression de toutes les installations fixes appartenant à l'Entreprise;</p> <p>Le démontage et le repliement des ateliers de fabrication ;</p> <p>Le repliement de tout le personnel et le matériel amenés de la base vie ou du chantier.</p> <p>Après le constat de l'Ingénieur du Marché du repliement du chantier, 30 % du forfait de l'installation du chantier sera payé au cocontractant pour couvrir ces frais.</p> <p>Le forfait à _____ FCFA</p>	FF		

102	<p>DEMOLITION DU BATIMENT EXISTANT</p> <p>Ce prix rémunère au forfait, la démolition du bâtiment existant. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et comprennent notamment :</p> <p>Le dépose de la toiture et de la charpente ;</p> <p>La démolition des murs y compris toutes sujétions ;</p> <p>Le forfait à _____ FCFA</p>	FF		
<p>LOT 200 : TERRASSEMENT ET IMPLANTATION</p> <p>Le lot 200 rémunère :</p> <p>201 - Le nivellement de la plate forme ;</p> <p>202 : Les fouilles en rigole et en puits ;</p> <p>203 –204 – Remblai compacté sous dallage et fouilles.</p>				
201	<p>NIVELLEMENT DE LA PLATE FORME</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), les travaux de nivellement de la plate forme, mesurés par mètre carré contradictoire y compris toutes sujétions</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	m2		
202	<p>FOUILLES EN RIGOLES ET EN PUIITS</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3), les travaux de fouilles manuelles ou à la tractopelle avec finitions manuelles des longrines et des murs de soutènement, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>l'exécution des fouilles en rigoles de profondeur moyenne 60 cm et de largeur 40 cm ;</p> <p>l'exécution des fouilles en puits de dimension 40 x 40 x 20 cm</p> <p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>	m3		
203	<p>REMBLAI COMPACTE SOUS DALLAGE ET FOUILLES</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3), mesuré par mètre contradictoire, les travaux de remblai conformément au</p>	m3		

	<p>CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>le transport des matériaux d'apport suivant les caractéristiques du CCTP. ;</p> <p>la mise en place du remblai par couche successives de 20 cm suivi du compactage au compacteur ou à la dame sauteuse.</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>			
<p>LOT 300 : FONDATIONS</p> <p>Le lot 300 rémunère :</p> <p>301 – Le béton de propreté dosé à 150 kg/m3 ;</p> <p>302 - Les Agglos plein de 20x20x40 cm en sous bassement ;</p> <p>303 - Le béton armé dosé à 350 kg/m3 pour les semelles, amorces poteaux et longrines ;</p> <p>304– Béton dosé 300 kg/m3 pour dallage du sol épaisseur 8 cm y compris chape incorporée de 2cm ;</p>				
301	<p>BETON DE PROPLETE DOSE A 150 KG /M3</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3) le béton de propreté dosé à 150 kg/m3 conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du sable, du gravier et du ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage ;</p> <p>la mise en œuvre d'une couche de 5 cm d'épaisseur ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>	m3		
302	<p>AGGLOS PLEIN DE 20X20X40 CM</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2) la fourniture et la pose d'agglos bourrées en fondations conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du sable et du ciment selon le CCTP ;</p>	M2		

	<p>la fourniture des agglos de 20x20x40 selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture du béton maigre de bourrage dosé à 250 kg/m3 ;</p> <p>la confection du mortier de pose dosé à 400 kg/m3 ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage ;</p> <p>la mise en œuvre</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>			
303	<p>BETON ARME DOSE A 350 KG/M3 POUR SEMELLES AMORCES POTEAUX ET LONGRINE</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3) le béton dosé à 350 kg/m3 conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de gravier selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture de sable et de ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage ;</p> <p>la fourniture et le façonnage des fers à béton ;</p> <p>la mise en œuvre</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>	m3		
304	<p>BETON DOSE A 300 KG/M3 POUR DALLAGE DU SOL Ep 8 cm</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2) l'exécution du dallage conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de gravier selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture de sable et de ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage ;</p>	M2		

	<p>la mise en œuvre du dallage.</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>			
<p>LOT 400 : MACONNERIE-ELEVATIONS-ENDUITS</p> <p>Le lot 400 rémunère :</p> <p>401 – Parpaings en agglos creux de 15x20x40 pour les murs ;</p> <p>402 – Parpaings en agglos creux de 10x20x40 pour les murs</p> <p>403 – Enduits sur murs intérieurs et extérieurs dosé à 400 kg/m3 ;</p> <p>404 – Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux, appui de fenêtres, linteaux et chaînage ;</p> <p>405 – Chape de 2 cm dosée à 400 kg/m3</p> <p>406 - claustras</p>				
401	<p>PARPAINGS EN AGGLOS CREUX DE 15X20X40</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2) la fourniture et la pose des parpaings creux conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des parpaings creux selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture du mortier de pose dosé à 400 kg/m3 ;</p> <p>la mise en œuvre ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M2		
402	<p>PARPAINGS EN AGGLOS CREUX DE 10X20X40 POUR LES MURS</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2) la fourniture et la pose des parpaings creux conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des parpaings creux selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture du mortier de pose dosé à 400 kg/m3 ;</p>			

	<p>la mise en œuvre ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>			
403	<p>ENDUITS POUR MURS INTERIEURS ET EXTERIEURS DOSE A 400 KG /M3</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2) les enduits conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du sable et du ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage selon le CCTP ;</p> <p>la mise en œuvre d'une couche de 1,5 cm d'épaisseur ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>	m3		
404	<p>BETON ARME DOSE A 350 KG/M3 POUR POTEAUX, APPUIS DE FENÊTRES, LINTEAUX ET CHAINAGE</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3) le béton dosé à 350 kg/m3 conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de gravier selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture de sable et de ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage ;</p> <p>la fourniture et le façonnage des fers à béton ;</p> <p>la mise en œuvre</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M2		
405	<p>CHAPE DE 2cm DOSE A 400 KG/M3</p>	M2		

	<p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2) l'exécution de la chape de 2 cm dosé à 400 kg/m3 conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du sable et du ciment selon le CCTP ;</p> <p>la fourniture d'eau de gâchage selon le CCTP ;</p> <p>la mise en œuvre d'une chape de 2 cm d'épaisseur;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>			
406	<p>CLAUSTRAS</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M ²		
<p>LOT 500 : CHARPENTE-COUVERTURE-FAUX PLAFOND</p> <p>Le lot 500 rémunère :</p> <p>501- Fermes en bastaings de 3x15 cm doublés et traités ;</p> <p>502- Pannes en chevrons bois dur de 8x8 cm traités ;</p> <p>503- Faux plafond intérieur en contreplaqué de 4 mm y compris bois de solivage de 4x8cm et couvre-joints ;</p> <p>504 – Bardage sur façades et pignons en tôle bac 5/10è y compris toute sujétion de pose</p> <p>de la bande ourlet et de rive de faîtage ;</p> <p>505 – Couverture en tôle bac épaisseur 6/10è ;</p> <p>506 – Tôle faîtière crantée de 50 cm de large ;</p> <p>507 – Plafond extérieur en tôle lisse.</p>				
501	<p>FERMES EN BASTAINGS DE 3X15 cm DOUBLES ET TRAITES</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et le façonnage des fermes en bois massif conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de bois suivant le CCTP ;</p> <p>le débit ;</p>	m3		

	<p>le traitement du bois</p> <p>le façonnage et la pose ;</p> <p>toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>			
502	<p>PANNES EN CHEVRONS EN BOIS DUR DE 8x8 cm TRAITES</p> <p>Ce prix rémunère au mètre cube (m3), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des pannes en chevrons de 8x8 cm conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des pannes suivant le CCTP ;</p> <p>le débit ;</p> <p>le traitement des pannes ;</p> <p>le façonnage et la pose ;</p> <p>toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre cube, mesuré par mètre contradictoire</p> <p>Le mètre cube à _____ FCFA</p>			
503	<p>FAUX PLAFOND INTERIEUR EN CONTREPLAQUE DE 4mm Y COMPRIS SOLIVAGE EN BOIS DE 4x8 cm ET COUVRE-JOINTS</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose de faux plafond en contreplaqué conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des contre-plaqués selon le CCTP;</p> <p>la fourniture du bois de solivage ;</p> <p>L'exécution du solivage en bois dur de 4x8cm par trames régulières de 60 x 120 ;</p> <p>la fourniture des accessoires de pose ;</p> <p>le façonnage des contre-plaqués par panneaux de 60x120 ;</p>	M ²		

	<p>L'exécution du faux – plafond ;</p> <p>la fourniture et la pose des couvre-joints ;</p> <p>Toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par métré contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>			
504	<p>BARDAGE SUR FACADES ET PIGNONS EN TÔLES BAC 5/10è Y COMPRIS TOUTE SUJETION DE POSE DE LA BANDE OURLET ET DE RIVE DE FAÎTAGE</p> <p>Ce prix rémunère au mètre linéaire (ml), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose du bardage en tôle bac 5/10è conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la préparation du solivage en bois de 4x8 cm ;</p> <p>la fourniture de la tôle de bardage en tôle bac 5/10è ;</p> <p>la fourniture des bandes ourlets ;</p> <p>la fourniture des tôles de rive de faîtage ;</p> <p>le façonnage et la pose ;</p> <p>toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre linéaire, mesuré par métré contradictoire.</p>	MI		
505	<p>COUVERTURE EN TÔLE BAC ép 6/10è</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose des tôles bac 5/10è conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de la tôle bac 5/10è ;</p> <p>le débit ;</p> <p>la fourniture des accessoires de pose (tire fonds, cavaliers, rondelles feutres) ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par métré</p>	M²		

	contradictoire.			
506	Tôle faîtière crantée de 50 cm de large			
507	<p>PLAFOND EXTÉRIEUR EN TÔLE LISSE.</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), mesuré par métré contradictoire, la fourniture et la pose de plafond en tôles lisses conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture selon le CCTP;</p> <p>le solivage en bois dur de 4X8cm ;</p> <p>la fourniture des accessoires de pose ;</p> <p>le façonnage et la pose ;</p> <p>toutes sujétions</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré, mesuré par métré contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M²		
<p>LOT 600 : MENUISERIES METALLIQUE</p> <p>Le lot 600 rémunère :</p> <p>601 : Portes métallique à double battants (1,5x2,2m) ;</p> <p>602 : Porte métallique extérieur à un battant (1x 2,2m);</p> <p>603 : seuils ;</p> <p>604 : Grilles métalliques antivols de dimensions 150x120 (6u) ;</p>				
601	<p>PORTES METALLIQUE DE 1,50X220 AVEC SERRURE A CANON MUNIE DE POIGNET</p> <p>ce prix rémunère à l'unité (u), mesure par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP.</p> <p>il comprend notamment :</p> <p>la fourniture et la pose des portes métalliques ;</p> <p>la fixation d'une serrure a vachette canon munie de poignet ;</p> <p>l'application d'une première couche d'antirouille ;</p>	U		

	<p>toutes sujétions.</p> <p>ce prix s'applique à l'unité, mesure par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
602	<p>PORTE MÉTALLIQUE EXTÉRIEUR À UN BATTANT (1X 2,2M)</p> <p>ce prix rémunère à l'unité (u), mesure par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP.</p> <p>il comprend notamment :</p> <p>la fourniture et la pose des portes métalliques ;</p> <p>la fixation d'une serrure à vachette canon munie de poignet ;</p> <p>l'application d'une première couche d'antirouille ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>ce prix s'applique à l'unité, mesure par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
603	<p>CORNIÈRE POUR SEUIL, VERANDA, ESCALIER ET RAMPE D'ACCES</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des cornières pour seuil d'estrade, de véranda, d'escalier et de rampe d'accès conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>Seuil en cornière de 30 cm ;</p> <p>Toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
604	<p>FOURNITURE ET POSE DES ANTIVOLS</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des antivols conformément au CCTP.</p>	U		

	<p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture et la pose ;</p> <p>l'application d'une première couche d'antirouille ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>ce prix s'applique a l'unité, mesure par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
<p>LOT 700 : MENUISERIES BOIS</p> <p>Le lot 700 rémunère :</p> <p>701 : Portes intérieures en bois plein (0,9x2,2m)</p> <p>702 : Portes en bois plein pour toilettes (0,7x2,2m)</p> <p>703 : fenêtres en bois (1,5x1,2m)</p> <p>704 : fenêtres en bois (1,2x1,2m)</p>				
701	<p>PORTES INTERIEURES EN BOIS PLEIN (0,9X2,2M)</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du bois ;</p> <p>le façonnage;</p> <p>l'assemblage ;</p> <p>la fixation d'une serrure à vachette canon munie de poignet ;</p> <p>l'application d'une première couche de fond dur ;</p> <p>le ponçage ;</p> <p>l'application d'une deuxième couche de fond dur ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		

702	<p>PORTES EN BOIS PLEIN POUR TOILETTES (0,7X2,2M)</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du bois ;</p> <p>le façonnage ;</p> <p>l'assemblage ;</p> <p>la fixation d'une serrure à vachette canon munie de poignet ;</p> <p>l'application d'une première couche de fond dur ;</p> <p>le ponçage ;</p> <p>l'application d'une deuxième couche de fond dur ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
703	<p>FENETRES EN BOIS (1,5X1,2M)</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du bois ;</p> <p>le façonnage ;</p> <p>l'assemblage ;</p> <p>la fixation des loquets ;</p> <p>l'application d'une première couche de fond dur ;</p> <p>le ponçage ;</p> <p>l'application d'une deuxième couche de fond dur ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p>	U		

	<p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
704	<p>FENETRES EN BOIS (1,2X1,2M)</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des portes conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture du bois ;</p> <p>le façonnage des panneaux en bois ;</p> <p>l'assemblage ;</p> <p>la fixation des loquets ;</p> <p>l'application d'une première couche de fond dur ;</p> <p>le ponçage ;</p> <p>l'application d'une deuxième couche de fond dur ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
<p>LOT 800 : PLOMBERIE SANITAIRE</p> <p>801 : Tuyauterie d'évacuation et d'alimentation y compris accessoires ;</p> <p>802 : WC à l'anglaise avec chasse basse ;</p> <p>803 : Lavabo piédestal complet ;</p> <p>804 : Porte serviette et savon ;</p> <p>805 : Fosse sceptique ;</p> <p>806 : Puisard ;</p> <p>807 : Regard de visite ;</p> <p>808 : porte papier hygiénique.</p>				
801	<p>TUYAUTERIE D'EVACUATION ET D'ALIMENTATION Y COMPRIS ACCESSOIRES</p> <p>Ce prix rémunère à l'ensemble, mesuré par mètre</p>	ENS		

	<p>contradictoire, la fourniture et la pose des tuyaux d'évacuation et d'alimentation conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>la fourniture des tuyaux en PVC 100 ;</p> <p>la fourniture des tuyaux en PVC 63 ;</p> <p>la fourniture des coudes, té, raccords, colliers et autres accessoires de pose ;</p> <p>l'exécution des fouilles, le cas échéant, et des saignées ;</p> <p>la pose et l'assemblage des tuyaux ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'Ensemble (Ens), mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'ensemble à _____ FCFA</p>			
802	<p>WC A L'ANGLAISE AVEC CHASSE BASSE</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des WC conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>la fourniture des WC ;</p> <p>la fourniture des accessoires de pose ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
803	<p>LAVABO PIEDESTAL COMPLET</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité, mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose de lavabo conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>la fourniture de lavabo ;</p> <p>la fourniture du piédestal ;</p> <p>la fourniture des accessoires de pose ;</p>	U		

	<p>la pose ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
804	<p>PORTE SERVIETTE ET SAVON</p> <p>Ce prix rémunère l'ensemble (Ens), mesuré par unité contradictoire, la fourniture et la pose des équipements dans les salles d'eaux conformément au CCTP.</p> <p>Ces équipements comprennent :</p> <p>Porte savon (3u) ;</p> <p>Porte papier hygiénique (3u) ;</p> <p>Siphons de sols (3u) ;</p> <p>Miroir de douche de 40x60 (3u)</p> <p>Porte serviette (3u) ;</p> <p>Ce prix rémunère également :</p> <p>la fourniture des accessoires de pose ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
805	<p>FOSSE SEPTIQUE</p> <p>Ce prix rémunère l'Ensemble, mesuré par mètre contradictoire, de la fosse septique , conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>l'exécution d'une fouille pour fosse septique de 20 usagers de longueur 3,00 ; largeur 1,5 m et de hauteur interne 1,30m ;</p> <p>l'exécution de la maçonnerie en parpaings bourrés de 15x20x40 pour compartimentage de la fosse septique suivant les dimensions internes des cuves ci-après : 1,40m ; 0,60 m ; 1,00 m de largeur 1,5m et de hauteur</p>	Ens		

	<p>interne 1,30m ;</p> <p>l'exécution d'un dallage au fond et d'un enduit étanche sur les maçonneries de la fosse ;</p> <p>l'exécution des dalles de couvertures sur chaque compartiment en béton armé dosé à 350 kg/m3 y compris regards de visites ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'ensemble, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'ensemble à _____ FCFA</p>			
806	<p>PUISARD</p> <p>Ce prix rémunère l'Ensemble, mesuré par mètre contradictoire, de la fosse septique de 20 usagers y compris puisard et regard de visite, conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>l'exécution d'une fouille pour puisard de diamètre 90 cm et de profondeur 6m ;</p> <p>l'exécution des dalles de couvertures sur chaque compartiment en béton armé dosé à 350 kg/m3 y compris regards de visites ;</p> <p>l'exécution des maçonneries en parpaings bourrés de 15x20x40 sur trois assises sur extrémité supérieur du puisard ;</p> <p>toute sujétion ;</p> <p>Ce prix s'applique à l'ensemble, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'ensemble à _____ FCFA</p>	Ens		
807	<p>REGARDS DE VISITE</p> <p>Ce prix rémunère l'Ensemble, mesuré par mètre contradictoire, du regard de visite, conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend :</p> <p>l'exécution d'une dalle de couverture y compris regard de visite en béton armé dosé à 350 kg/m3 ;</p> <p>toute sujétion ;</p>	Ens		

	<p>Ce prix s'applique à l'ensemble, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'ensemble à _____ FCFA</p>			
808	<p>PORTE PAPIER HYGIENIQUE</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
<p>LOT 900 : ELECTRICITE</p> <p>Le lot 900 rémunère :</p> <p>901 : Gaine flexible orange (rouleau);</p> <p>902: Cable V.G.V 1,5mm² en plafond</p> <p>Fil TH 2, 5 mm² (rouleau 100m).</p> <p>903 : Interrupteurs SA de marque LEGRAND ou similaire;</p> <p>904 : Interrupteurs V et V de marque Legrand ou Similaire.</p> <p>905 : Prises 2P + T de marque Legrand ou Similaire.</p> <p>906 : Boitiers + boites de dérivation + coffret +branchement au réseau</p> <p>y compris toutes sujétions ;</p> <p>907 : Réglettes complètes de 1,20 de marque phillips ou Similaire ;</p> <p>908 : Hublots ronds étanches ;</p> <p>909 : Réseau de mise à la terre y compris toutes sujétions ;</p>				
901	<p>GAINES FLEXIBLES ORANGES</p> <p>Ce prix rémunère au rouleau posé (Rouleau), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des tubes flexibles de 13 mm conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>l'exécution des saignées conformément aux plans d'électricité ;</p> <p>la fourniture des fourreaux électriques suivant le CCTP ;</p> <p>la pose ;</p> <p>les raccords sur les saignées ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au rouleau de tubes posé, mesuré par mètre contradictoire.</p>	rouleau		

	Le rouleau à _____ FCFA			
902	<p>CABLE V.G.V 1,5MM² EN PLAFOND</p> <p>Ce prix rémunère au rouleau posé (Rouleau), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose de câble V.G.V 1,5MM² conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des câbles suivant le CCTP ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au rouleau de câble posé, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le rouleau à _____ FCFA</p>	rouleau		
903	<p>FIL TH 2,5 mm² POUR TOUTES LES INSTALLATIONS (PRISES ET LAMPES)</p> <p>Ce prix rémunère au rouleau posé (Rouleau), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose de câble TH de 2,5 mm² conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des câbles suivant le CCTP ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au rouleau de câble posé, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le rouleau à _____ FCFA</p>	rouleau		
904	<p>REGLETTES COMPLETES DE 120 cm</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des réglettes complètes de 120 cm conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des réglettes suivant le CCTP ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre</p>	U		

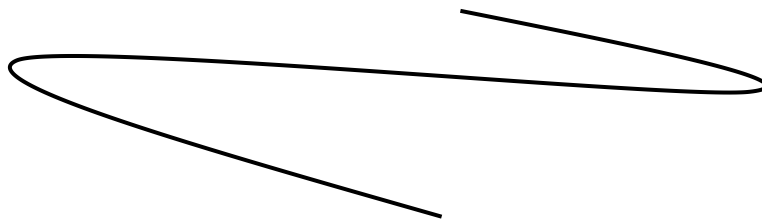
	<p>contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>			
905	<p>HUBLOTS RONDS ETANCHES</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des hublots ronds étanches conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des réglettes suivant le CCTP ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
906	<p>INTERRUPTEURS ET PRISES DE COURANT</p> <p>Ce prix rémunère à l'unité (U), la fourniture et la pose des interrupteurs et prises conformément au CCTP,</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des interrupteurs et prises 2p +T suivant le CCTP ;</p> <p>la pose ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'unité, mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>L'unité à _____ FCFA</p>	U		
907	<p>ATTACHES, DOMINOS, BOITIERS + BOITES DE DERIVATION + COFFRET Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS</p> <p>Ce prix rémunère l'ensemble des accessoires (Ens), mesuré par mètre contradictoire, la fourniture et la pose des accessoires nécessaires à la mise en place des installations électriques et à leur fonctionnement conformément au CCTP</p> <p>.Ces accessoires comprennent :</p> <p>les boitiers;</p>	Ens		

	les boîtes de dérivation ; les coffrets et tableaux ; et toutes sujétions raccordement, le cas échéant, au réseau existant. Ce prix s'applique à l'ensemble des accessoires posés, mesuré par mètre contradictoire. L'ensemble à _____ FCFA			
LOT 1000 : PEINTURE ET REVETEMENT Le lot 1000 rémunère : 1001 : Peinture bicouche sur plafond; 1002 : Peinture bicouche sur murs extérieurs, 1003 : Peinture bicouche sur murs intérieurs 1004 : Peinture à huile « email « A » menuiseries bois et métalliques et sous bassement; 1005 : Sérigraphie sur plaque métallique de 30 x 60; 1006 : carreaux faïence sur murs toilettes 1007 : carreaux gré cérame sur sol toilettes et salle de repos				
1001	PEINTURE BICOUCHE SUR PLAFOND Ce prix rémunère au mètre carré (m2), la pose de la peinture sur le plafond, conformément au CCTP. Il comprend notamment : la fourniture de la peinture; la fourniture des teintes ; la préparation de la peinture ; le matériel de mise en œuvre l'exécution d'une couche d'impression suivant le CCTP ; l'exécution d'une couche de finition en peinture acrylique suivant le CCTP ; toutes sujétions. Ce prix s'applique au mètre carré (m2), mesuré par mètre contradictoire.	M2		
1002	PEINTURE BICOUCHE SUR MURS EXTERIEURS Ce prix rémunère au mètre carré (m2), la pose de la	M ²		

	<p>peinture sur les murs extérieurs, conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de la peinture;</p> <p>la fourniture des teintes ;</p> <p>la préparation de la peinture ;</p> <p>le matériel de mise en œuvre</p> <p>l'exécution d'une couche d'impression suivant le CCTP ;</p> <p>l'exécution d'une couche de finition en peinture acrylique suivant le CCTP ;</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>			
1003	<p>PEINTURE BICOUCHE SUR MURS INTERIEURS</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), la pose de la peinture sur les murs intérieurs, conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de la peinture;</p> <p>la fourniture des teintes ;</p> <p>la préparation de la peinture ;</p> <p>le matériel de mise en œuvre</p> <p>l'exécution d'une couche d'impression suivant le CCTP ;</p> <p>l'exécution d'une couche de finition en peinture acrylique suivant le CCTP ;</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M ²		
1004	<p>PEINTURE A HUILE EMAIL « A » SUR MENUISERIES METALLIQUES, BOIS ET SOUS-BASSEMENT</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), l'application de la peintures à huile email sur les menuiseries métalliques, bois et sous bassement conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture de la peinture à huile type « email » ;</p> <p>la fourniture des teintes ;</p>	M2		

	<p>la préparation de la peinture ;</p> <p>le matériel de mise en œuvre</p> <p>l'exécution d'une couche d'impression suivant le CCTP ;</p> <p>l'exécution d'une couche de finition en peinture acrylique suivant le CCTP ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré (m2), mesuré par métré contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>			
1005	<p>SERIGRAPHIE SUR PLAQUE METALLIQUE DE 30x60</p> <p>Ce prix rémunère l'ensemble (Ens) , la pose de la peinture sur la plaque métallique conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la sérigraphie de la mention « BIP 2022 – Lettre-Commande N° ____ /LC/CNG/SIGAMP/CIPM/2022 » ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique à l'ensemble (Ens), mesuré par métré contradictoire.</p> <p>L'ensemble à _____ FCFA</p>	Ens		
1006	<p>CARREAUX FAIENCE SUR MURS TOILETTES</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), la fourniture et la pose de la des carreaux en faïence sur murs des toilettes conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>les carreaux en faïences;</p> <p>le ciment colle de pose ;</p> <p>le matériel et les matériaux de pose ;</p> <p>la pose sur une hauteur de 1,8m ;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré (m2), mesuré par métré contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M²		

1007	<p>CARREAUX GRE CERAME SUR SOL TOILETTES ET SALLE DE REPOS</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré (m2), la fourniture et la pose de la des carreaux gré cérames antidérapant 1er choix de 30x30 sur vérandas conformément au CCTP.</p> <p>Il comprend notamment :</p> <p>la fourniture des carreaux;</p> <p>la fourniture du ciment ordinaire et du ciment colle de pose ;</p> <p>le matériel et les matériaux de pose ;</p> <p>la pose;</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré (m2), mesuré par mètre contradictoire.</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M²		
<p>LOT 1100 : V.R.D</p> <p>Le LOT 1100 rémunère:</p> <p>1101 : Caniveau autour du bâtiment</p> <p>1102 : Dallage des alentours du bâtiment</p>				
1101	<p>CANIVEAU AUTOUR DU BATIMENT</p> <p>Ce prix rémunère au mètre linéaire, la construction du caniveau autour du bâtiment conformément au CCTP.</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre linéaire (ml).</p> <p>Le mètre linéaire à _____ FCFA</p>	ml		
1102	<p>DALLAGE DES ALENTOURS DU BATIMENT</p> <p>Ce prix rémunère au mètre carré , le dallage des alentour du bâtimentl conformément aux spécifications techniques du CCTP.</p> <p>toutes sujétions.</p> <p>Ce prix s'applique au mètre carré (m²)</p> <p>Le mètre carré à _____ FCFA</p>	M²		



TITRE IV - CADRES DES DEVIS QUANTITATIFS ET ESTIMATIFS (CDQE)

Cadre du devis quantitatif et estimatif des travaux de construction d'un bloc maternelle à
l'école maternelle bilingue de Ngoumou

N° prix	DESIGNATION DES OUVRAGES	Unité	Qté	P.unit	P.Tot
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES – ETUDES					
101	Etudes et installation de chantier	FF	1		

102	Débroussaillage du site	M2	1251		
Sous – total lot 100					
LOT 200 : TERRASSEMENT ET IMPLANTATION					
201	Nivellement de la plate forme	m2	637		
202	Fouilles en rigole et en puits	m3	30		
203	Remblai compacté sous dallage et fouilles	m3	88		
Sous – total lot 200					
LOT 300 : FONDATIONS					
301	Béton de propreté dosé à 150 kg/m3	m3	2,9		
302	Agglos plein de 20x20x40 cm en sous bassement	M2	75		
303	Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour les semelles, amorces poteaux et longrines	m3	5,75		
304	Béton dosé 300 kg/m3 pour dallage du sol épaisseur 8 cm	M2	195		
Sous – total lot 300					
LOT 400 : MACONNERIE-ELEVATIONS-ENDUITS					
401	Parpaings en agglos creux de 15x20x40 pour les murs	M2	240		
402	Parpaings en agglos creux de 10x20x40	M²	31		
403	Enduits sur murs intérieurs et extérieurs dosé à 400 Kg/m3	M2	580		
404	Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux, appui de fenêtres, linteaux et chaînage	M3	6,3		
405	Chape de 2 cm d'épaisseur dosée à 400 kg/m3	M2	223		
406	claustras	M²	39		
Sous – total lot 400					
LOT 500 : CHARPENTE-COUVERTURE-FAUX PLAFOND					
501	Fermes	M3	3,5		
502	Pannes et lattes de rives de pignon	M3	3,5		
503	Plafond de 5mm y/c solivage	M²	249		
504	Planche de rive	MI	65		

505	Tôles bac alu 6/10e	M²	265		
506	Tôles faitire de 50cm de large	ml	47		
507	Rive de pignon en alu	ml	39		
Sous – total lot 500					
LOT 600 : MENUISERIES METALLIQUES					
601	Portes métalliques à double battant de 1,5x2,2 ;	U	2		
602	Portemétallique extérieur de 1x2,2	U	2		
603	seuils	ml	33		
604	Grilles antivol à l'intérieur du cadre en bois	M²	4		
Sous – total lot 600					
Lot 700 : MENUISERIE BOIS					
701	Porte intérieure en bois plein (0,9x2,20)	U	4		
702	Porte intérieure en bois plein pour toilettes(0,7x2,20)	U	4		
703	Fenêtre en bois(1,5x1,2 m)	U	1		
704	Fenêtre en bois(1,2x1,2 m)	U	1		
Sous – total lot 700					
Lot 800 : PLOMBERIE SANITAIRE					
801	Tuyauterie évacuation et alimentation y compris accessoires	Ens	1		
802	WC à l'anglaise avec chasse basse	U	4		
803	Lavabo piédestal complet	U	2		
804	Porte serviette et savon	Ens	2		
805	Fosse septique	U	1		
806	puisard	U	1		
807	Rregard de visite	U	1		
808	Porte papier hygiénique	U	4		
Sous – total lot 800					
Lot 900 : ELECTRICITE					

901	Gaine flexible orange (rouleau);	Rleau	3		
902	Cable VGV 1,5 en plafond	Rleau	2		
903	Fil TH 2, 5 mm2 (rouleau 100m).	Rleau	3		
904	Réglettes complètes de 1,20	U	20		
905	Hublots ronds étanches	U	3		
906	Interrupteurs et prise encastrés	U	16		
907	Boitiers + boites de dérivation +coffret +branchement au réseau y compris toutes sujétions	Ens	1		
Sous – total lot 900					
LOT 1000 : PEINTURE ET REVETEMENT					
1001	Peinture bicouche sur plafond	M2	249		
1002	Peinture bicouche sur murs extérieurs	M²	190		
1003	Peinture bicouche sur murs intérieurs	M²	390		
1004	Peinture à huile « email « A » menuiseries bois et métalliques et sous-bassement	M2	130		
REVETEMENT					
1005	Carreaux faïences 15x15 sur murs des toilettes (ht=1,8m)	M2	30		
1006	Carreaux gré cérames antidérapants de 5x5 pour sol de toilettes et salle de repos	M2	31		
Sous – total lot 1000					
LOT 1100: VRD					
1101	Caniveau de 40 x 20 cm en béton armé	ML	75		
1002	Dallage d'autour ép 8 cm en béton dosé à 300 kg/m3, largeur 90 cm	M2	52		
Sous – total Lot 1100					

RECAPITULATIF

N° LOT	INTITULE DU LOT	MONTANT
100	TRAVAUX PREPARATOIRES – ETUDES	
200	TERRASSEMENT ET IMPLANTATION	

300	FONDATIONS	
400	MACONNERIE-ELEVATIONS-ENDUITS	
500	CHARPENTE-COUVERTURE-FAUX PLAFOND	
600	MENUISERIES METALLIQUES	
700	MENUISERIE BOIS	
800	PLOMBERIE SANITAIRE	
900	ELECTRICITE	
1000	PEINTURE ET REVETEMENT	
1100	VRD	
	TOTAL H.T.V.A	
	T.V.A (19,25 %)	
	TOTAL T.T.C.	
	A.I.R. (2,2% ou 5,5%)	

Cadre du devis quantitatif et estimatif des travaux de construction d'un lbloc maternel à l'école maternelle d'Otéle lot 2

N° prix	DESIGNATION DES OUVRAGES	Unité	Qté	P.unit	P.Tot
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES – ETUDES					
101	Etudes et installation de chantier	FF	1		
102	Travaux de démolition	FF	1		

103	Débroussaillage du site	M²	1251		
Sous – total lot 100					
LOT 200 : TERRASSEMENT					
201	Nivellement de la plate forme	m2	637		
202	Fouilles en rigole et en puits	FF	30		
203	Remblai compacté sous dallage et fouilles	m3	88		
Sous – total lot 200					
LOT 300 : FONDATIONS					
301	Béton de propreté dosé à 150 kg/m3	m3	2,9		
302	Agglos plein de 20x20x40 cm en sous bassement	M2	75		
303	Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour les semelles, amorces poteaux et longrines	m3	5,75		
304	Béton dosé 300 kg/m3 pour dallage du sol épaisseur 8 cm	M2	195		
Sous – total lot 300					
LOT 400 : MACONNERIE-ELEVATIONS					
401	Parpaings en agglos creux de 15x20x40 pour les murs	M2	240		
402	Parpaings en agglos creux de 10x20x40	M²	31		
403	Enduits sur murs intérieurs et extérieurs dosé à 400 Kg/m3	M²	580		
404	Béton armé dosé à 350 kg/m3 pour poteaux, appui de fenêtres, linteaux et chaînage	M3	6,3		
405	Chape de 2 cm d'épaisseur dosée à 400 kg/m3	M2	223		
406	claustras	M²	39		
Sous – total lot 400					
LOT 500 : CHARPENTE-COUVERTURE-FAUX PLAFOND					
501	Fermes en bastaings de 3x15 cm doublés et traités	M3	3,5		
502	Pannes en chevrons bois dur de 8x8 cm traités	M3	3,5		
503	Faux plafond intérieur en contreplaqué de 60x120 cm et de 4 mm y compris bois de solivage de 4x8cm et couvre-joints	M²	249		

504	Bardage sur façades et pignons en tôle bac 5/10è y compris toute sujétion de pose de la bande ourlet et de rive de faîtage	ML	65		
505	Couverture en tôle bac épaisseur 6/10è	M2	265		
506	Tôle faîtière crantée de 50 cm de large	ML	47		
507	Rive pignon en alu	ml	39		
Sous – total lot 500					
LOT 600 : MENUISERIES METALLIQUES					
601	Portes métalliques à double battant de 1,5x2,2 ;	U	2		
602	Portemétallique extérieur de 1x2,2	U	2		
603	seuils	ml	33		
604	Grilles antivol à l'intérieur du cadre en bois	M ²	4		
Sous – total lot 600					
Lot 700 : MENUISERIES BOIS					
701	Porte intérieure en bois plein (0,9x2,20)	U	4		
702	Porte intérieure en bois plein pour toilettes(0,7x2,20)	U	4		
703	Fenêtre en bois(1,5x1,2 m)	U	1		
704	Fenêtre en bois(1,2x1,2 m)	U	1		
Sous – total lot 700					
Lot 800 : PLOMBERIE SANITAIRE					
801	Tuyauterie évacuation et alimentation y compris accessoires	Ens	1		
802	WC à l'anglaise avec chasse basse	U	4		
803	Lavabo piédestal complet	U	2		
804	Porte serviette et savon	Ens	2		
805	Fosse septique	U	1		
806	puisard	U	1		
807	Rregard de visite	U	2		
808	Porte papier hygiénique	U	4		

Sous – total lot 800					
Lot 900 : ELECTRICITE					
901	Gaine flexible orange (rouleau);	Rleau	3		
902	Cable VGV 1,5 en plafond	Rleau	2		
903	Fil TH 2, 5 mm2 (rouleau 100m).	Rleau	3		
904	Réglettes complètes de 1,20	U	20		
905	Hublots ronds étanches	U	3		
906	Interrupteurs et prise encastrés	U	16		
907	Boitiers + boites de dérivation +coffret +branchement au réseau y compris toutes sujétions	Ens	1		
Sous – total lot 900					
807	Carreaux gré cérames antidérapant 1er choix 30x30 sur vérandas	M2	22		
808	Carreaux gré cérames antidérapants 1er choix de 5x5 pour cuisines et toilettes	M2	22		
809	Carreaux faïences 15x15 sur murs des toilettes (ht=1,8m)	M2	33		
Sous – total lot 800					
LOT 1000 : PEINTURE ET REVETEMENT					
1001	Peinture bicouche sur plafond	M2	249		
1002	Peinture bicouche sur murs extérieurs	M ²	190		
1003	Peinture bicouche sur murs intérieurs	M ²	390		
1004	Peinture à huile « email « A » menuiseries bois et métalliques et sous-bassement	M2	130		
REVETEMENT					
1005	Carreaux faïences 15x15 sur murs des toilettes (ht=1,8m)	M2	30		
1006	Carreaux gré cérames antidérapants de 5x5 pour sol de toilettes et salle de repos	M2	31		
Sous – total lot 900					
LOT 1100 : VRD					
1101	Caniveau de 40 x 20 cm en béton armé	ML	75		

1102	Dallage d'autour ép 8 cm en béton dosé à 300 kg/m3, largeur 90 cm	M2	52		
Sous – total Lot 1100					

RECAPITULATIF

N° LOT	INTITULE DU LOT	MONTANT
100	TRAVAUX PREPARATOIRES – ETUDES	
200	TERRASSEMENT ET IMPLANTATION	
300	FONDATIONS	
400	MACONNERIE-ELEVATIONS-ENDUITS	
500	CHARPENTE-COUVERTURE-FAUX PLAFOND	
600	MENUISERIES METALLIQUES	
700	MENUISERIE BOIS	
800	PLOMBERIE SANITAIRE	
900	ELECTRICITE	
1100	V.R.D	
	TOTAL H.T.V.A	
	T.V.A (19,25 %)	
	TOTAL T.T.C.	
	A.I.R. (2,2% ou 5,5%)	
	NET A MANDATER	

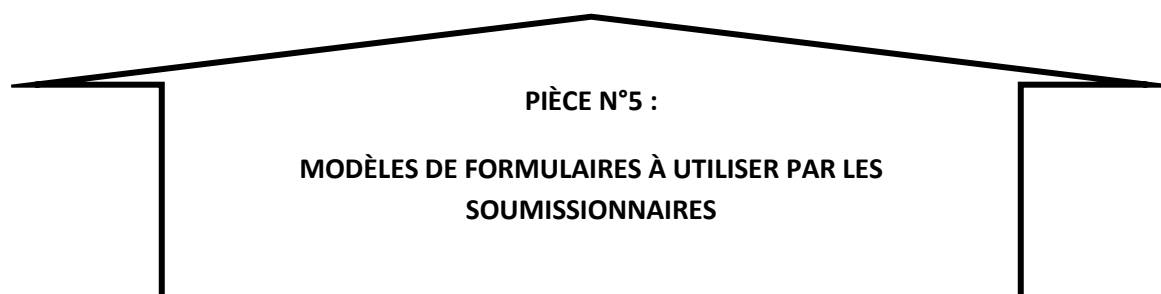
Page et dernière de la

LETTRE-COMMANDE N° 002/LC/CNG/SIGAMP/CIPM/2025Passée après

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°002/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM/2025 Du 27/03/2025, EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CERTAINES INFRASTRUTURES SCOLAIRES DANS LA COMMUNE DE NGOUMOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO, REGION DU CENTRE EN DEUX LOTS

Délai d'exécution : Trois (03) mois. /-

Montant de la Lettre Commande en FCFA :



SOMMAIRE

Formulaire N°1 :	Modèle de soumission
Formulaire N°2 :	Modèle déclaration d'intention de soumissionner.....
Formulaire N°3 :	Modèle de caution de soumission
Formulaire N°4 :	Modèle de cautionnement définitif

Formulaire N°5 :	Modèle de caution d'avance de démarrage
Formulaire N°6 :	Modèle de caution de retenue de garantie
Formulaire N°7 :	Modèle d'attestation de solvabilité
Formulaire N°8 :	Modèle de cadre du sous-détail des prix unitaires.....

Formulaire N°1 : MODELEDE SOUMISSION

Je, soussigné,..... (Indiquer le nom et la qualité du signataire)

Représentant la société, l'entreprise ou le groupement (8).....dont le siège social est
à, inscrite au registre du commerce desous le n°

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au Dossier d'Appel d'Offres y compris le(s) additif(s), [rappeler le numéro et l'objet de l'appel d'Offres],

Après m'être personnellement rendu compte de la situation des lieux et avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des travaux à effectuer,

Remets, revêtus de ma signature, le Bordereau des Prix Unitaires ainsi que le Devis Estimatif établissant les prix que j'ai établi moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot n° _____ à _____ [en chiffres et en lettres] francs CFA Hors TVA, et à _____ [en chiffres et en lettres] francs CFA Toutes Taxes Comprises.

M'engage à exécuter les travaux dans un délai de _____ jours [indiquer la durée de validité de l'offre, 60 jours] à compter de la date limite de remise des offres.

Les rabais et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants (en cas de possibilité d'attribution de plusieurs lots).

Le Chef de service du marché se libérera des sommes dues par lui au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° ouvert au nom de auprès de la banque.....
Agence de

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à le

Signature de

En qualité de

Dûment autorisé à signer les soumissions

pour et au nom de (9)

(8) Supprimer la mention inutile

(9) Annexer la lettre de pouvoirs

Formulaire N°2 : MODELE DE DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

Je soussigné, Monsieur (Madame) _____

De Nationalité _____ faisant élection de domicile à _____

BP : _____ Tél : _____

Agissant en qualité de _____

Au nom et pour le compte de l'Entreprise _____

N° RC : _____ N° Contribuable : _____

Déclare par la présente mon intention de soumissionner l'Appel d'Offres National Ouvert

N° ____/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM/2022 Du _____

Pour l'exécution des travaux de _____

—

—

En foi de quoi la présente déclaration est établie et délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à _____, le _____

Formulaire N°3 : MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION

Adressée à Monsieur : Le MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOUMOU

Attendu que l'Entreprise _____, ci-dessous désignée " le Soumissionnaire ", a soumis son offre en date du _____ pour la construction de ci-dessous désignée "l'offre", et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalent à (en lettres) FCFA.

Nous _____(nom et adresse de la banque), représentée par _____(noms des signataires), ci-dessous désignée "la banque" déclarons garantir le paiement à l'Autorité Contractante de la somme maximale de (en lettres) FCFA, que la banque s'engage à régler intégralement à l'Autorité Contractante, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de la validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;

Ou

Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du Marché par l'Autorité Contractante pendant la période de validité :

Manque à signer ou refuse de signer le Marché, alors qu'il est requis de le faire ;

Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du Marché (cautionnement définitif, comme prévu dans celui-ci).

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de la première demande écrite de l'Autorité Contractante, sans que l'Autorité Contractante soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande l'Autorité Contractante notera que le montant qu'il réclame est dû au Maître d'Ouvrage parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) a(ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par l'Autorité Contractante pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande de l'Autorité Contractante tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusée de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

A _____, le _____

Formulaire N°4 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Banque :

Référence de la Caution N° _____

Adressée à Monsieur : Le MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOUMOU ci-dessous désigne "Autorité Contractante"

Attendu que _____ (nom et adresse de l'Entreprise), ci-dessous désigné "l'Entrepreneur" s'est engagé, en exécution du Marché désigné le "Marché", à réaliser les travaux de construction de comprenant notamment :

Attendu qu'il est stipulé dans le Marché que l'Entrepreneur remettra à l'Autorité Contractante un cautionnement définitif, d'un montant égal à cinq pour cent (5%) du montant du Marché, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du Marché.

Attendu que nous avons convenu de donner à l'Entrepreneur ce cautionnement,

Nous, _____ (nom et adresse de la banque), représentée par _____ (noms des signataires) ci-dessous désignée "la banque", nous engageons à payer à au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de l'Autorité Contractante déclarant que l'Entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du Marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de _____ (en chiffres et en lettres).

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au Marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification à l'Entrepreneur, par l'Autorité Contractante, de l'approbation du Marché. Elle sera libérée dans un délai de _____ à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par l'Autorité Contractante au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

A _____, le _____

Formulaire N° 5 : MODELE DE CAUTION D'AVANCE DE DEMARRAGE

Banque : référence, adresse _____

Nous soussigné (banque, adresse), déclarons par la présente, garantir, pour le compte de _____ (le titulaire), au profit de _____, Maître d'Ouvrage (« Le bénéficiaire »),

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite de l'Autorité Contractante déclarant que _____ (le titulaire) ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du Marché _____ relatif aux travaux de construction de _____ de la somme totale maximum correspondant à l'avance de vingt (20) % du montant toutes taxes comprises de la lettre commande N° _____, payable dès la notification de l'ordre du service correspondant, soit : _____francs CFA.

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de _____ (le titulaire), ouvert auprès de la banque _____ sous le N° _____

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque

A....., le.....

(Signature de la banque)

Formulaire N°6 : MODELE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE

Banque :

Référence de la caution : N°

Adressée à Monsieur le MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOUMOU, ci-dessous désigné "l'Autorité Contractante".

Attendu que..... (Nom et adresse de l'entreprise), ci-dessous désigné "l'Entrepreneur", s'est engagé, en exécution du Marché, à réaliser les travaux de construction de,

Attendu qu'il est stipulé dans le Marché que la retenue de garantie fixée à 10% du montant TTC du Marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner à l'Entrepreneur cette caution,

Nous,.....(Nom et adresse de banque), représentée par (noms des signataires), et ci-dessous désignée (la banque),

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage, au nom de l'Entrepreneur, pour un montant maximum de (en chiffres et en lettres), correspondant à dix pour cent (10%) du montant du Marché. (10)

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'Entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du Marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute(s) somme(s) dans les limites du montant égal à dix pour cent (10%) du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au Marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par le Chef Service du Marché.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit Camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

A....., le.....

(Signature de la banque)

(10) Le cas où la caution est établie une fois au démarrage des travaux et couvre la totalité de la garantie, soit 10% du Marché.

Formulaire N° 7 : Modèle d'attestation de solvabilité

Nous, soussignés, _____ (nom de la banque), Société Anonyme au capital de _____ (FCFA) dont le siège social est _____, BP. _____.

Attestons que la Société _____ BP. _____ entretient le compte N° _____ ouvert dans les livres de notre agence de _____. Les dirigeants de cette entreprise jouissent d'une bonne réputation commerciale. Les engagements portés au nom de la Société ont toujours été scrupuleusement respectés jusqu'à ce jour, et nous estimons que cette Société a une capacité de financement de _____ FCFA (en lettres).

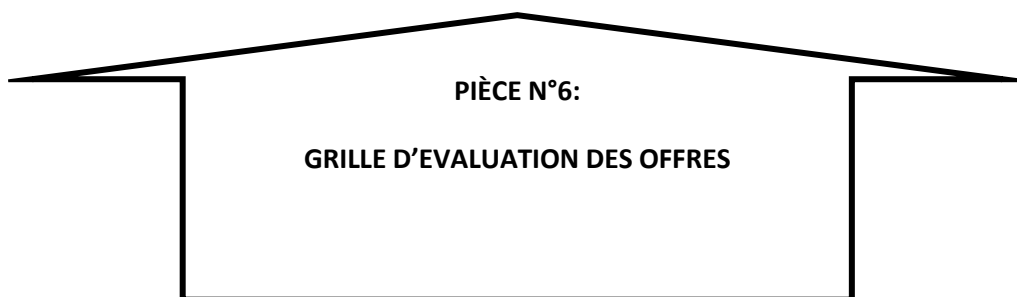
En foi de quoi la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à _____, le, _____

Formulaire N° 8 : Modèle de cadre du sous-détail des prix unitaires (CSDPU)

SOUS-DETAIL DES PRIX					
DESIGNATION :					
N° PRIX	Rendement journalier	Quantité totale	Unité	Durée tâche	
.....	
Main d'Œuvre	Catégorie	Salaire journalier	Jours facturés	Montant	
				-	
				-	
	Sous - total Main d'Œuvre A=				
Matériels et engins	Type	Taux journalier	Jours facturés	Montant	
				-	
				-	
	Sous-total matériels B=				
Matériaux et Divers	Type	Uté	Qté	P.Unit	Montant
					-
	Sous - total matériaux C=				

D	TOTAL COUT DIRECT A+B+C =			
E	Frais généraux de chantier	.....%	D x % =	
F	Frais généraux de siège	.....%	D x% =	
G	Coût de revient		D+E+F =	
H	Risques + Bénéfices	.....%	G x ... % =	
I	PRIX DE REVIENT TOTAL HORS TAXES		G+H =	
J	Frais d'enregistrement	2,36 %	I x 2,36 % =	
K	PRIX DE REVIENT UNITAIRE HORS TAXES		(I+J) / Qté =	



APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°002/AONO/CNG/SIGAMP/CIPM/2025 Du 27/03/2025, EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE CERTAINES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS LA COMMUNE DE NGOUMOU, DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AKONO, REGION DU CENTRE. EN DEUX LOTS

LOT

Financement : BIP Exercice 2025

GRILLE D'ÉVALUATION

ENTREPRISE :		N° LOTS :	
--------------	--	-----------	--

RAPPEL DES CRITERES ELIMINATOIRES

A	Pièces administratives
i	<ul style="list-style-type: none"> absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
ii	<ul style="list-style-type: none"> non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
iii	<ul style="list-style-type: none"> fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
iv	<ul style="list-style-type: none"> <i>non-respect du format de fichier des offres ;</i>
v	<ul style="list-style-type: none"> absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
vi	<ul style="list-style-type: none"> absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
B	Offre technique
i	<ul style="list-style-type: none"> Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
ii	<ul style="list-style-type: none"> Absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum
iii	<ul style="list-style-type: none"> N'avoir pas réuni au moins 70% de critères de qualification ;
C	Offre financière
i	<ul style="list-style-type: none"> Omission du prix d'une tâche quantifiée dans le bordereau des prix unitaires ou dans le devis estimatif ;
ii	<ul style="list-style-type: none"> Absence d'une pièce financière ;
iii	<ul style="list-style-type: none"> Sous-détail des Prix unitaires incomplet à plus 10% du nombre total des Sous-détail des Prix unitaires ;
iv	<ul style="list-style-type: none"> Sous-détail des Prix unitaires non conforme au modèle.

RAPPEL DES CRITERES ESSENTIELS

La capacité financière Oui/Non

Les références de l'Entreprise Oui/Non			
Méthodologie d'exécution de chaque lot de travaux Oui/Non			
Planning d'approvisionnement en matériaux et le planning			
d'exécution des travaux Oui/Non			
L'expérience du personnel d'encadrement..... Oui/Non			
Le matériel et les équipements essentiels..... Oui/Non			
Compréhension du projet Oui/Non			
Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura obtenue un pourcentage de « oui » supérieur ou égal à 70%, (soit au moins 5 « oui » sur 7) seront examinées.			
A – CAPACITE FINANCIERE			
Ce critère est rempli si l'une des deux (02) exigences ci-après est remplie :			
	A1-1 : Chiffre d'Affaires : justifier d'un chiffre d'affaires cumulé d'au moins quarante-cinq millions (45 000 000) Francs CFA pendant les trois dernières années; NB : Les justificatifs du chiffre d'affaires comprennent notamment : Les contrats (première et dernière pages) ou bons de commandes ; Les procès-verbaux de réceptions (provisoire ou définitive) pour chaque contrat ou bon de commande.	Oui	Non
	A1-2: Attestation d'un établissement bancaire de 1 ^{er} ordre : Soit justifiant la solvabilité du soumissionnaire d'au moins cinquante millions (50 000 000) Francs CFA ; Soit s'engageant à accorder des facilités de préfinancement au soumissionnaire au cas où il serait adjudicataire des travaux.	Oui	Non
EVALUATION CAPACITE FINANCIERE		OUI	NON
B- REFERENCES DE L'ENTREPRISE			
NB : Les justificatifs des références comprennent notamment :			
Les contrats (première, deuxième et dernière pages) ou bons de commandes ;			
Les procès-verbaux de réceptions (provisoire ou définitive) pour chaque contrat ou bon de commande			
Ce critère est rempli si au moins une (01) des deux (02) exigences ci-après est remplie :			
	B1 - Justifier sur les trois (03) dernières années la réalisation de projets de	Oui	Non

	construction ou d'entretien de bâtiment public pour un montant cumulé d'au moins quarante-cinq millions (45000 000) FCFA TTC ;		
	B2 - Justifier des prestations au cours des trois (03) dernières années dans les domaines autres que les constructions et entretiens de bâtiments, y compris les fournitures dans les structures publiques, parapubliques ou privées, pour un montant cumulé d'au moins vingt-cinq millions (25 000 000) F CFA TTC ;	Oui	Non
EVALUATION REFERENCES DE L'ENTREPRISE		OUI	NON
C- METHODOLOGIE D'EXECUTION DES TRAVAUX			
Ce critère est rempli si au moins Trois (03) des quatre (04) exigences ci-après sont remplies :			
	C-1 Déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers ;	oui	non
	C-2 Présence d'une Méthodologie d'exécution des travaux ;	oui	non
	C-3 Méthodologie d'exécution décrite pour chaque corps d'état de travaux énuméré dans le devis quantitatif et estimatif ;	oui	non
	C-4 Prise en compte des dispositions environnementales à la fin de la méthodologie d'exécution ;	oui	non
EVALUATION DE LA METHODOLOGIE D'EXECUTION DES TRAVAUX		OUI	NON
D- PLANNING D'APPROVISIONNEMENT EN MATERIAUX ET PLANNING D'EXECUTION DES TRAVAUX			
Ce critère est rempli si au moins deux (02) des Trois (03) exigences ci-après sont remplies :			
	D-1 Planning d'exécution des travaux tenant au plus sur le délai proposé par le Maître d'Ouvrage ;	Oui	Non
	D-2 Existence d'un planning d'approvisionnement en matériaux ;	Oui	Non
	D-3 Approvisionnements des matériaux précèdent leur utilisation pour chaque sous-corps d'état du DQE.	Oui	Non
EVALUATION COHERENCE ENTRE PLANNING D'APPROVISIONNEMENT EN MATERIAUX ET		OUI	NON

PLANNING D'EXECUTION DES TRAVAUX																																													
E- EXPERIENCE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT																																													
Ce critère est rempli si au moins deux (02) des trois (03) exigences ci-après sont remplies :																																													
	E1 - Justifier la possession dans son personnel d'un conducteur des travaux ayant une qualification d'au moins Technicien supérieur de Génie Civil ou équivalent et une ancienneté d'au moins trois (03) ans dans le domaine des constructions (joindre comme justificatif : une copie certifiée du diplôme, une attestation de présentation de l'original du dit diplôme et un CV daté et signé par le concerné) ;			Oui	Non																																								
	E2- Justifier (une copie certifiée du diplôme et un CV daté et signé par le concerné) la possession dans son personnel de chantier d'un cadre justifiant d'une expérience d'au moins trois (03) ans dans le domaine du génie civil en général et des constructions civiles en particulier ;			Oui	Non																																								
	E3 - S'engager sur l'honneur à recruter un personnel d'exécution qualifié par corps d'état (joindre état nominatif du personnel d'encadrement à recruter et préciser leur qualification).			Oui	Non																																								
EVALUATION EXPERIENCE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT				OUI	NON																																								
F- MATERIEL ET EQUIPEMENTS ESSENTIELS																																													
Ce critère est rempli si les deux (02) exigences ci-après sont remplies :																																													
	<p>F1 - Le soumissionnaire justifie la possession au moins des quatre-vingt pour cent (80%) des équipements essentiels ci-après pour la réalisation des travaux. Cette justification se fera :</p> <p>soit par présentation de factures d'achat dudit matériel ;</p> <p>soit par engagement sur l'honneur à disposer.</p> <p>Ces équipements essentiels comprennent :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Désignation</th> <th>Quantité</th> <th></th> <th>Désignation</th> <th>Quantité</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Tronçonneuse</td> <td></td> <td></td> <td>Griffe 6/8</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Equerre maçon</td> <td></td> <td></td> <td>Griffe 8/10</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Equerre menuiserie</td> <td></td> <td></td> <td>Ficelle de 100 m</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Brouettes</td> <td></td> <td></td> <td>Double décamètre</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Machettes</td> <td></td> <td></td> <td>Scie charpentier</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Pelles rondes</td> <td></td> <td></td> <td>Niveau à Fiole</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Pelles bèches</td> <td></td> <td></td> <td>Fil à plomb</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>			Désignation	Quantité		Désignation	Quantité	Tronçonneuse			Griffe 6/8		Equerre maçon			Griffe 8/10		Equerre menuiserie			Ficelle de 100 m		Brouettes			Double décamètre		Machettes			Scie charpentier		Pelles rondes			Niveau à Fiole		Pelles bèches			Fil à plomb		Oui	Non
Désignation	Quantité		Désignation	Quantité																																									
Tronçonneuse			Griffe 6/8																																										
Equerre maçon			Griffe 8/10																																										
Equerre menuiserie			Ficelle de 100 m																																										
Brouettes			Double décamètre																																										
Machettes			Scie charpentier																																										
Pelles rondes			Niveau à Fiole																																										
Pelles bèches			Fil à plomb																																										

	<table> <tr><td>Pioches</td><td></td><td>Niveau à bulle de 120</td><td></td></tr> <tr><td>Sceaux maçons</td><td></td><td>Taloches</td><td></td></tr> <tr><td>Serre-joints</td><td></td><td>Tenailles</td><td></td></tr> <tr><td>Truelles</td><td></td><td>Burin</td><td></td></tr> <tr><td>Moules de 15</td><td></td><td>Poinçons</td><td></td></tr> <tr><td>Moule de 20</td><td></td><td>Cordex</td><td></td></tr> <tr><td>Moule à claustras</td><td></td><td>Porte scie à métaux</td><td></td></tr> <tr><td>Massettes de 5 kg</td><td></td><td>Arrache clous</td><td></td></tr> <tr><td>Massettes de 10 kg</td><td></td><td>Mini scie à bois électrique</td><td></td></tr> </table>	Pioches		Niveau à bulle de 120		Sceaux maçons		Taloches		Serre-joints		Tenailles		Truelles		Burin		Moules de 15		Poinçons		Moule de 20		Cordex		Moule à claustras		Porte scie à métaux		Massettes de 5 kg		Arrache clous		Massettes de 10 kg		Mini scie à bois électrique			
Pioches		Niveau à bulle de 120																																					
Sceaux maçons		Taloches																																					
Serre-joints		Tenailles																																					
Truelles		Burin																																					
Moules de 15		Poinçons																																					
Moule de 20		Cordex																																					
Moule à claustras		Porte scie à métaux																																					
Massettes de 5 kg		Arrache clous																																					
Massettes de 10 kg		Mini scie à bois électrique																																					
	<p>F2- Le soumissionnaire justifie la possession du matériel roulant approprié pour l'approvisionnement du chantier. Cette justification se fera par présentation de copies certifiées (service des transports) conforme datant de moins de trois mois des cartes grises en cours de validité :</p> <p>soit au nom du soumissionnaire en cas de propriété ;</p> <p>soit au nom d'un loueur, joindre un contrat certifié de location en cas d'adjudication, signé du soumissionnaire et du loueur, certifié par l'autorité administrative ;</p> <p>Soit par une mise à disposition délivrée au soumissionnaire par le propriétaire du matériel.</p> <p>Ces moyens logistiques comprennent :</p> <p>un camion benne de capacité minimale 4 m3 ;</p> <p>ou</p> <p>un pick-up 4x4</p>	Oui	Non																																				
EVALUATION MATERIEL ET EQUIPEMENT ESSENTIEL		OUI	NON																																				
G- COMPREHENSION DU PROJET																																							
Ce critère est rempli si les deux (02) exigences ci-après sont remplies :																																							
	G1- Le planning d'exécution des travaux doit comporter sur une colonne, les durées de chaque tâche (sous-corps d'état) tel que trouvé dans le sous détail de prix unitaire ;	Oui	Non																																				

	G2- Cohérence entre les durées d'exécution de chaque tâche (sous-corps d'état) et leur matérialisation dans le planning d'exécution des travaux.	Oui	Non
EVALUATION DE LA COMPREHENSION DU PROJET		OUI	NON

RECAPITULATIF DE L'EVALUATION DES CRITERES ESSENTIELS DE QUALIFICATION

SOUSMISSIONNAIRE : _____

N°	DESIGNATION CRITERE ESSENTIEL	EVALUATION		OBSERVATION
		OUI	NON	
A	CAPACITE FINANCIERE			
B	REFERENCES DE L'ENTREPRISE			
C	METHODOLOGIE D'EXECUTION DES TRAVAUX			
D	PLANNING D'APPROVISIONNEMENT EN MATERIAUX ET PLANNING D'EXECUTION DES TRAVAUX			
E	EXPERIENCE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT			
F	MATERIEL ET EQUIPEMENT ESSENTIEL			
G	COMPREHENSION DU PROJET			
TOTAL				

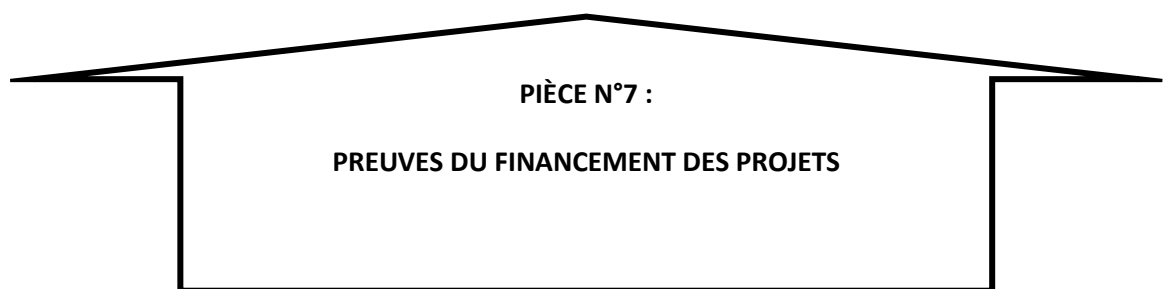
N.B :

Seules les offres financières des soumissionnaires dont les offres techniques seront jugées recevables seront évaluées ;

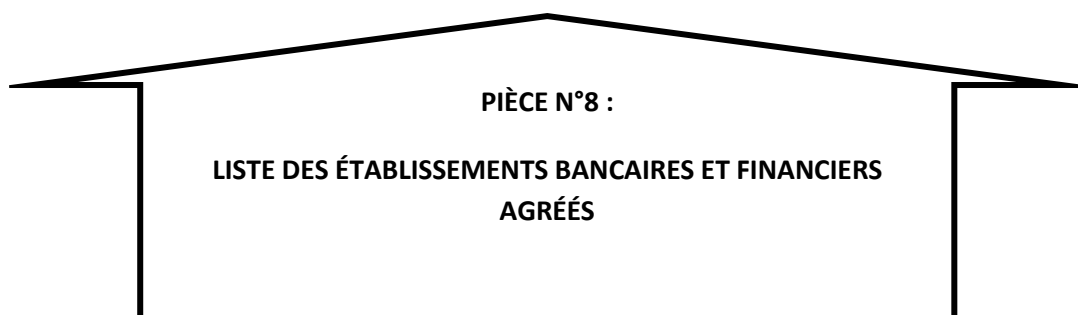
Les offres techniques des soumissionnaires qui obtiendront un pourcentage de « Oui » supérieur à 70% (dont au moins cinq (05) «Oui» sur les sept (07) critères A ; B ; C ; D ; E ; F ; G) seront jugées recevables.

DECISION DE L'EVALUATION :

OFFRE TECHNIQUE JUGEE	
RECEVABLE	IRRECEVABLE



N° Lot	Désignation	Montant prévisionnel (F CFA TTC)	Imputation
1	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle bilingue de Ngoumou	27 000 000	59 27 100 02 641170 464211 821
2	Construction d'un bloc maternel à l'école maternelle d'Otélé	30 000 000	59 15 101 02 64 11 70 464211 426



Afriland First Bank (First Bank)

Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC)

Banque Atlantique du Cameroun

Banque Gabonaise pour le Financement International

Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME)

Bank of Africa Cameroun (BOA Cameroun)

Citibank Cameroun (CITIGROUP)

Commercial Bank-Cameroun(CBC)

Ecobank Cameroun (ECOBANK)

National Financial Credit Bank (NFC-BANK)

Société Commerciale de Banque Cameroun (CA SCB)

Société Générale des Banques au Cameroun (SGBC)

Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC)

Union Bank of Cameroon (UBC)

United Bank for Africa (UBA)

CCA BANK

COMPAGNIES D'ASSURANCES

ACTIVA ASSURANCES ;

Aréa Assurance SA ;

Atlantique Assurances SA ;

Beneficial General Insurance ;

Chanas Assurances S.A;

CPA SA ;

Nsia assurances SA ;

PRO ASSUR SA.

SAAR SA ;

Saham Assurances SA

Zenithe Insurance.

